

Aux guichets de l'aide alimentaire : les “nouveaux publics” du confinement ? (Paris et Saint-Denis, 29 avril- 19 mai 2020)

Lorraine Guénée, Erwan Le Méner et Odile Macchi, rapport de l'Observatoire du Samusocial
de Paris, juin 2020

Résumé	4
Liste des sigles	5
Introduction	7
Objet d'enquête	7
Le confinement, l'assistance et ses nouvelles têtes	8
La commande	11
Terrain et situation d'observation	13
Dix lieux investigués, quelques renoncements	13
Le matériau rassemblé : des observations in situ, durant le confinement, mais tardives	16
Plan du rapport et avertissement au lecteur	18
1. Qui voient les guichetiers durant le confinement ?	22
1.1. Galerie de portraits	22
1.2. Effets de report, de circulation, et débordement des guichets	26
1.3. Des clients inattendus	33
2. Des distributions locales : organisation des guichets, priorisation des usagers, et effacement des nouveaux publics	40
2.1. Des visions postées du public	42
2.2. Espaces et ambiances : des configurations locales	48
2.3. Des formes de détresse à géométrie variable : l'exemple des familles	55
3. Des nouvelles figures de la pauvreté ?	58
3.1. De faux nouveaux, de vrais assistés : comment le confinement rend plus visibles et réorganise des économies domestiques reposant sur les subsides de l'assistance	58
3.1.1. L'écheveau des expédients relié au fil des distributions ouvertes pendant le confinement	59
3.1.2. Quand le confinement génère des dépenses et des incertitudes comblées par l'assistance, ressources égales par ailleurs	64
3.1.3. Quand des "travailleurs" ont besoin d'une assistance renforcée	67
3.2. Les "vrais" nouveaux, dont la vie est d'ordinaire tenue à l'écart de l'assistance	72
3.2.1. Le mal-être des étudiants extracommunautaires	72

3.2.2. Des “touristes” ou plutôt une main d’oeuvre étrangère à quai et à sec	77
3.2.3. Les grands perdants du travail invisible ou précaire, d’ordinaire les plus autonomes et mieux lotis, mais mal protégés	80
4. Excursus. Le début du confinement pour ceux qui appellent le 115 de Paris pour la première fois	86
4.1. Les dossiers des ménages ayant contacté le 115 pour la première fois le 17 ou le 18 mars 2020	86
4.1.1. Prendre les dossiers comme des documents du contact au guichet	86
4.1.2. Les premiers appelants : une goutte d’eau dans le courant de l’urgence sociale	90
4.2. Le confinement pour des personnes aux portes de l’assistance	91
4.2.1. Des sans-abri inconnus au bataillon voudraient se confiner au chaud	91
4.2.2. Des ménages en sérieuse difficulté, dont le confinement aggrave la situation	93
4.3. Les sans-domicile du confinement ?	95
4.3.1. Les expulsés du confinement	95
4.3.2. Forcés à l’inactivité, des travailleurs étrangers appauvris réclament un toit, sans succès	97
Conclusion	101
Bibliographie	104
Générique de l’enquête	108
Annexe	109
Annexe 1. Le contenu et la provenance des dons alimentaires par lieu	109
Annexe 2. L’aide alimentaire à Paris durant le confinement	111
Annexe 3. Sur l’abondance et son pendant, l’effet d’aubaine, avec des écarts sur la façon de le penser et de l’éviter	127

Résumé

Par voie de presse, intervenants sociaux et responsables associatifs alertent depuis le début du confinement sur les conséquences économiques de la crise pour les plus démunis de nos concitoyens. Les services d'aide encore ouverts, notamment les distributions alimentaires, voient défiler des rangs plus longs que jamais et les guichetiers ne tardent pas à repérer de nouvelles têtes. De la base à la tête des organisations caritatives, l'importance de la crise se juge au nombre et au faciès. Ce rapport porte sur ces "nouveaux publics" de l'aide alimentaire et indissociablement sur ce que doit cette présomption de nouveauté au confinement, et aux effets du confinement sur l'organisation de l'assistance.

Du 29 avril au 14 mai 2020, dix lieux ont été enquêtés, une dizaine de distributions alimentaires observées – toutes situées à Paris, sauf une d'entre elles, sur le campus de l'université Paris 8 à Saint-Denis. L'échantillon est donc mince, mais les descriptions, *in situ*, de première main, et en plein confinement, présentent un certain intérêt documentaire. Comme on pouvait s'y attendre par mécanique de report, les ménages en difficultés se sont massés aux distributions. L'impression est unanime, et sans doute doit-elle à la sélection des sites d'observation, largement guidée par des décideurs publics et des responsables d'organisations de lutte contre l'exclusion, qui ont orienté les enquêtrices vers des lieux de distribution mis à rude épreuve durant le confinement. Mais les témoignages rassemblés, y compris au-delà des sites visités, disent tous l'accroissement des rangs aux guichets, et avant même d'y repérer de nouveaux "publics", les témoins décrivent une nouvelle *forme* de demande, sous l'aspect d'une foule concentrée et bigarrée, mélangeant des profils familiers et inhabituels.

Tous les guichetiers ont été surpris par certaines sollicitations, inattendues, d'étrangers bloqués en France, d'étudiants, d'intérimaires, d'entrepreneurs, de ménages modestes, retraités notamment, soudainement dans le besoin. La liste n'est pas exhaustive, mais elle correspond bien aux portraits dessinés par les communicants des organisations caritatives et par les journalistes, qui alimentent leurs pronostics alarmistes. Mais ces nouveaux publics ne sont pas nouveaux ni partout ni pour tous. Les agents du Samusocial ne s'étonnent pas de la présence de sans-abri dans les distributions alimentaires qu'ils coordonnent, mais s'inquiètent de la présence d'étudiants fauchés... qui sont les bénéficiaires attirés de colis livrés sur le campus de l'université Paris 8, où des foyers en difficulté essaient depuis fin mars d'obtenir quelques subsides. L'appréciation de nouveauté est ainsi relative aux positions d'énonciation, reconfigurées par le confinement.

Le confinement a provoqué la fermeture de nombreux services, l'ouverture de quelques uns, et des reports de clientèles. Ces clientèles ont aussi été mélangées, sous l'influence de différentes sources d'information, dont les guichetiers eux-mêmes, donnant à leurs bénéficiaires la carte des services ouverts. Pour des gens dans le besoin, l'abondance des

approvisionnements et la multiplication paradoxale des guichets accessibles durant le confinement a même pu constituer une aubaine. La raréfaction, la concentration et la prodigalité des distributions expliquent le grossissement, la circulation et la diversification au moins apparente des bénéficiaires de l'aide alimentaire. Les témoins affirmant l'existence de "nouveaux publics" seraient-ils donc victimes d'un effet d'optique, tenant d'une part à leur position dans le monde de l'assistance, d'autre part à la réorganisation du dispositif de distribution alimentaire durant le confinement ?

D'un site d'observation à l'autre, les intervenants de première ligne pointent une relation étroite entre le confinement et le recours à l'assistance d'une partie de leur clientèle, au-delà d'un simple effet d'opportunité. Le confinement tarit des sources de revenus considérables dans le budget de nombreux ménages. Les rencontres au guichet révèlent des formes de débrouille et d'économies domestiques, autrement plus difficiles à examiner. Certains, que les guichetiers voient comme des nouveaux, ont pourtant recours de longue date aux associations caritatives, mais leur détresse se fait sans aucun doute plus criante. D'autres sollicitent l'assistance pour la première fois durant le confinement, pour prévenir, anticiper, compléter ou parer un appauvrissement soudain et profondément déstabilisant. Il s'agirait le plus souvent – c'est en tout cas un aspect que l'enquête gagnerait à documenter plus avant – *d'unités domestiques indépendantes mises au chômage*. L'expression n'est pas à prendre dans son acception juridique. Le mot indépendance vaudrait sur deux plans. Il désigne une situation familiale où le ménage compte seulement sur les revenus qu'il génère, ce qui renverrait à des sentiers invisibles d'ascension sociale, avec prise de distance économique avec l'entourage familial ascendant et latéral. Le terme désigne également la situation de travailleurs qui parvenaient sans peine à trouver des clients ou, ce qui revient au même, à s'embaucher. Sous ce plan, l'expression rassemble aussi bien des travailleurs du sexe, des livreurs, des salariés de la restauration, des ouvriers de force, qu'ils soient salariés ou employés au noir. Indifféremment au contenu du travail, à la forme légale du contrat, ces individus s'en sortaient, bon an mal an. Le confinement les prive de travail, rogne leurs économies, compromet leurs engagements, assombrit leur avenir. L'enquête se borne pour le moment à ce simple repérage, et se poursuivrait utilement par la réalisation d'enquêtes budgétaires approfondies auprès de ceux qui grossissent depuis le début du confinement les rangs de l'assistance.

Liste des sigles

APL Aide personnalisée au logement

ASS	Allocation de solidarité spécifique
CAF	Caisse d'allocation familiale
CAP	Certificat d'aptitudes professionnelles
CASVP	Centre d'action sociale de la Ville de Paris
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CHAPSA	Centre d'hébergement et d'assistance aux personnes sans abri
CHU	Centre d'hébergement d'urgence
DASES	Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (Ville de Paris)
DNP	Demande non pourvue
ESI	Espace solidarité insertion
RSA	Revenu de solidarité active
SDF	Sans domicile fixe

Introduction

Objet d'enquête

Quels sont les “nouveaux publics” sollicitant les services d’aide alimentaire, à Paris, durant le confinement ? Et que doit leur recours à l’assistance au confinement ? Voici en résumé les questions posées par la direction générale du Samusocial de Paris à l’équipe de l’Observatoire, fin avril. Ces interrogations se dressent sur le fond d’une inquiétude persistante : depuis le début du confinement, les guichets de l’assistance sont intensément sollicités par des ménages déjà en difficulté, mais aussi par des foyers qui ne font pas appel d’ordinaire à tels services¹. C’est du moins ce que font entendre intervenants sociaux, experts et responsables associatifs aux micros de journalistes, dans un concert de voix dont les partitions ne semblent pourtant pas tout à fait inédites. Les acteurs de la lutte contre l’exclusion ont effet l’habitude de déclarer l’état d’urgence et de signaler l’afflux – on ajoute souvent “massif” – de “publics” “nouveaux” ou “spécifiques” dans leurs filets, autant de groupes pour lesquels il conviendrait d’adapter de “nouveaux” dispositifs. Ce fonctionnement est saisonnier – ce genre de déclarations fleurit tous les hivers² –, il est également sensible à la conjoncture, notamment à l’entrée de groupes de migrants dans les métropoles. Les hivers et les autres moments critiques pour les services d’aide parlent sans doute ainsi autant de ceux qui accueillent que de ceux qui y sont reçus, et de l’emballement chronique des gestionnaires de l’aide sociale, des bureaux des administrations locales aux guichets de leurs mandataires. Comment donc considérer les affirmations répétées selon lesquelles le confinement marque l’entrée dans l’assistance de “nouveaux publics” ? Il serait audacieux de n’y loger que des vues de l’esprit, mais il serait naïf de les traiter comme l’expression limpide d’une expérience commune. Strictement confinés avant le lancement de l’enquête et coupés d’une quelconque expérience directe de ces guichets, nous avons essayé de suivre les foyers de préoccupation des acteurs de terrain et de leurs responsables, à partir

¹ Les termes de “guichet” ou de “guichetiers”, employés dans ce rapport pour désigner des services de distribution alimentaire et les agents chargés de cette distribution, mettent l’accent sur les interactions entre les “petits bureaucrates” (les *street level bureaucrats* de M. Lipsky) et les administrés au moment de l’allocation des ressources de l’assistance. “La vie au guichet, c’est le travail quotidien d’une administration ; un univers fait apparemment de routine et d’anonymat, mais dont l’équilibre est précaire, et dont les protagonistes ne sont jamais réductibles aux rôles standardisés qu’ils sont censés jouer [...] Le travail des “petits bureaucrates” n’est dès lors jamais exclusivement bureaucratique : il peut se muer en assistance morale personnalisée aussi bien qu’en épreuve de force.” Vincent Dubois, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Economica, Paris, 2010 [1999], p. 3

² En ce qui concerne l’aide alimentaire, voir Jean-Pierre Le Crom, Jean-Noël Retière, “Nourrir les pauvres : assister et/ou entreprendre”, in Lionel Prouteau (dir.), *Les associations entre bénévolat et logique d’entreprise*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2003, p. 67-84.

d'une revue de presse réalisée à l'Observatoire depuis le début du confinement³, afin de comprendre l'initiative de cette enquête aux termes pour le moins ambivalents.

Le confinement, l'assistance et ses nouvelles têtes

Dès le 17 mars, quelques associations donnent l'alerte : le confinement va tarir les sources de revenus des sans-abri. Avec la désertification des rues, la fermeture des marchés et des restaurants, il deviendra quasi impossible de faire la manche, de dénicher et de revendre des objets, ou encore de récupérer ou glaner des invendus – les poubelles elles-mêmes ne devraient plus rapporter grand chose⁴. Surtout, les associations s'inquiètent du maintien des services d'aide de première nécessité, notamment de distribution alimentaire, alors que leurs équipes sont malmenées par la crise sanitaire. Les effectifs sont réduits puisque les nombreux bénévoles retraités, "à risque" face au virus, doivent rester chez eux, et que les travailleurs sociaux, dont l'exposition au Covid est peu médiatisée, qui n'ont pas les moyens de se protéger (faute de masques, etc.), se retrouvent confinés. De tels services doivent se réorganiser, se concentrer. Des guichets ouvrent quand la plupart ont fermé leurs portes. Ainsi, une semaine après l'entrée en confinement, le 24 mars, trois des lieux névralgiques que nous aurons l'occasion de visiter inaugurent des distributions, au Carreau du Temple, aux Grands Voisins dans l'enceinte de l'ancien hôpital Saint-Vincent de Paul, et au 70 boulevard Barbès, dans un bâtiment qui appartient à la Ville, anciennement occupé par EDF. Des associations bien connues sur la place parisienne distribuent des paniers-repas : Aurore, l'Armée du Salut, les Restos du Coeur, des associations confessionnelles, ainsi que des paroisses coordonnées par le Diocèse de Paris, les Centres d'Action Sociale de la ville de Paris, des lieux d'hébergement et de restauration solidaire⁵. Ces acteurs de première ligne évoquent sans délais une forte affluence dans leurs commentaires de la situation. Ainsi, le secrétaire général du Secours Populaire de Seine-Saint-Denis, Philippe Portmann, précise que l'accueil est multiplié par deux sur certains des neufs comités qui restent ouverts dans ce département. Son explication est simple : *"ça tient au fait que des comités sont fermés et que d'autres associations et services d'aide ont réduit la voilure."*⁶ Il n'est pas seul à poser ce constat, le responsable des bénévoles de l'Armée du Salut, Etienne Mangeard "[constate] 25 % d'affluence en plus, des personnes qui sont arrivées deux heures à l'avance et qui ont

³ Nous remercions Lucie Clech, chargée d'étude à l'Observatoire, qui a compilé cette revue de presse à partir d'une alerte sur Google Actualités, avec pour mots clés "sdf, sans abri", "migrants, réfugiés exilés", et "Covid 19, coronavirus, pandémie" (plus d'autres synonymes de ces catégories). Ses contacts, informés qu'elle faisait cette revue de presse via Facebook lui ont aussi envoyé des articles quand ils en trouvaient. Une série d'articles sur la crise sanitaire et la précarité lui ont été fournies par Laurie Goret de l'équipe communication du Samusocial, et ont également nourri ce corpus, en complément des lettres hebdomadaires du service.

⁴ Voir par exemple Nicolas Clément, "Le coronavirus, c'est la double peine pour les plus pauvres", *Le Monde*, 17 mars 2020. Nicolas Clément parle ici comme bénévole du Secours Catholique.

⁵ Pour une liste exhaustive, voir la plaquette d'information "Où manger à Paris" conçue par la Ville de Paris, la DRIHL, et la Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France, mise à jour le 19 mai 2020
Url: <https://cdn.paris.fr/paris/2020/05/19/850a781a21b136b61041e84f1ec7a2c6.pdf> (consultée le 2 juin).

⁶ C.G., "Coronavirus en Seine-Saint-Denis : débordé, le Secours populaire a besoin de renforts", *Le Parisien*, 21 mars 2020.

*faim*⁷. L'afflux n'est cependant pas immédiat partout. Sur le parvis de l'église Saint-Ambroise le 24 mars, seulement 145 des 370 sacs préparés sont distribués, et leurs destinataires repartent souvent avec deux colis. Le constat est étonnant car dans ce secteur paroissial, deux cent repas quotidiens servis d'ordinaire par les Soeurs de la Charité ne le sont dorénavant plus⁸. L'empressement aux guichets ouverts en confinement semble donc variable d'un lieu à l'autre. Mais quels que soient les protagonistes, aucun n'indique encore que de "nouveaux publics" auraient franchi les portes de l'assistance.

Pourtant, le discours change. A partir d'avril, si la grande majorité des articles ont toujours pour angle les "*grands exclus*", quelques uns se focalisent sur des groupes particulièrement fragilisés par la crise comme les prostituées⁹, les étudiant.e.s, en particulier ceux éloignés de leurs familles ou ayant perdu des sources de rémunération¹⁰. Julien Denormandie, ministre de la Ville et du Logement, annonce des aides sociales exceptionnelles pour les « *familles modestes* »¹¹, et divers articles et reportages se concentrent alors sur ces familles tantôt qualifiés de précaires¹², défavorisées¹³, dans le besoin¹⁴, démunies¹⁵, en difficulté¹⁶, avec

⁷ Isabelle Rey-Lefebvre et Julia Pascual, « Les bonnes volontés sont nombreuses » : comment l'aide aux plus démunis se réorganise, *Le Monde*, 24 mars 2020.

⁸ Géraud Bosman-Delzons, "Coronavirus: la distribution alimentaire s'organise à Paris, les associations sous pression", Rfi, 25 mars 2020.

⁹ Marion Thorin, Entretien : « On parle des femmes battues, des sans-abri mais personne ne parle des prostituées », 7 avril 2020, Ouest France.

¹⁰ On peut lire le reportage d'Eric Nunes, « Être confiné avec des cafards, c'est terrible » : à Villeneuve-d'Ascq, les étudiants à l'abandon, *Le Monde*, 21 avril 2020. Les étudiant.e.s de cette résidence vétuste reçoivent des colis alimentaires, leurs familles "sont très éloignées, souvent en Afrique ou dans un département d'outre-mer." Voir aussi l'article d'Isabelle Rey-Lefebvre, "L'aide alimentaire au temps du confinement : « Des étudiants viennent nous donner un coup de main, mais aussi s'approvisionner »", *Le Monde*, 22 avril 2020. La distribution de Paris 8 où nous aurons l'occasion d'enquêter est évoquée à titre d'exemple de l'affluence estudiantine dans le milieu de l'aide alimentaire.

¹¹ Cela correspond au "(...) versement automatique des minimas sociaux, ouverture de 10 000 places d'hébergement, émission de chèques-services à destination de 90 000 personnes (dont la moitié en Ile-de-France) et versement le 15 mai d'une aide exceptionnelle de solidarité pour « *les familles modestes afin de leur permettre de faire face à leurs besoins essentiels* », soit 4,1 millions de foyers, pour un coût de 1 milliard d'euros. Chaque famille bénéficiaire du RSA ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) recevra 150 euros, plus 100 euros par enfant, et les familles touchant des aides au logement percevront également 100 euros par enfant à charge". A cela s'ajoutent 39 millions d'euros pour les associations et des territoires spécifiques à des fins d'aide alimentaire. Voir Louise Couvelaire, Aide alimentaire : le gouvernement annonce une enveloppe de 39 millions d'euros, *Le Monde*, 24 avril 2020.

¹² Par l'association Mantes Solidarité à Mantes la Jolie, voir Nejma Brahim, "Paniers repas, «centres de desserrement»...: branle-bas de combat tardif pour les précaires", *Mediapart*, 26 mars 2020. Par Valentin Bontemps, "Confinées, des familles précaires peinent à se nourrir", *Le Figaro*, 11 avril 2020.

¹³ Emmanuelle Hunzinger, "Payer son loyer au nourrir sa famille, le dilemme des familles défavorisées", *France Info*, 18 mai 2020.

¹⁴ Par un réseau d'entraide Whatsapp de Montpellier, voir Nejma Brahim, "Paniers repas, (...)" *op.cit.*

¹⁵ Anonyme, "Aide exceptionnelle pour les familles démunies : «C'est une aide qui doit aller à tous les précaires» demande le directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité", *France Info*, 13 avril 2020

¹⁶ Voir le reportage de Florian Chevallay, Garance Amespil avec Carole Blanchard, "On a honte de venir": le confinement pousse de nouveaux demandeurs à se tourner vers les Restos du Coeur, *BFM TV*, 17 avril 2020

enfants¹⁷... privées de cantine le midi, qui font appel à l'aide alimentaire ou font le choix de nourrir leur famille plutôt que de payer leur loyer¹⁸. Les pertes de revenus liées au chômage partiel font que des ménages fragiles connaissent un *"retour en arrière"* alors qu'ils étaient sortis des dispositifs d'aide alimentaire¹⁹. L'affluence aux guichets s'affiche partout et l'évaluation se précise, avec des comptages²⁰. Des intervenants sociaux établissent un constat : des inconnus apparaissent dans leurs guichets, d'ordinaire tenus à l'écart de l'assistance. Au Carreau du Temple, Delphine Magre, du Samusocial, déclare à un journaliste que *"Beaucoup de gens que l'on n'avait jamais vus jusqu'à présent viennent aujourd'hui parce qu'ils ont épuisé tous leurs plans A, B, C, et D. Nous avons par exemple de vieux messieurs qui ne connaissent ni les Permanences sociales d'accueil, ni les Espaces Solidarité Insertion (ESI), ni les assistants sociaux. Habituellement, ils se débrouillent. Sauf que là, ils n'y arrivent pas."*²¹ Ces "nouveaux publics" en viennent à être caractérisés par les responsables associatifs.

Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre offre en connaisseur une première analyse sociologique de ces nouveaux assistés : *"Dans nos permanences, nous rencontrons des personnes qui ne fréquentent pas, d'habitude, les services sociaux [...]. Ils ne perçoivent ni RSA [revenu de solidarité active] ni allocation logement, leurs revenus se situant juste au-dessus des seuils, et beaucoup ont de plus en plus de mal à payer leur loyer."*²² Le président des Restos du Coeur, Patrice Blanc, pointe également une relation entre ces "nouvelles catégories" et un rapport à l'emploi profondément – et durablement – affecté par la crise : *"le public est de plus en plus nombreux, avec l'apparition de nouvelles catégories : des étudiants qui n'ont plus accès aux restaurants universitaires, des microentrepreneurs sans boulot ni droit à des indemnités de chômage... Même pour les personnes éligibles à l'assurance-chômage, nous redoutons les nouvelles règles d'indemnisation plus restrictives (...). Nous allons vers une crise sociale majeure"*.²³ L'inquiétude ne touche pas que les grosses

¹⁷ Alice Galopin, "«Après la crise sanitaire, on craint une crise sociale» : depuis le confinement, de nombreuses familles avec enfants peinent à se nourrir", *France Info*, 18 mai 2020.

¹⁸ Cela concerne 18% des 8000 locataires du parc social à Aubervilliers. Emmanuelle Hunzinger, "Payer son loyer...", *op.cit.*

¹⁹ Voir le reportage: Anonyme, "Coronavirus : la crise sanitaire se transforme en crise de la faim", *France 2*, 19 mai 2020. Interview d'un couple, l'homme boulanger gagne 1200€ au lieu de 1800€ étant donné qu'il travaille moins avec l'épidémie, "on était déjà dans une situation fragile mais stabilisée. On avait la volonté de s'en sortir par nous-mêmes, c'est un retour en arrière. On pensait avoir fini et puis ce virus qui arrive et qui laisse des traces sur son passage."

²⁰ Ainsi à Paris 8, 700 demandes estudiantines sont reçues du 18 au 20 avril (Isabelle Rey-Lefebvre, "L'aide alimentaire au temps du confinement...", *op.cit.*). Place de la République à Paris 600 personnes viennent au lieu des 200 habituelles à la distribution des Restos du Coeur selon Patrice Blanc (Louise Couvelaire, "Aide alimentaire...", *op.cit.*). "Avant le confinement, la fondation de l'Armée du salut distribuait 450 repas à Paris. Aujourd'hui, nous en distribuons environ 2 000, sept jours sur sept, avec nos bénévoles et des collectifs", note Samuel Coppens (Anonyme, "Confinement et précarité : « Le système est saturé depuis des années, cette crise le montre douloureusement »", *Le Monde*, 17 avril 2020).

²¹ Olivier Saretta, "Coronavirus : la précarité à l'épreuve du confinement", *Yahoo Actualités*, 11 avril 2020.

²² Isabelle Rey-Lefebvre, "L'aide alimentaire au temps du confinement...", *op.cit.*

²³ Ibid. Dans un reportage audiovisuel, Patrice mentionne d'autres profils précis: des travailleurs saisonniers agricoles en milieu rural, des artisans-commerçants, des jeunes livreurs à vélo parisiens ("avec leurs tenues de Uber eats et Deliveroo"). Il évoque "beaucoup de mamans avec enfants", et la problématique des gens de

associations, ni les seules limites de Paris. “En 20 ans, l’association Rougemont Solidarité à Sevran a vu défiler 1 000 visages de la précarité : SDF, mères seules, travailleurs immigrés. Mais avec ce confinement, quelque chose a changé pour Cherifa Bounoua, la coordinatrice : *“Des gens qui avaient des CDD, des gens qui étaient en intérim, ceux-là ont perdu leur boulot, même le chômage partiel des auto-entrepreneurs” (...)*”²⁴.

Pêle-mêle, depuis Paris jusqu’à ses banlieues du Nord-est, des situations différentes sont rapportées, mais elles ont en commun un rapport à l’emploi malmené. C’est dans ce contexte que la directrice générale du Samusocial de Paris passe commande d’une enquête, fin avril, à son observatoire qui, priorités opérationnelles obligent, n’observait plus grand chose depuis le début du confinement. Comme ses homologues responsables d’organisations d’aide aux plus démunis, Christine Laconde exprime le besoin de mieux cerner les *“nouveaux visages de la précarité”*²⁵.

La commande

La directrice générale se fait l’écho de préoccupations en première ligne, déjà relayées dans la presse : *“les centres ressources comme le Carreau du Temple voient passer leur lot d’auto-entrepreneurs, de personnes en chômage partiel, d’habités des petits jobs pas déclarés et la DASES [la direction de l’action sociale, de l’enfance et de la santé, de la Ville de Paris] rencontre des familles économiquement déstabilisées par la soudaine suppression des repas quasi gratuits du midi pour leurs enfants.”*²⁶ Christine Laconde souhaite que l’on s’intéresse, durablement, à ces *“nouveaux visages de la précarité qui voient le jour (soit parce qu’ils ont été révélés pendant cette période de crise qui a rebattu les cartes de la veille sociale, soit parce qu’ils sont des produits de la crise économique nouvelle et probablement durable)”*²⁷. Elle nous demande de concevoir une note d’intention, sur la base de laquelle elle déclenche une première enquête, celle qui donne lieu à ce rapport, en commande une autre, coordonnée par Amandine Lebugle, démographe et responsable de l’observation sanitaire et sociale à l’Observatoire, sur les *“nouveaux publics”* entrant au 15. La note prévoit également la réalisation d’investigations budgétaires approfondies auprès de ménages fortement affectés par la crise ; l’ensemble de ces travaux doit s’inscrire dans une démarche collaborative avec les acteurs de la veille sociale parisienne, aussitôt avertis du projet et prompts à nous ouvrir des terrains d’enquête (voir *infra*)²⁸.

banlieue vers qui on doit aller, le fait qu’il faille mettre des centres provisoires dans les quartiers. Aurore Jarnoux, Frédérique Daurelle, “Restos du Cœur : des situations dignes “de la crise de 1929” selon le président de l’association”, *France Bleu*, 30 avril 2020.

²⁴ Anonyme, “Coronavirus: en Seine-Saint-Denis, les associations face à une nouvelle précarité”, *Rfi*, 24 avril 2020.

²⁵ Lorraine Guénée et Odile Macchi, *Aux guichets de l’assistance (Paris et Saint-Denis, 17 avril - 19 mai 2020)*. *Journal d’enquête*, entrée du 17 avril 2020, p. 1.

²⁶ *Ibid.*, p. 1.

²⁷ *Ibid.*, p. 1.

²⁸ Observatoire du Samusocial de Paris, “Note du 24 avril 2020 sur le programme de travail sur les nouveaux publics des services d’assistance”, 5 p. La directrice générale du Samusocial transmet cette note le 30 avril à

L'initiative de notre directrice générale est séduisante - nous déplorons de ne pas pouvoir documenter l'expérience du confinement chez les sans-domicile et rongions notre frein devant les rares informations de première main obtenues par les nombreux journalistes couvrant le confinement sur les lieux d'assistance. Mais la commande impose quelque réserve. Que des patrons d'organisations caritatives se saisissent des étonnements des intervenants sociaux pour désigner des populations "nouvelles" n'a précisément rien de nouveau. C'est même le moteur de développement du "*complexe bureaucratique-assistancier*" et de la "*question SDF*" comme l'a montré Julien Damon²⁹. Les opérateurs visent un groupe aux contours flous (pensons aux "grands exclus") et en toute logique ne parviennent jamais tout à fait à l'atteindre. Ils touchent au-delà de leur cible, tout en découvrant, en les écrémant, de possibles clients, lesquels peuvent à leur tour faire l'objet d'interventions dédiées, propices à des partenariats entre organisations mettant à profit leurs savoir-faire pour répondre à tel ou tel aspect du problème³⁰. Et quand des organisations tentent de se saisir de prétendus "nouveaux publics" un peu comme elles se mobiliseraient pour une cause, elles n'hésitent pas à faire appel à des services d'études, qui pour diverses raisons peuvent avoir intérêt à conforter cette appréciation, que de nouveaux publics cherchent assistance, comme des personnages en quête d'auteur. L'Observatoire du Samusocial de Paris est un exemple de ce genre de services d'étude. Nous décryptons ainsi régulièrement les évolutions des files actives du 115, nous menons des études destinées à éclairer des questions présumées émergentes, comme récemment l'explosion de familles sans-abri, à qui l'on ne trouve pas de place d'hébergement, et leur invisibilité retentissante dans les rues de Paris³¹. De telles

Préfecture de Paris, à la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, au cabinet de l'adjointe au maire de Paris chargée notamment des solidarités et de la lutte contre l'exclusion et à la Fédération des acteurs de la solidarité.

²⁹ Julien Damon, *La question SDF. Critique d'une action publique*, Paris, PUF, 2012 [2001].

³⁰ Un exemple parmi tant d'autres, tiré du *Programme d'activités* du Samusocial pour l'année 1997 : l'organisation s'inquiète alors de l'"augmentation inquiétante" de différents "publics", repérés à la marge des services existants, à savoir des « personnes en demande d'asile politique – sortants de prisons – femmes avec enfants à la rue – familles à la rue – personnes sans domicile avec animaux – personnes sortant de l'hôpital – handicapés – trans-sexuels[sic] – homosexuels – prostituées – jeunes – couples – personnes suicidaires ». Dans les politiques sociales, comme ailleurs sur le terrain de l'action publique territoriale, les bâtisseurs sont aussi maîtres d'ouvrage et promoteurs (Patrice Duran, Jean-Claude Thoenig, "L'État et la gestion publique territoriale", *Revue française de science politique*, vol. 46, n°4, 1996, p. 580-623).

³¹ Odile Macchi, *A la recherche des familles sans-abri. L'extension du domaine de la survie (Paris, hiver 2019-2020)*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, avril 2020. Une question centrale pour les observatoires comme le nôtre est donc de créer des conditions de coordination et de cumulativité entre les enquêtes, qui permettent de combiner l'entrain pour de nouvelles explorations avec des perspectives documentaires et analytiques plus structurantes, nécessairement au long cours. L'enquête citée, par exemple, n'infirme pas la multiplication et l'allongement d'épisodes sans abri pour des familles en difficulté, mais elle se garde d'évaluer l'étendue et surtout la nouveauté du problème. Les observations de première main permettent une articulation avec des enquêtes et des sources plus anciennes (au tournant des années 1990-2000), témoignant de la présence tout aussi préoccupante pour les contemporains de familles dans des abris de fortune, dans des urgences hospitalières, ou de vastes asiles de nuit, et du montage à la hâte d'hébergements provisoires. A vingt ans d'intervalle, la construction du problème est étonnamment proche. Mais aujourd'hui, le parc hôtelier n'absorbe plus la demande, même avec le renfort de places d'urgence (Amandine Lebugle, Emilie Segol, Elsa Garcin et Charlotte Dion, *Les familles ayant appelé le 115 de Paris au cours de la période hivernale de 2019-2020*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, juillet 2020). A Paris, la pénurie constante d'hébergements

études peuvent assoir des vues institutionnelles, en conséquence de quoi on ne s'étonnera pas qu'en cours d'enquête un responsable de distribution demande aux enquêteurs *"quelques infos sur les spécificités de [ses] publics, [pour] nous aider à convaincre des partenaires et des financeurs de proposer une continuité d'action après le 31 mai"*³². Se lancer dans une étude sur les "nouveaux publics", c'est donc aussi enquêter sur ce qui porte à voir – à observer, à connaître, et à reconnaître – ces "nouveaux publics".

Il n'est cependant pas question d'ignorer le trouble qui ébranle les intervenants placés au devant des nécessiteux, pas plus que l'inquiétude qui s'empare, et à tous les niveaux, des organisations chargées en toute urgence d'organiser l'aide aux plus démunis. Mais il ne s'agit pas de prendre les évaluations des protagonistes ni pour argent comptant – comme des témoignages neutres, détachés, hors sol – ni pour de la fausse monnaie – des coups de communication, des tactiques organisationnelles, des spéculations sur le prochain fond de misère à exploiter. Leurs appréciations de la situation ne sont simplement pas indépendantes d'expériences et de conditions d'énonciation bel et bien situées, autrement dit descriptibles. Le projet dans lequel s'inscrit cette enquête, celui de la mise en place d'un dispositif parisien d'observation des premiers contacts avec l'assistance, invite ainsi autant que possible à suivre (voire à accompagner) l'expérience d'un problème public³³, depuis les interactions ordinaires au guichet jusqu'aux opérations de cadrage institutionnel qui mettent en scène et en sens l'émergence de nouvelles figures de la pauvreté, ou pourquoi pas la résurgence de visages plus anciens. La question de l'existence de nouveaux publics ne peut pas être traitée sans prendre en compte les interrogations situées des guichetiers.

Terrain et situation d'observation

Cette question requiert une saisie directe de ces interrogations, des réflexions voire des investigations qu'elles enclenchent, à laquelle se sont employées les deux enquêtrices en plein confinement, dans une dizaine de distributions alimentaires à Paris et une à Saint-Denis.

Dix lieux investigués, quelques renoncements

La directrice générale du Samusocial valide le samedi 25 avril notre note d'intention. L'enquête de terrain se présente alors comme une course contre la montre : le rapport doit être présenté aux administrateurs du Samusocial le 11 juin et surtout, il nous paraît décisif d'enquêter durant le confinement, dont le terme avait été annoncé le 13 avril pour le 11 mai.

exposerait ainsi durablement les familles à des épreuves de survie qui leur étaient jusqu'alors épargnées, en tant que famille précisément, c'est-à-dire en raison de la présence d'un enfant. Le phénomène n'est pas sans évoquer ces formes de détresses observables après-guerre qui avaient soutenu un effort massif de construction de logements abordables, guère envisageable aujourd'hui, étant données les situations administratives irrégulières ou très précaires qui caractérisent les familles sans-logement.

³² *Journal d'enquête*, op. cit., 13 mai 2020.

³³ Daniel Cefaï, Cédric Terzi, "Présentation", in *L'expérience des problèmes publics. Perspectives pragmatistes*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012, p. 10-47

Mais comment décider où enquêter ? La raréfaction des services ouverts en décide en partie à notre place : sur les 122 adresses d'aide alimentaire répertoriées par la Ville à l'occasion du bilan du *Pacte parisien contre la grande exclusion* en octobre 2019, 97 sont fermées au début du confinement, au cours duquel 45 guichets, non recensés en octobre 2019, ouvrent vraisemblablement leurs portes (voir annexe 2). Sans autre connaissance de ces guichets que par les reportages médiatiques et la lettre interne du Samusocial spéciale Covid-19, nous suivons les recommandations des patrons d'administrations et de la Fédération associative, qui répondent promptement à Christine Laconde. De proche en proche, des services d'aide ne tardent pas à nous ouvrir leurs portes. D'un commun accord tacite, nous choisissons ne pas nous attarder où que ce soit, et misons au contraire notre temps compté pour débusquer ici et là les "nouveaux publics".

La première journée d'enquête se déroule ainsi le jeudi 29 avril, au Carreau du Temple, cet ancien marché devenu un espace d'activités culturelles et sportives, transformé dès le 24 mars en lieu de distribution, géré par Aurore et le Samusocial, sous la houlette de Corinne Taïeb, responsable de la Coordination des maraudes - avec qui l'Observatoire avait déjà mené une enquête sur les gens à la rue et les maraudes parisiennes à la fin de l'été 2018 ; cette même Corinne Taïeb avait déclaré à un journaliste un mois après le confinement : *"Des gens qui n'avaient jamais fréquenté un dispositif d'aide sociale et qui viennent de basculer nous sollicitent aujourd'hui"*³⁴. François Morillon, directeur du développement et de l'insertion chez Aurore, contacté via la Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé, et qui nous avait déjà ouvert des terrains lors d'une précédente étude dans les hébergements ouverts aux migrants durant la crise des réfugiés, nous adresse aux deux autres distributions alimentaires gérées par son association à la demande de la Ville et de l'Etat, aux Grands Voisins, dans le 14^{ème} arrondissement, et à Barbès, au numéro 70 du boulevard éponyme. Ces trois lieux fonctionnent sur le même principe, avec un retrait de paniers alimentaires préparés par Aurore³⁵, et une distribution de kits d'hygiène selon des modalités différentes : tous les jours aux Grands Voisins, le jeudi au Carreau du Temple, en cas d'urgence seulement dans le 18^{ème} arrondissement. Au Carreau, seul lieu où l'on trouve des vêtements, une autre ressource rare : la possibilité de s'entretenir avec des travailleurs sociaux.

Sur les conseils de Lofti Ouanezar, directeur de cabinet de Dominique Versini, adjointe à la maire de Paris, chargée de la solidarité, des familles, de la petite enfance, de la protection de l'enfance, de la lutte contre les exclusions et des personnes âgées, nous diversifions les sites d'observation, tout en restant sur le terrain des actions de crise déployées par la Ville de Paris durant le confinement³⁶. Nous contactons Abdelsem Ghazi, secrétaire Général de la fédération de Paris du Secours Populaire, qui accepte de nous recevoir à l'épicerie sociale rue

³⁴ Olivier Saretta, "Coronavirus...", *op. cit.*

³⁵ Ces paniers sont composés de repas froids. Dans chaque sac plastique distribué, on trouve une salade composée, une boîte de thon ou de sardines, un morceau de pain, un fromage individuel, un yaourt ou une compote et un fruit. Une bouteille d'eau de 50 cl complète le panier.

³⁶ Ville de Paris, <[Coronavirus : les dispositifs d'aides aux personnes sans-abri](#)>, article mis à jour le 19 mai 2020, consulté le 2 juin.

Montcalm, dans le 18ème arrondissement, ainsi que François Deprez, délégué de l'Archevêque pour la solidarité diocésaine, afin d'enquêter auprès de distributions paroissiales. Ce dernier nous met en relation avec Thibault Leblond, responsable du projet fraternité aux Captifs la libération, qui nous avise de la diversification de la clientèle des paroisses : *“Comme nous le constatons sur nos paroisses, nous avons démarré avec des personnes sans-abri puis de plus en plus de personnes logées et en difficulté ont rejoint la file d'attente.”*³⁷. Il nous suggère de nous rendre à Notre-Dame-des-Champs (6ème arrondissement) et Sainte-Jeanne-de-Chantal (16ème arrondissement). Toujours selon les recommandations de Lofti Ouanezar, de Léonore Belghiti, sous-directrice de l'insertion et de la solidarité à la mairie de Paris, et de Cécile Miné, du pôle urgence sociale de la Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé, nous prenons attache avec les Restos du Coeur. Nos interlocuteurs désignés, Emmanuelle Jouanguy et Sébastien Fouquet, déterminent notre choix de distribution par élimination. Ils souhaitent eux-mêmes réaliser une enquête interne sur les sites ouverts le samedi soir (République, Bréguet Sabin, Invalides) et nous proposent donc de nous rendre préférentiellement à Gare de l'Est ou Nation où ils ont *“constaté une augmentation du nombre de personnes accueillies”*. Nous irons à Nation.

Une poignée d'autres lieux qui n'étaient pas au programme sont finalement visités. Par bouche à oreille, Lorraine Guénée est mise en contact avec Marion Tillous, du collectif chargé de la distribution réservée aux étudiant.e.s de Paris 8, qui la convie sur place. Quelques étudiants dans la dèche avaient été rencontrés de ci de là, figuraient partout haut sur la liste des préoccupations des intervenants sociaux, et parmi les premières indications d'Isabelle Medou-Marere, directrice de Fédération des acteurs de la Solidarité en Ile-de-France. Il nous semblait opportun de nous rendre sur le site de cette distribution spécialisée qui avait vu ses inscriptions bondir dès l'entrée en confinement. Odile Macchi a contacté son ancienne collègue, Julie Lavayssière, désormais salariée de l'association Utopia 56, qui met à profit son expérience auprès des migrants depuis 2015 pour servir un petit déjeuner fourni par l'Armée du Salut, au bord du périphérique, porte de la Chapelle – où le cabinet de Dominique Versini nous avait aussi suggéré de nous rendre. Enfin, grâce à Albert Quenum, chef du Bureau de l'Urgence sociale et de l'Insertion, Centre d'action sociale de la Ville de Paris, croisé lors de notre première observation au Carreau du Temple, nous accédons à des services d'aide municipaux. Le 14 mai, une enquêtrice se rend au bureau du 19ème arrondissement du centre communal d'action sociale, dernier volet de notre enquête.

En un mois d'enquête, dix lieux ont ainsi été visités, par une ou deux enquêtrices, pour une observation d'une demi-journée (de la préparation à la clôture de la distribution), répétée seulement au Carreau du Temple. En bout de course, une pointe d'énergie nous a manqué pour nous rendre à l'accueil de jour municipal - l'espace solidarité insertion plus exactement - de la rue René Coty, qu'une ancienne doctorante en sociologie en contrat avec la ville, Marion Giovanangeli, gère en remplacement temporaire de l'expérimentée Françoise Farfara. Surtout, faute de temps et pour respecter la commande qui portait sur l'aide

³⁷ *Journal d'enquête*, entrée du 5 mai 2020.

alimentaire parisienne, nous avons négligé les “*initiatives des associations de quartiers (assez médiatisées sur le 93 mais également présentes à Paris et dans d’autres départements)*”³⁸, que nous avait signalées Isabelle Medou-Marere, la représentante du monde associatif³⁹. Nous aurions souhaité poursuivre l’enquête auprès d’une association de quartier de Seine-Saint-Denis, département où les initiatives populaires pour l’aide alimentaire pullulent. Il aurait été judicieux d’observer aussi une distribution alimentaire d’une association musulmane, qui offrait *a priori* un beau vis-vis avec les services paroissiaux parisiens. Aux dires de guichetiers, sans qu’il ne le prouvent par des mesures, au Carreau, à Barbès, un ralentissement des flux s’opère au début du Ramadan, lié potentiellement aux échanges de denrées alimentaires au sein de la communauté musulmane, rendant cette piste d’enquête attrayante.

Le matériau rassemblé : des observations *in situ*, durant le confinement, mais tardives

Dans ces différents lieux de distribution, les enquêtrices ont été reçues par des responsables de distribution, certains connus d’avance, d’autres prévenus directement et avertis de l’objet de l’enquête, plus rarement sommés d’être présents au rendez-vous par leur hiérarchie et diversement disposés à répondre aux questions des intruses. L’économie de l’enquête – une demi-journée sur place – ne permettait guère d’accrocs. Sur la place, elles ont pu interroger leur hôte, puis assisté à la distribution, parfois à ses coulisses. Elles se sont alors intéressées aux manières de recevoir – d’apercevoir, de faire venir, d’accueillir, de servir ou d’éconduire – la clientèle. Sur le vif, elles ont interrogé des guichetiers au sujet des personnes accueillies sous leurs yeux, de celles qui fréquentent la distribution depuis le début du confinement, de la présence éventuelle de nouvelles têtes et de “publics” inédits, et sur ce qui a changé dans leur travail (ou activité bénévole) depuis le 17 mars. En vis-à-vis, elles ont mené des entretiens avec des bénéficiaires, des entretiens que l’on pourrait qualifier d’“*informels*” à l’instar de Patrick Bruneteaux et Corinne Lanzaïni⁴⁰ : ayant lieu dans une enceinte caritative, pris dans des situations dont la forte asymétrie est difficile à corriger, où l’enquêteur est volontiers rangé (par l’entremise bien intentionnée d’intervenants locaux) du côté de l’encadrement et l’enquêtée du côté de la horde nécessiteuse, en bref dans des conditions d’enquête propices à des échanges expéditifs ou au contraire à des récits de soi grandiloquents, avec lesquels l’ethnographe doit inévitablement composer pour amorcer des échanges de plain-pied avec ses interlocuteurs.

³⁸ *Journal d’enquête*, entrée du 30 avril 2020.

³⁹ La direction régionale de la FAS nous invitait également, ce qui est hors de portée dans le temps imparti, à quantifier “l’offre alimentaire « citoyenne » développée en période de crise” et [à] ne pas négliger “la situation des « travailleurs.euses du sexe » qui est extrêmement peu abordée alors que ces personnes se retrouvent dans des situations plus que précaires.” (*Ibid.*)

⁴⁰ Patrick Bruneteaux, Corinne Lanzaïni, “Les entretiens informels”, *Sociétés contemporaines*, n°30, 1998, p. 157-180.

Les observations – descriptions directes et d’entretiens – et quelques autres comptes rendus d’entretiens avec personnes engagées dans des distributions alimentaires⁴¹ sont rassemblées dans un journal d’enquête. Sous ce terme, on entend un compte-rendu d’expériences, ou plus exactement d’expérience (de l’enquêteur) à l’expérience (de l’enquêté), gardant trace de toutes les perplexités éprouvées et de la progression, tout sauf linéaire, de la compréhension⁴². Lorraine Guénée et Odile Macchi ont rédigé ce journal au fur et à mesure de leurs observations, avec des insertions et des commentaires d’Erwan Le Méner. Ces observations et ces entrevues, même brèves, fournissent des descriptions de première main des guichets et des rapports circonstanciés de leur fonctionnement, dans le cours même du confinement.

Dans le cours même du confinement, mais pas n’importe quand. Notre présence dans quelques lieux de distribution après plusieurs semaines de fonctionnement, alimentaire a une contrepartie : les files sont déjà largement constituées, les “nouvelles têtes” du départ n’en sont plus, et l’enquêteur n’a d’autre choix que de partir sur leurs traces (à quoi servent notamment les entretiens), en espérant ne pas manquer les rares occasions d’observer en direct un premier contact au guichet.

Les services de distribution alimentaire étudiés – et il ne serait pas étonnant qu’il en soit de même ailleurs dans des zones fortement sollicitées comme Paris et ses banlieues populaires – gardent visiblement peu de traces des contacts et des premières rencontres avec leurs clients durant le confinement. Sauf à l’épicerie sociale de la rue Montcalm, il n’est pas nécessaire de fournir des renseignements personnels pour bénéficier de l’aide alimentaire (là-bas il faut après pris rendez-vous passer un entretien, sans quoi le nouveau venu ne repartira qu’avec un colis d’urgence, moins bien garni qu’un usager en titre). Dans aucun de autres services les demandeurs n’ont de dossier à renseigner - s’inscrire sur une liste ouverte ou dans une file d’attente suffit en principe à être servi (dans la limite des colis disponibles et à condition de remplir quelques conditions d’éligibilité). A notre connaissance donc, sauf exception qui désignerait volontiers l’épicerie sociale de la rue Montcalm comme un terrain pour des investigations documentaires rétrospectives, les intervenants ne tiennent pas de registre individuel des requérants qui nous aiderait à mieux décrire le mouvement vers l’assistance.

⁴¹ A la recherche de situations contrastées et d’autres circuits, sans doute moins visibles pour les grosses associations caritatives, nous avons mené quelques entretiens avec des personnes engagées dans des territoires très circonscrits : avec la membre d’un collectif de squat en Seine-Saint-Denis, avec un militant de quartier devenu maraudeur à Ménilmontant, ainsi qu’avec une élue d’une commune rurale loirétaine, sollicitée durant le confinement pour une aide alimentaire par des habitants qui n’avaient jamais demandé une quelconque forme d’aide.

⁴² Stéphane Baciocchi, Alain Cottureau, Marie-Paule Hille, “Présentation. Pratiques d’enquête et sens de la réalité sociale”, introduction au *Pouvoir des gouvernés. Ethnographie de savoir-faire politiques sur quatre continents*, Bruxelles, Peter Lang, 2018. Cette conception du journal de terrain, qui se démarque des notes d’enquête éparses ou carnets de bord mettant au premier plan l’aventure de l’enquêteur, provient du séminaire d’Alain Cottureau et Stéphane Baciocchi à l’EHESS, “Pratiques d’enquête et sens de la réalité sociale” que les trois rédacteurs du rapport suivent depuis plusieurs années.

De tels registres existent dans d'autres services d'aide, notamment au 115 de Paris, où nous avons consulté les dossiers des individus sollicitant pour la première fois le numéro d'urgence, au tout début du confinement, le 17 et le 18 mars 2020⁴³. Chaque appel décroché par un permanencier donne lieu à un enregistrement, qui alimente le dossier du ménage, ouvert lors de la première communication. Cette investigation représente évidemment un pas de côté par rapport au terrain de l'aide alimentaire, mais donne des aperçus utiles sur les raisons et les circonstances qui motivent le recours à ce guichet où l'on cherche un toit mais où l'on obtient de nombreuses informations pour répondre à d'autres besoins de première importance.

Plan du rapport et avertissement au lecteur

Qui se rend aux distributions alimentaires durant le confinement ? La question a été posée aux intervenants sur tous les sites d'enquête. L'ensemble des réponses donne une idée des visions des guichetiers (au sens de ce qu'ils voient), de l'espace des points de vue qu'ils occupent, et ce que doivent leurs énoncés à la situation du confinement. Les réponses se caractérisent par leur profusion et leur diversité. Les distributions servent des jeunes et des vieux, des gens seuls et des familles avec des enfants, des sans-abri et des ménages logés, des habitués et des nouvelles têtes... le long inventaire des réponses apportées ouvre la première partie. L'accumulation des réponses est en partie déroutante. Elle contraste avec les indications plus restreintes et plus tranchées relevées dans la presse, mais ce n'est pas complètement surprenant : les représentants associatifs interrogés par les journalistes mettent en lumière des situations d'intérêt pour eux, sous une forme stylisée (on n'attend d'eux ni récit de vie ni description ethnographique). Mais elle nous semble surtout traduire une expérience commune au guichet durant le confinement : celle de l'arrivée de l'afflux bigarré de personnes en difficulté. La profusion des réponses recueillies exprime la concentration des sollicitations, aussi dispersées et diverses soient-elles d'ordinaire, sur les points de distribution encore ouverts et notamment des lieux centraux où nous avons enquêté – dont la centralité est organisée par les gestionnaires qui y font circuler leurs clientèles. Sous cet angle, la morphologie même des rassemblements aux portes des guichets, ces défilés interminables de gens masqués et à bonne distance les uns des autres, forment littéralement un nouveau public, une situation inédite à en croire les témoins, et elle désigne ceux qui demandent assistance comme une entité volumineuse et chamarrée. Mais cette première réponse ne suffit pas : y-a-t-il donc des groupes, bien identifiables, qui franchissent pour la première fois durant le confinement l'entrée de ces services d'aide ? Sur le terrain, les professionnels opinent du chef, en indiquant aux enquêtrices qu'ils ne sont pas surpris par la plupart des présents, mais que des catégories de population inédites appellent une attention. En ce sens descriptibles à l'échelle du guichet comme de "nouveaux publics", ces groupes sont repérés par contraste avec ceux que côtoient d'ordinares les agents. Partant et en toute logique, les réponses ne coïncident guère, entre les lieux de distribution et à l'intérieur même

⁴³ Merci à Frédéric Lamagdelaine pour ses explications sur le fonctionnement du 4D.

des équipes locales. Aussitôt effleurés, les nouveaux publics échappent à notre appréhension. Comment donc l'expliquer ?

Dans la deuxième partie du rapport, nous nous employons à comprendre pourquoi les guichetiers ne révèlent pas les mêmes étonnements et les mêmes inquiétudes aux enquêteurs, et pourquoi nous peinons à appréhender de nouveaux publics à proprement parler. Comment se fait-il que les acteurs décrivent des publics si contrastés, ou de façon si disparate, alors qu'ils sont confrontés au même problème qu'ils cadrent de façon identique : comment organiser, ce qui a signifié au début du confinement en toute urgence, des distributions devant répondre à des sollicitations nombreuses et variées ? Est-ce un simple effet d'optique ? Ou touchent-ils en effet des clientèles largement distinctes – mais que signifierait alors le grossissement et le brassage des files actives que tous observent ? Le propos pourra ici sembler quelque peu éloigné de la commande. De fait, il y sera beaucoup question de l'organisation des distributions alimentaires durant le confinement, en un sens plus que de ceux qu'elles servent. Cette partie se veut un détour utile mais non nécessaire vers la partie 3, où nous décrirons des profils et des groupes sollicitant l'assistance de façon accrue, et même nouvelle durant le confinement. Non nécessaire, parce que le point 3 peut se lire indépendamment du 2. Utile, parce que la manière dont est construite cette dernière partie dépend de ce qui est avancé dans la précédente, à savoir que les guichets, qui s'ouvrent durant le confinement à une clientèle nombreuse et variée, ont paradoxalement toutes les raisons, vu le cadrage qu'ils donnent de la situation, de ne pas pouvoir identifier et reconnaître les nouveaux clients de l'assistance, alors même que leurs patrons invitent à s'y pencher. Ces raisons sont les suivantes – ce résumé assez long épargnera la lecture du point 2 aux plus pressés :

1. Les guichets sont organisés pour encaisser un afflux important, pour servir à un rythme intense. A l'entrée, les agents sélectionnent moins que d'ordinaire – ce qui permet de noter des apparences troublantes, voire inquiétantes, mais pas forcément d'interroger les nouveaux venus : il faut que la file avance. A l'extérieur dans la file d'attente et au niveau des tables de distribution, on est à bonne distance des usagers, on a le temps de les dévisager, de broser des portraits – les enquêtrices en ont recueillis – mais guère d'interroger les modèles. En coulisses, côté intendance, on ne voit pas grand monde, et côté consultation de travail social quand il y en a, on reçoit des gens déjà pris dans les filets de l'assistance (que ce soit en face-à-face au Carreau du Temple, ou au téléphone, sur les lignes des services sociaux de secteur).
2. Les guichets sont organisés *localement*, on veut dire par là avec les moyens du bord : dans des locaux qui préexistaient comme lieux d'accueil, ou pas, dans des espaces aux dimensions et configurations très différentes, avec les denrées et autres biens qu'on leur procure. Quoiqu'il en soit, chaque endroit est visiblement mieux conçu pour certains publics que pour d'autres. Mais comment le comprendre ?

Les associations à l'oeuvre ont leurs habitudes, leurs identités professionnelles, leurs cibles d'actions, leur culture⁴⁴. Elles l'impriment à la surface des lieux. Ainsi, l'espace est mieux apprêté et les guichetiers se montrent plus sensibles, avenants et prévoyants à l'endroit de certains groupes ou de certains profils d'individus. Par conséquent, malgré l'abaissement des conditions d'accessibilité et l'abondance relative des biens à allouer, les guichets ont des priorités, et tous les clients n'en font pas partie. Cela se voit de façon claire dans la formulation et le traitement local des questions de juste allocation des ressources, en particulier des ressources rares (question traitée en annexe). Les ménages qui font nouvellement appel aux services d'aide ont ainsi toutes les chances de se trouver hors priorités, hors cible, de ne pas correspondre aux publics quasi-idiosyncratiques des guichets, qui sont, du point de vue interne, légitimement les mieux servis. Toutefois, si l'évaluation de la détresse présente une géométrie variable, les services d'aide, de façon évidemment itérative et incertaine, collaborent, co-ajustent leurs interventions, de sorte à mieux appréhender et à ne pas laisser pour compte des ménages en difficulté qui n'entrent pas dans les cases locales de l'accueil. Mais ces ménages risquent, s'ils tombent au mauvais endroit ou au mauvais moment (ce qui n'est pas improbable vu le resserrement de l'aide alimentaire en quelques points de distribution), ne pas être bien reçus. Ces effets d'inertie culturelle (voir la note précédente) et d'écramage institutionnel permettent bien de comprendre et d'expliquer la visibilité toute relative des nouveaux publics pour l'observateur, calée sur les obturations des guichetiers. Le confinement révèle donc l'emprise de manières de faire et de manières de voir cultivées par les organisations caritatives sur l'accueil, même en urgence, des nécessiteux.

En miroir, le confinement rend plus saillants des aspects d'économies domestiques fragiles ou ébranlées par la crise, et leurs articulations avec les services d'aide alimentaire et plus largement le monde de l'assistance. Dans la dernière partie de ce rapport, nous suivons les indications données par les guichetiers, qui nous orientent vers des groupes inattendus, présumés nouveaux, particulièrement touchés par le confinement. En chemin, nous croiserons d'abord des ménages déjà familiers des services d'aide alimentaire et de l'assistance, des "faux positifs" si l'on veut. Le confinement oblige certains à recomposer leur réseau de ressources, à trouver de nouveaux fournisseurs en conséquence de la fermeture de lieux usuels d'approvisionnement. La situation intensifie pour d'autres des difficultés déjà manifestes : le confinement renchérit le coût de la vie, engendre des dépenses supplémentaires, menace des équilibres budgétaires précaires et ébranle les appuis capacitaires des personnes⁴⁵, qui peinent en ces circonstances à se présenter, à gérer leur vie quotidienne, à énoncer des projets futurs. Recourir aux services d'aide permet donc de

⁴⁴ Quitte à choisir un mot, on parlera avec des ethnographes spécialistes de la société civile aux Etats-Unis, de "cultures en interaction" (voir Nina Eliasoph, Paul Lichterman, "Culture en interaction : une ethnographie des styles de groupe de deux organisations civiques en Californie", in Mathieu Berger, Daniel Cefaï, Carole Gayet-Viaud, *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Peter Lang, Bruxelles, 2011, p. 355-400).

⁴⁵ Marc Breviglieri, Joan Stavo-Debaugé, "Sous les conventions. Accompagnement social à l'insertion : entre sollicitude et sollicitation", in François Eymard-Duvernay (dir.), *L'économie des conventions, méthodes et résultats. Tome 2 : Développements*, La Découverte, Paris, 2006, p. 129-144.

compenser le tarissement de sources de survie, de prévenir ou corriger des pertes de revenus ou des augmentations attendues des dépenses, mais aussi de parer à la solitude, de retrouver de moments de sociabilité inaccessibles par ailleurs, de calmer au milieu d'autres gens ses angoisses et au contact des aidants et de pairs de ne pas se déprendre de ses propres aspirations. L'enquête nous conduit enfin à la rencontre de ceux qui font leurs premiers pas sur le terrain de l'aide alimentaire et de l'assistance en raison du confinement, et invite à distinguer trois situations, à commencer par celles d'étudiants. Ce sont des étudiants fauchés, qui ont perdu une bonne partie de leurs sources de revenus, provenant d'emplois précaires et de subsides familiaux et qui, sans autre possibilité de financement, peinent clairement à joindre les deux bouts. Où l'enquête a eu lieu, en particulier à l'université Paris 8, il s'agit très majoritairement d'étudiants de nationalité étrangère, originaires d'anciennes colonies francophones. Le confinement semble mettre en question les projets de ces étudiants : leur situation matérielle et leur solitude touchent à la consistance de leurs aspirations et désirs d'émancipation. La deuxième situation repérée est celle de travailleurs migrants, qui viennent chercher du travail en région parisienne, dans la perspective encore lointaine d'une installation, ou dans le cours de migrations périodiques. Ces travailleurs ne parviennent pas à s'embaucher, épuisent rapidement leurs économies et se retrouvent, à la lisière entre une phase éprouvante mais entraînante de leur existence où s'exerce à plein leur volonté d'indépendance et de réussite, et le monde de la rue et de l'assistance. La dernière situation distinguée est celle de travailleurs, souvent étrangers eux aussi, installés en France de façon durable et stable jusque là, mais dont les ressources proviennent principalement du travail et de situations d'emploi précaires ou illégales, et faiblement protégées. Avec le confinement, les revenus de ces ménages s'amenuisent drastiquement, tandis que leurs charges fixes restent importantes. Leur situation économique devient rapidement précaire, et c'est une manière de vivre, de façon très solidaire à l'intérieur du groupe domestique, qui est affectée. Dans ces trois configurations, ce sont des projets migratoires – dont la dimension familiale et transnationale reste à explorer – qui sont ébranlés, avec le déséquilibre soudain de budgets domestiques gérés au cordeau mais reposant principalement sur du travail invisible et des emplois précaires.

1. Qui voient les guichetiers durant le confinement ?

Qui vient se fournir aux distributions alimentaires durant le confinement ? La question a été posée dans tous les lieux étudiés à tous les membres ou presque des équipes présentes. Cette interrogation extrêmement ouverte permettait d'engager la conversation avec des enquêtés pas toujours avertis de notre venue, d'enregistrer leurs réponses avant de les amener à décrire les personnes faisant ce jour-là la queue pour être servies. Présentées sous la forme d'un inventaire foisonnant d'énoncés, les réponses apportées donnent une première idée de l'étendue du spectre des "publics" accueillis pendant le confinement (1.1.), correspondant à un afflux spectaculaire aux guichets. Ce contexte est primordial pour apprécier la multitude de ces énoncés : de nombreux services ont fermé en raison de l'épidémie, quelques uns ont ou sont restés ouverts durant le confinement et ont vu affluer des personnes par effet de report. Les bénéficiaires se sont rassemblés en quelques distributions alimentaires. Cette concentration doublée d'un brassage des clientèles usuelles des guichets rend aussi compte de la diversité saisissante des réponses (1.2.). Face à l'afflux de demandeurs, l'attention portée par les enquêtés sur tel ou tel aspect des "publics" accueillis interpelle ; ou plutôt, elle témoigne de leurs propres étonnements quant à la présence de certaines catégories de population au guichet, par où l'on peut se figurer comment se concoctent de "nouveaux publics" devant les micros de journalistes ou de sociologues. Les descriptions et caractérisations révèlent ainsi les inquiétudes des professionnels à l'endroit de certaines catégories de bénéficiaires (1.3), tout autant qu'elles réfèrent à leur position dans le monde de l'assistance (1.4).

1.1. Galerie de portraits

Arrivés sur les sites d'enquête plus d'un mois après le début du confinement, les enquêtrices ont rencontré des équipes encadrantes aguerries à l'exercice de la distribution. Lieux habituels de distribution ou lieux aménagés pendant le confinement, dont l'unité tient au fait qu'on y délivre, au minimum, des denrées alimentaires, dans la grande majorité des cas sous forme de "paniers repas", assemblages préconstitués de repas froids type pique-nique, plus rarement sous forme de colis alimentaires composés à la demande, les terrains d'enquête se sont révélés être les points de passage d'usagers très divers. D'après les récits des équipes, les personnes se rendant aux distributions alimentaires répondent aux descriptions suivantes :

Au Carreau du Temple, lieu culturel et sportif où une distribution a ouvert depuis le 24 mars, sont identifiés *"des publics vraiment en grande précarité, qui sont perdus"* dans la nouvelle organisation des services d'assistance pendant le confinement, des *"publics très à la marge, très enkystés dans des problématiques et depuis longtemps"*, dont les

problèmes *“explosent parce qu’il n’y a plus le maillage social et administratif qu’il y avait avant”*, un *“public plus psy que d’habitude”*, des *“gratteurs”*, c’est-à-dire des gens qui *“habitent le quartier, qui ont juste envie d’avoir des trucs gratuits”* ou des gens *“qui viennent de loin et font la tournée des lieux de distribution gratuite”*, ceux qui *“revendent des dons récupérés à la grande distribution”*, d’autres *“qui viennent timidement pour voir”*, des personnes à la frontière de l’exclusion, qui n’hésitent pas à demander beaucoup”, des *“jeunes complètement perdus”*, des mineurs, des *“personnes âgées qui ne font plus le 115”* ou des *“personnes âgées qui habitent chez elles”*, autrement dit des *“retraités logés qui ont des paies miséreuses”*, des gens *“logés au RSA”*, *“venus de banlieue ou de province qu’on ne voit pas d’habitude”*, voire *“des touristes qui ne peuvent pas rentrer chez eux”*, des personnes hébergées par des tiers pendant le confinement et *“qui s’inquiètent de leur sort après”*, des gens *“en rupture de prise en charge, pour qui le confinement arrive au mauvais moment”*, dont des demandeurs d’asile *“inquiets de la suspension de leurs démarches”*, des *“auto-entrepreneurs, qui n’ont plus les moyens pour l’instant”*, des *“travailleurs précaires”*, *“intérimaires”*, des *“familles migrantes hébergées en hôtel”*, et *“plus de familles et de femmes”* que d’habitude.

Aux Grands Voisins, multiplexe culturel, entrepreneurial et social⁴⁶, réorganisé comme lieu de distribution depuis le confinement, ont été identifiés des femmes *“d’un certain âge”*, mais aussi, un peu plus tard dans la période, des femmes plus jeunes, des *“femmes avec des enfants”*, dont certains sont handicapés, des familles, des *“jeunes à chiens”*, qui semblent *“en errance”*, quelques mineurs, des *“gens comme nous”*, *“deux personnes avec un iPhone 11”*, des personnes à la rue mais aussi des gens *“sociologiquement fragiles”*, qui touchent le RSA, des gens qui sont isolés et pour qui le confinement est très long, et qui ne savent plus à qui demander de l’aide pendant cette période, des gens qui perdent leurs repères, une ancienne coach sportive, une femme qui travaille chez Disney, une autre dans une crèche, et *“des gens qui grugent”*.

Au cours d’une distribution alimentaire à domicile en Seine Saint-Denis, rendue possible par une cagnotte lancée au début du confinement, ainsi que des dons du Secours populaire et d’un grossiste offrant ses invendus, les bénévoles disent livrer des familles en hôtel, des gens logés dans le parc classique mais n’ayant plus guère de ressources, peu de personnes seules. On se rend surtout chez des gens *“qui n’étaient pas dans cette situation”*, qui étaient *“autonomes économiquement”*.

La distribution de Barbès, ouverte dans un ancien local EDF désaffecté, accueille un public décrit comme *“diversifié : des jeunes, des vieux, des femmes...”*, des femmes qui viennent avec des enfants, des familles à l’hôtel, une femme avec un enfant de 13 ans handicapé, mais aussi des familles qui ont un logement, des gens *“qui ont un revenu”* mais aussi des personnes *“amochées, en piteux état”*, des toxicomanes, une *“personne*

⁴⁶ "3,2 hectares, une cinquantaine de nationalités, 5 centres d’hébergement d’urgence et de stabilisation, 1 foyer de travailleurs étrangers, plus de 140 associations, artistes et entrepreneurs, 8 poules, 1 coq, 9 ruches, 3 chats, 1 tortue... Et près de 2000 personnes (dont 600 résidents) qui vivent, travaillent ou visitent le site chaque jour. Décrire les Grands Voisins, c’est un peu dresser un inventaire à la Prévert." Bérangère Cagnat, [“Les grands voisins : une fabrique solidaire en plein Paris”](#), Alternatives Économiques, site web consulté le 1er juin 2020.

âgée qui a besoin de parler de ses problèmes de santé”, des gens qui viennent de l’extérieur du quartier, et *“quelques sortants de prison”*.

L’épicerie sociale du Secours Populaire, rue Montcalm, qui est passée dès l’annonce du confinement d’un fonctionnement en libre service à un lieu de distribution où les bénévoles déposent sur une table les denrées demandées par les usagers, ou des kits d’urgence préconstitués pour ceux qui ne sont pas encore inscrits, accueille, d’après l’équipe, des *“nouveaux précaires pour qui la variable d’ajustement est l’activité”*, comme les intérimaires, ceux qui font *“du travail non déclaré, qui n’est pas possible en ce moment”*, bref, beaucoup de gens qui *“commencent à percevoir une baisse d’activité”*. On trouve aussi des salariés qui n’ont toujours pas touché leur paie, le patron attendant l’aide de l’Etat, des étudiants qui ne peuvent plus faire de petits boulots et des ménages *“qui sont juste au niveau financier et n’arrivent plus à joindre les deux bouts avec l’augmentation des prix de 30%”*, les *“personnes qui travaillaient dans les cantines, les éconômats, les restaurants”*, aux petits salaires mais qui pouvaient rapporter de la nourriture chez eux.

Le public de la paroisse Notre-Dame-des-Champs, qui s’est mis comme toutes les autres paroisses, à l’appel du diocèse, à délivrer des paniers repas, s’ajoutant aux distributions de repas chauds, petits déjeuners et colis de la Banque alimentaire organisées à l’année par certaines paroisses, est au moment de la distribution composé, disent les bénévoles, *“des gens de la rue et des précipités dans la précarité”*, mais aussi des *“femmes de confession musulmane qui viennent avec des caddies”*, et beaucoup d’étrangers, notamment des gens d’Europe de l’Est, un homme *“à l’oeil arraché”*, une femme *“très sauvage, qui parle toute seule”*, un *“travailleur”* français rapatrié de Croatie à cause de l’épidémie, une *“intérimaire dans le social qui essaie de retrouver du travail et vient ici dans l’intervalle”*, un sans-abri du quartier, *“bien allumé”*, qui *“fait parfois des crises”*, et *“des gens qui essaient de ramasser le maximum”*. Il y avait au début *“davantage de vieilles personnes, qui viennent moins maintenant”*.

Aux Restos du Coeur, sur le cours de Vincennes, sont surtout là des *“habitués qui viennent depuis des années”*. Il y a aussi *“de nouvelles têtes”*, dont la distribution habituelle est fermée ; ce sont toujours des personnes sans abri. Point de familles ni d’étudiants donc, hormis *“l’étudiant indien, le violoncelliste”*, qui vient jouer de temps à autre pendant la distribution.

Quant aux Marmoulins de Ménilmontant, passé d’une distribution bi-hebdomadaire d’invendus de Rungis à une distribution quotidienne de produits collectés dans divers endroits, ils servent des *“SDF confinés dans les centres d’hébergement”*, mais aussi des publics *“à la marge”*, les *“crackés”*, *“ceux qui se défoncent et ne vont pas en centre”*. Ils rencontrent également des *“travailleurs détachés d’Europe de l’Est, bloqués en France, pas mal de Roms”*, donc tous les gens qui ne peuvent plus *“ni travailler sur des chantiers, ni mendier”*, également des gens qui touchent le RSA.

Les étudiants qui se rendent à la distribution servie sur le parvis de l’Université Paris 8 sont présentés comme ceux *“qui ont besoin de revenus complémentaires pour vivre”* et ne peuvent plus travailler à cause du confinement, *“majoritairement des étudiants étrangers, extra-européens”* ou *“extra-communautaires”*, *“des anciennes colonies”*.

On cite *“une mère seule avec son bébé dont le père est bloqué en Algérie”*, une mère de deux enfants qui travaille d’ordinaire comme *“guide touristique”* à Paris, *“non déclarée”*, et une étudiante étrangère qui vit à Chelles et dont les économies ont fondu. Outre les étudiants, l’équipe voit aussi passer quelques chargé.e.s de familles, et les gens *“du camp Rom”* des environs lors de la première distribution.

Les petits déjeuners proposés par la Fondation Armée du Salut, distribués par Utopia 56, sont principalement fréquentés par des *“exilés et demandeurs d’asile”*. Ils accueillent également *“des toxicomanes et des alcooliques”* qui errent dans le 18ème. Avec les évacuations de fin mars, la proportion s’est modifiée, rendant plus visibles les personnes en situation d’addiction, peut-être également plus importants en nombre. Connu d’autres distributions du Nord de Paris, les familles à l’hôtel ou en logement social constituent une nouveauté pour cette distribution de la FADS / Utopia 56, signe d’une explosion de l’urgence alimentaire liée à l’arrêt *“des économies parallèles”* avec le confinement.

Enfin, la paroisse Sainte-Jeanne, dans le 16è arrondissement, reçoit majoritairement des *“SDF”*, mais pas forcément ceux du quartier, qui semblent *“s’être déplacés depuis le confinement”*, *“les habitués”* de l’association Aux Captifs la Libération, dont une antenne se trouve accessible depuis la cour où a lieu la distribution, au pied de l’église. Elle reçoit aussi, d’après l’équipe d’accueil, *“des personnes logées, qui ont perdu leur boulot ou qui n’ont pas été payées car leur activité est nulle en ce moment”*. Contrairement aux sans-abri qui fréquentent la distribution, ces personnes logées sont du quartier, plus précisément *“de la zone des logements sociaux”* de l’autre côté de la place, ou de Boulogne, à quelques pas.

Formulés par des équipes qui accueillent chaque jour entre 60 et 750 personnes, ces énoncés dressent sans doute un panorama assez complet des groupes sollicitant les guichets de l’assistance. Le spectre des personnes ayant recours à l’aide alimentaire semble donc correspondre à des situations économiques et des caractéristiques socio-démographiques diversifiées. Qu’ils soient hommes ou femmes, sans emploi ou travailleurs, jeunes ou vieux, touchant ou non un salaire, sans abri, hébergés ou logés, en bon ou mauvais état de santé, du quartier ou de l’étranger, la liste établie à partir des descriptions des accueillants ne semble exclure que peu de catégories de personnes. *“Il y a de tout !”*, s’exclame Oliver, bénévole à la distribution de Barbès. Cette multiplicité se donne à voir au moins sous deux aspects. Elle exprime d’abord le choc d’ampleur variable mais unanimement rapporté face aux sollicitations considérables de ménages dans le besoin, qui forment un ensemble insaisissable.

La façon dont le recours à l’assistance s’est réorganisé en cette période de bouleversement des services d’aide habituellement ouverts explique en partie l’impression des guichetiers d’avoir affaire à une masse insaisissable et aux contours flous de nouveaux arrivants.

1.2. Effets de report, de circulation, et débordement des guichets

L'impression d'un afflux massif et difficilement cernable doit être avant tout rapporté au bouleversement du dispositif d'aides de première nécessité, très insuffisamment documenté, mais dont voici quelques traces. Au 26 mars par exemple, sur les 69 accueils de jour et ESI parisiens listés par le collectif de veille sociale "Travailleurs sociaux contre le coronavirus/Paris" qui s'est constitué dès l'annonce du confinement⁴⁷, 41 étaient fermés, 19 seulement étaient à coup sûr restés ouverts (l'information manque pour les 9 autres). Ces accueils de jours permettent de se reposer, de se restaurer, de se laver, mais aussi de rencontrer des travailleurs sociaux. Pour leur part, les bains douches sont en majorité restés ouverts mais sur des créneaux horaires différents. En revanche, cinq bagageries parisiennes sur neuf étaient fermées. Les grands centres d'hébergement, les moins sélectifs à l'entrée pour les personnes seules, comme le Chapsa de Nanterre et la Boulangerie ont un temps réduit leur capacité et stabilisé le public accueilli, occasionnant un tarissement du flux des nouveaux arrivants. Parallèlement, des espaces de ressources, alimentaires, vestimentaires, d'aide sociale, se sont constitués. Dans ces conditions, les personnes ayant d'ordinaire recours à ces aides ont dû s'organiser pour trouver ailleurs ce dont elles avaient besoin, et parfois en plusieurs lieux alors qu'elles trouvaient avant le confinement plusieurs ressources en un seul. Ceux qui dormaient chaque soir dans un centre d'hébergement, et qui y prenaient également leur douche et leur dîner, ou s'ils arrivaient plus tard un panier repas qu'ils pouvaient consommer le lendemain pour ceux qui avaient déjà dîné, par exemple dans un restaurant solidaire de la ville, ont dû du jour au lendemain trouver où se laver et où s'alimenter. La plupart des ESI ayant fermé, qu'il s'agisse de ceux destinés aux personnes isolées, aux jeunes ou aux familles, des centaines d'utilisateurs se sont également retrouvés privés des ressources habituelles que fournit l'assistance, en matière d'alimentation, d'hygiène, de santé et d'accompagnement social.

Les campagnes d'information dans les médias, les affichages, les tracts d'information sur les divers espaces ouverts pendant le confinement, les orientations des travailleurs sociaux et le bouche-à-oreille ont permis aux uns et aux autres de trouver leur chemin dans cette reconfiguration inédite de l'offre de services et généré des croisements de publics aux besoins différents et tentant parfois leur chance à plusieurs endroits avant de trouver satisfaction.

Un membre de l'équipe du Carreau du Temple raconte les premiers temps après l'ouverture. Un nombre considérable de sans-abri, ayant perdu leurs repères habituels, affluait, éprouvant le besoin d'être guidé dans la nouvelle cartographie des lieux ouverts. Une de ses collègues évoque ces "*jeunes complètement perdus*" venus trouver secours au Carreau.

A notre tour, nous avons également constaté la présence de publics que nous nous attendions plutôt à rencontrer ailleurs, d'après l'expérience des lieux de ressources issue de nos

⁴⁷ Voir le groupe Facebook du collectif :

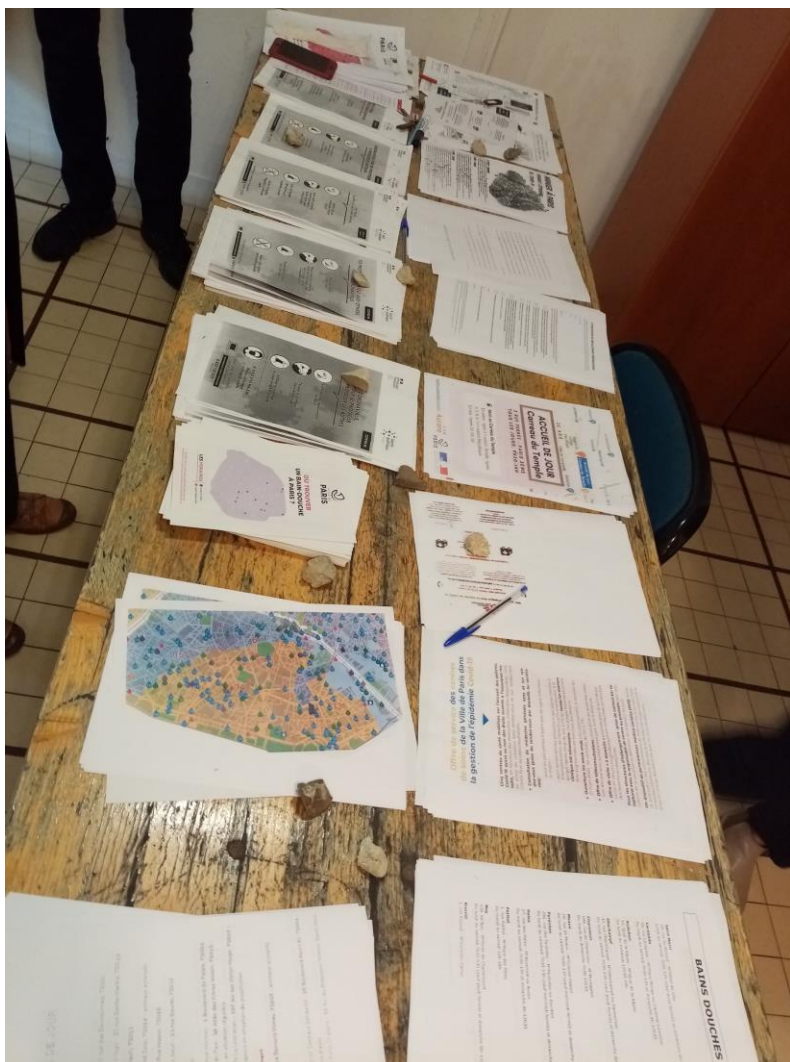
<<https://www.facebook.com/groups/232878584507762/about/>>

enquêtes de terrain sur divers publics. Avant le confinement, Sabrina, son mari et leurs enfants de trois et six ans se rendaient chaque jour à l'ESI Bonne nouvelle dans le 2ème arrondissement ou Georges Pitard dans le 15ème. La famille y prenait le petit déjeuner, et restait jusqu'à la fermeture méridienne, à 13h, puis y revenait après inscription y passer l'après-midi entre 14h et 17h, à moins qu'elle ne se rendît à l'accueil de jour Coustou, dans le 18ème, où elle pouvait prendre un repas consistant. Désormais, la mère de famille se rend seule aux Grands Voisins, dans le 14ème arrondissement, pour récupérer de quoi nourrir le foyer. Elle est accompagnée de deux autres mères, qui vivent dans le même foyer d'urgence qu'elle, plus proche de cette distribution que des ESI Familles fréquentés d'ordinaire. Sandra, 43 ans, mère de 5 enfants bénéficiaire du RSA et vivant en logement social boulevard Jourdan, vient quotidiennement aux Grands Voisins, dans son arrondissement, pour pallier la suspension du colis hebdomadaire qu'elle recevait du Secours catholique, l'association ayant fermé ses points d'accueil en début de confinement.

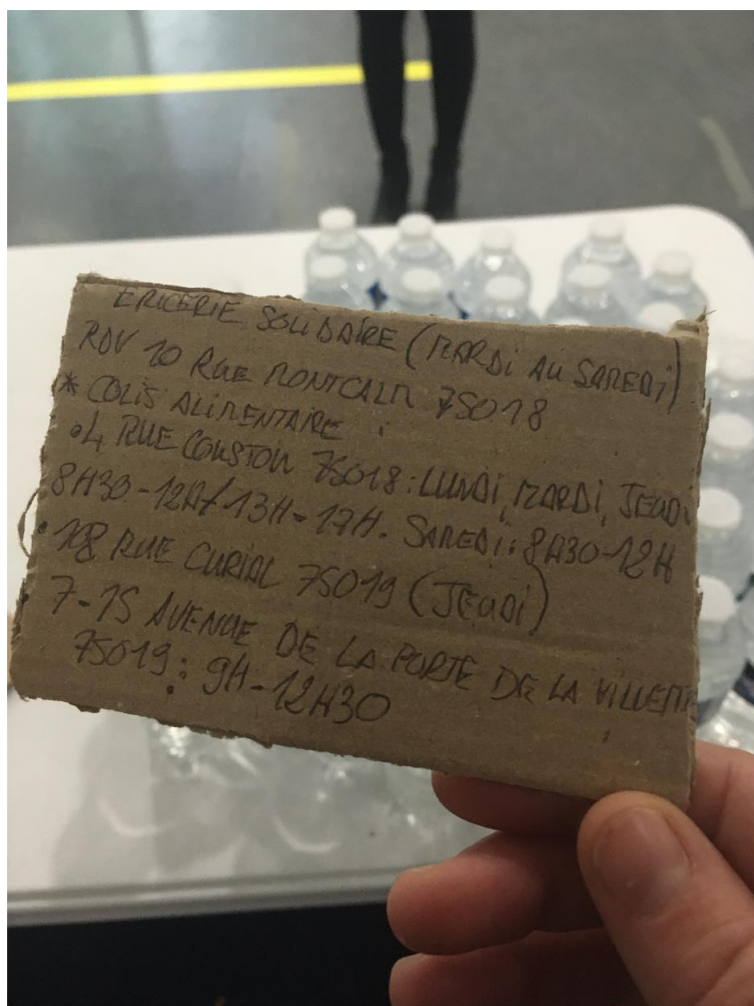
Paradoxalement dans ce contexte de fermeture de certains espaces et d'instauration de règles strictes quant aux fréquentations des lieux, la réorganisation en temps de confinement peut sous certains aspects rendre plus aisé l'accès aux ressources, alors qu'en temps normal les familles sont orientées spécifiquement vers les ESI Familles (quatre au total, et pas toutes en accueil inconditionnel étant donné la saturation du dispositif). Cela leur fait parfois parcourir de longues distances depuis leurs hébergements, elles ont à l'occasion du confinement accès à une cartographie plus large de lieux généralistes, dont l'accès n'est le plus souvent subordonné à aucune démarche ni aucun critère précis⁴⁸.

Le bouche-à-oreille occasionne ainsi à la fois des regroupements de personnes en apparence de même profil dans certains lieux et des changements dans leur mode de fréquentation, et autant d'interrogations sur leurs profils : trois femmes seules à la distribution sont-elles des personnes isolées, des personnes en couple, des mères de familles monoparentales ? Le changement de mode de fréquentation tout autant que la délocalisation des espaces de ressources rend difficiles à différencier des autres, et notamment des "nouveaux", des personnes qui pour certaines sont déjà dans le circuit de l'assistance, mais ailleurs et autrement, et peuvent accéder à un haut niveau d'information sur les lieux et plus aisément jongler entre ceux-ci, ce qui peut ponctuellement faciliter leur approvisionnement (documents 1, 2, 3).

⁴⁸ Dans ce contexte de crise toutefois, le fait de devoir changer de boutique ne conduit pas à justifier de nouveau son impécuniosité, à moins que des guichetiers soupçonnant qu'on en profite indûment n'y obligent. Cette présentation de soi à répétition comme pauvre devant les services d'aide alimentaire constitue d'ordinaire une épreuve lourde pour les demandeurs (voir Magali Ramel, Huguette Boissonnat Pelsy, Chantal Sibué-De-Caigny, Marie-France Zimmer, *Se nourrir lorsqu'on est pauvre. Analyse et ressenti de personnes en situation de précarité*, Revue Quart Monde. Dossier et documents, n°25, 2016, p. 74-75).



Documents 1 et 2 - Photos de la table d'accueil de la distribution des Grands Voisins, organisée par l'association Aurore, comportant la plaquette officielle "Où manger à Paris", devant laquelle chacun doit passer, deux virages après le trottoir extérieur, avant de s'engager dans le grand couloir du Passage de l'Oratoire et de rejoindre le patio, où sont distribués les paniers. Paris, 4 mai 2020 © Odile Macchi.



Document 3 – Cliché d'un carton déposé par l'équipe locale sur la table d'accueil à propos de l'aide alimentaire alentour (ce qui indiquerait que l'on s'attend ici à ce que les demandeurs soient des gens du coin). Distribution alimentaire gérée par l'association Aurore, 70 boulevard Barbès, Paris, 5 mai 2020 © Lorraine Guénée.

Parfois cette nouvelle cartographie est aussi l'occasion pour les usagers de changer leurs routines. Hubert, habitué de l'ESI Agora tenu par Emmaüs et des Restos du Coeur, délaisse ces espaces qui n'ont pourtant pas suspendu leur activité pour se rendre aux Grands Voisins. Ce changement d'habitude n'est d'ailleurs pas pure fantaisie, dans la mesure où les espaces usuels d'Hubert ont changé de mode fonctionnement, contexte sanitaire oblige, et l'empêchent de bénéficier de la convivialité qu'il y trouvait, et que l'espace des Grands Voisins s'emploie à aménager (cf partie 2.2.). Sur place, l'équipe constate d'ailleurs que des amitiés se sont créées, que des personnes aiment à se retrouver dans la cour au mobilier en bois (document 4). La mise en mouvement occasionnée par le confinement a ainsi provoqué des dynamiques vertueuses, au moins au plan des relations sociales.



Document 4 – Grand angle sur le patio des Grands Voisins avant l’ouverture au public, dans une des cours de l’ancien hôpital Saint-Vincent de Paul, Paris, 4 mai 2020. Cet espace n’est pas sans rappeler le “salon” des Restos du Coeur à Nantes, “cet espace aménagé où le bénéficiaire de l’aide peut éventuellement se poser et s’associer à la convivialité ambiante”, observé par Jean-Pierre Le Crom et Jean-Noël Retière⁴⁹ © Lorraine Guénée

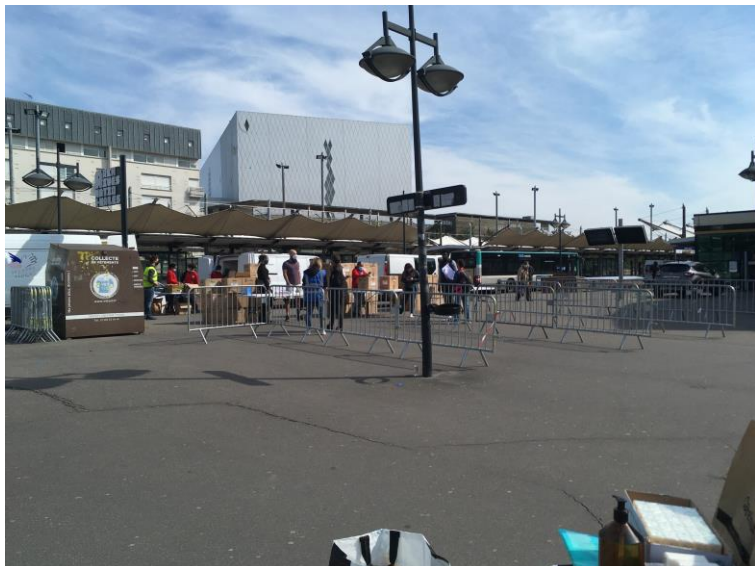
Si avec le temps les équipes ont enregistré une stabilisation des allers et venues, d’autres éléments de désorganisation de l’ordre habituel des choses apportent semaine après semaine leur lot de surprises. Par exemple, les familles à l’hôtel, dont l’économie domestique a été fortement perturbée par le confinement (cf. partie 3), se sont vues distribuer des tickets service pour acheter des denrées alimentaires. Mais certaines d’entre elles, celles qui n’auraient plus aucun autre revenu dans l’intervalle entre deux donations de tickets, ont été obligées de trouver d’autres ressources, notamment dans les distributions alimentaires parisiennes. Un responsable des Captifs rend compte de ce “*débarquement*” aux distributions paroissiales du Nord-est, espace où sont présents de nombreux hôtels sociaux à Paris⁵⁰. C’est ce que constate Julie Lavayssière aux petits déjeuners de la porte d’Aubervilliers, d’ordinaire fréquentés exclusivement par des exilés, demandeurs d’asile et personnes en situation d’addiction, et qui ont attiré depuis le début du confinement des familles habitant les HLM des alentours, ainsi que les familles à l’hôtel, y compris des familles déplacées dans des hôtels éloignés des Hauts-de-Seine, ne pouvant survivre avec les seuls tickets restaurants, ou n’en ayant pas reçu au bon moment et ne trouvant aucune source d’approvisionnement gratuite autour de chez eux.

Ce bouleversement des habitudes et le caractère exceptionnel des foules vu la concentration de l’offre renforce l’attention accrue portée aux visiteurs par des équipes d’accueil en recherche d’explications pour rendre compte de ce qui tranche avec l’ordinaire. La quantité

⁴⁹ “Nourrir les pauvres...”, *op. cit.*, p. 78.

⁵⁰ Les hôtels d’urgence logent des familles dans toute l’Île-de-France, mais de façon plus importante dans toute la partie nord-est et est de Paris et de la banlieue parisienne. Voir la carte “L’hébergement en hôtel” dans Jean-François Arènes, Emmanuelle Pierre-Marie, Géraldine Galois, *Les dispositifs d’hébergement et de logement adapté dans la métropole du Grand Paris*, Étude de l’APUR, produite en partenariat avec la DRIHL, mai 2018, p. 10.

de personnes se rendant dans les lieux visités durant l'enquête est souvent soulignée par nos interlocuteurs, et participe à l'effet de surprise qui invite à partir à la recherche de nouveaux publics. Au lieu des 50 colis par semaine qu'il avait prévu pour les étudiants de Paris 8, l'étudiant responsable de l'unité du Secours Populaire dans cette université a dû en distribuer 150 par semaine pour plus de 700 demandes (documents 5 et 6).



Document 5 – La distribution sur le parvis de sortie du métro Saint-Denis Université, vue à partir de la table de préparation des kits hygiène, avant l'ouverture. La première table où est déposé le listing des étudiant.e.s attendu.e.s, avant les barrières métalliques, n'est pas encore installée, comme d'autres qui vont être déployées le long de celle d'où est pris le cliché. Saint-Denis, 13 mai 2020 © Lorraine Guénée



Document 6 – Une partie des 150 colis distribués par le Secours Populaire, réservés aux étudiant.e.s de l'université Paris VIII, qui ont intérêt à se munir de sacs solides. Saint-Denis, 13 mai 2020 © Lorraine Guénée

A la distribution des Restos du Coeur de République comme à l'épicerie sociale de la rue Montcalm, ce sont deux fois plus de personnes que d'habitude qui se rendent à la distribution : *"50% de personnes qu'on ne connaît pas, leurs besoins non plus, ça chamboule nos habitudes, c'est une situation sans précédent"*, constate un cadre du Secours Populaire⁵¹. De la même manière, la fréquentation des distributions tenues par les paroisses a presque doublé en un mois. Le nombre de paniers distribué par les paroisses est passé de 1 800 à 3 400, obligeant le diocèse à solliciter des dons et aménager à la hâte des espaces pour préparer tous ces colis, l'association Aurore, le fournisseur initial, ne pouvant plus délivrer une quantité de repas si importante en plus de ceux qu'elle doit-elle quotidiennement servir.

De surcroît, le rythme expéditif des distributions rend difficile une connaissance fine des usagers. Lou, salariée d'Aurore, en poste à Barbès, demande que l'équipe ne pose pas de questions personnelles pour ne pas ralentir le flux, afin de limiter les risques de contamination. Vu la cadence de toutes les distributions, on s'en tient souvent à l'aspect de la personne pour avoir la sensation qu'il y a du nouveau, ou aux indices glanés dans les documents présentés (comme les attestations des sortants de prison, ayant bénéficié subitement de remises de peine du fait de la crise sanitaire). Cette cadence liée aux consignes sanitaires, avec la volonté que les gens ne se croisent pas, peut être frustrante pour des habitués. A Nation (distribution du soir des Restos du coeur) le boulevard devient lieu de retrait pur et simple de nourriture (document 7), alors que la mission ordinaire des bénévoles et leur plaisir ainsi que ceux des bénéficiaires est de prendre le temps d'échanger avant le tour de rab (supprimé depuis qu'un panier a remplacé les repas chauds, sans que le public ait visiblement changé d'après l'équipe locale).



Mercredi 25 mars, les bénévoles du Restos du coeur attendaient entre 200 et 300 personnes cours de Vincennes à Paris pour leur distribution de paniers repas. © JPG

⁵¹ Qui peut conduire certains guichets à recueillir les besoins des demandeurs, mais indépendamment de leurs motivations et des circonstances de leur venue (voir point 2.1.).

Document 7 – Alignement des bénévoles chargés de la distribution de Nation, à l’arrière plan vue sur les trois files d’attente très bien alignées en attente des paniers. Cliché tiré de Nejma Brahim, “Paniers repas, «centres de desserrement»...: branle-bas de combat tardif pour les précaires”, *Mediapart*, 26 mars 2020.

Rue Montcalm, les bénévoles sont obligés de servir les gens au compte-goutte, au lieu de les laisser constituer leurs paniers. Habituellement, il n’y a pas de queue, là elle est énorme, en raison du nombre et des distances prescrites entre demandeurs. Le Secours populaire est d’ailleurs en délicatesse avec le voisinage, qui accumule les plaintes contre les nuisances causées par l’afflux des demandeurs. On continue quand même de se renseigner sur la composition de la famille, de donner du choix à ceux qui ont un ticket d’entrée, de proposer des produits (frais) en fonction de la culture alimentaire. On a vu passer 162 personnes récemment, dont 72 nouveaux, quand 80 personnes représentent “*vraiment une grosse journée*” en temps normal⁵². Ce flux imposant marque les esprits. Au Carreau du Temple, les travailleurs sociaux qui reçoivent en entretien disent ne pas avoir l’habitude d’un si “*grand public*” et cela participe peut être du fait que les gens leur paraissent plus abîmés (“*plus psy*” selon Mai-Lys, éducatrice spécialisée Opale).

Les guichets d’aide alimentaire ont ainsi été débordés, ou du moins ébranlés par l’afflux considérable de demandeurs en tout genre, qui n’en finissaient pas d’alimenter l’impression d’une population mosaïque. Les intervenants sociaux voient ainsi passer “*de tout*”, mais ils signalent plusieurs foyers d’inquiétude qui expriment également cette diversité, incernable ici car inattendue et inhabituelle.

1.3. Des clients inattendus

Les traits sous lesquels sont signalés les bénéficiaires relèvent d’aspects divers de la vie : l’âge, le sexe, le rapport à l’emploi, l’état de santé, l’état mental, le statut résidentiel, le niveau de ressources ou la composition du ménage. Le fait de les désigner selon l’un ou l’autre trait dépend de ce que nos interlocuteurs jugent pertinent de souligner, et révèle ce qui apparaît comme saillant dans les profils croisés, mettant en évidence les étonnements, les surprises des guichetiers. En suivant le fil de ces surprises, sur la piste des nouveaux publics de l’assistance tels qu’identifiés par ceux qui sont à leur contact, parvient-on à repérer non pas des types de personnes, puisqu’en effet “*il y a de tout*”, mais des situations qui apparaissent atypiques sous l’un ou l’autre des aspects privilégiés dans la description?

Les guichetiers habituellement en contact avec des publics de l’assistance hors confinement décrivent rarement les usagers qu’ils ne sont pas surpris de croiser en cette période particulière : le “*public habituel*”, estimé à “*70%*” de la fréquentation du Carreau du Temple par un agent du Samusocial détaché sur place. Ce public dit “*habituel*”, qui peut varier d’un lieu à l’autre et dont les contours dépendent des contacts avec les publics de l’assistance qu’ont les équipes en temps hors confinement (cf. encadré *infra*), correspond fréquemment

⁵² Ceci dit, il n’y a que les responsables pour se rendre compte de ce bouleversement du travail, physique, qui ne pourrait être accompli par les bénévoles habituels, retraités confinés chez eux. Toute l’équipe est nouvelle.

à la figure du SDF, homme isolé et sans abri depuis plusieurs années – “les exclus”, disent certains, “nos grand cassés” pour d’autres –, parfois aussi à celle de l’exilé autour des camps de la périphérie nord de Paris, ou de l’étudiant pour les distributions autour des universités. Lorsque nos interlocuteurs, qu’ils soient ou non des habitués des guichets de l’assistance, précisent les traits de ceux qui ont recours aux distributions, c’est souvent lorsque ceux-ci tranchent avec ceux qu’ils s’attendent à rencontrer⁵³. Cela révèle une inquiétude face au constat que, pour des raisons plus ou moins formulées, des catégories de personnes que l’on pensait plus protégées que d’autres du besoin se retrouvent à la recherche de denrées gratuites. Plus la palette de visages est étendue, et elle l’est, plus elle fait pressentir un élargissement des formes de précarité.

Plusieurs énoncés associent des individus à des géographies particulières : les touristes étrangers bloqués en France, les personnes qui se trouvent d’ordinaire en province et en banlieue, celles qui viennent d’autres quartiers de Paris, se retrouvent loin de leur base, qu’elles l’aient voulu ou non. Les horizons géographiques distants, à l’échelle de la ville comme à l’échelle du monde, surprennent et sont le signe d’un contexte exceptionnel, qui a des conséquences sur le travail social : téléphoner à plusieurs reprises aux ambassades d’Italie, du Pakistan, d’Inde et de Suisse pour faciliter le retour au pays d’origine, comme a dû le faire l’équipe du Carreau du Temple⁵⁴, ne fait pas partie des tâches usuelles des travailleurs sociaux.

Retraités, travailleurs précaires, intérimaires, bénéficiaires du RSA... : toutes ces désignations des personnes croisées dans les lieux de distribution pointent quant à elles les ressources financières dont elles disposent, ou sont censées disposer du fait de leur statut de travailleur, d’allocataire ou de pensionnaire. Qu’elles puissent pourtant avoir besoin de paniers repas, et/ou d’autres biens plus ou moins disponibles selon les lieux, pose question. En l’absence de réponse, certains estiment leur présence illégitime et s’attachent à les évincer de l’accès au don. Dans ce cas, ils les évoquent comme des usagers usurpateurs plus que comme des nouveaux publics de l’aide sociale, sans avoir la possibilité, en ce contexte de crise, d’évaluer plus finement la situation réelle de chacun et le bien-fondé de leur présence (voir partie 2.3.). Pourtant dans bien des cas, ce qui frappe les guichetiers du confinement, c’est l’écart entre un statut supposé mettre ces personnes à l’abri de l’urgence alimentaire et les besoins réels qu’ils manifestent. Plusieurs conséquences du confinement sur les situations individuelles, directes ou indirectes, sont pointées. Des salariés se trouveraient privés du jour au lendemain de tout ou partie de leurs revenus parce que le versement de leur salaire est retardé par leur patron, suspendu au versement des aides de l’Etat. Des intérimaires ou encore des salariés

⁵³ Sur ce que recouvre pour des maraudeurs professionnels et des observateurs la population “à la rue”, voir l’enquête de la coordination des maraudes et son rapport : Yohanna Andriamanisa, Catherine Cavalin, Erwan Le Méner, Émilie Segol, avec la collaboration de Stéphane Baciocchi, *À la rue. L’Enquête de la Coordination des maraudes (Paris, fin de l’été 2018)*, rapport de l’Observatoire du Samusocial de Paris (2 tomes), 2019 [à par.].

⁵⁴ Entretien avec Corinne Taïeb, responsable de l’accueil du Carreau du Temple (Journal d’enquête, op. cit., entrée du 29 avril 2020)

CDD de courte durée (étudiants, certains agents de sécurité, intermittents du spectacle) seraient désormais dans l'impossibilité de conclure de nouveaux contrats, à l'instar d'entrepreneurs ou travailleurs au noir. Ces derniers seraient sans aucune indemnité après l'arrêt de leur activité au moment du confinement, ou forcés au chômage partiel, dont le montant est insuffisant à leur survie, parce qu'ils étaient déjà travailleurs pauvres ou qu'une partie de leur revenu émanait de commissions, de primes ou de la possibilité de récupérer des marchandises sur le lieu de travail, soit enfin que les fermetures de services administratifs ne leur permettent pas d'obtenir ou réactiver des droits. Pour certains travailleurs, et pour les retraités, il semble que les ressources soient restées équivalentes mais que les dépenses aient augmenté pendant le confinement : *"c'était déjà très précaire avec leur petite retraite, mais les prix augmentent dans les magasins, on le voit, c'est pas juste une idée reçue, le panier à 20 euros qu'on achetait début mars est aujourd'hui à 25-27 euros"*, précise Corinne Taïeb au Carreau du Temple.

Pour les personnes dont on souligne qu'elles ont un logement, l'inquiétude est du même ordre et s'exprime à partir d'hypothèses sur les situations individuelles des personnes logées. En l'absence d'informations supplémentaires, le fait de savoir que les personnes ont un toit permet de supposer, parfois à tort, qu'elles avaient aussi de quoi manger et que quelque chose, probablement de l'ordre des ressources telles qu'évoquées ci-dessus, perturbe leur économie domestique. Aux Marmoulins de Ménilmontant, qui livrent principalement des SDF *"classiques"* et des gens *"à la marge"*, les personnes logées, touchant un revenu médiocre, comme le RSA, constituent les nouveaux publics de la distribution. Pour relativiser la nouveauté de ces publics, rappelons que les maraudeurs de l'Enquête de la coordination des maraudes ont identifié à la fin de l'été 2018 parmi les personnes recensées en journée dans les rues Paris, et parmi celles qu'ils connaissent (un cinquième du total), 2% de personnes logées et 28% de personnes hébergées⁵⁵.

Enfin l'un des axes importants de distinction des publics porte sur le type de ménage. Par contraste avec des gens venus seuls (des *"isolés"*), dont la désignation n'appellent pas de précision, la présence de familles est notifiée en tant que telle et rapportée selon des modalités variées : *"femmes avec enfants"*, *"avec bébés"*, *"avec enfants handicapés"*. Avec leurs *"paniers"*, leurs *"caddies"* et venant avec leurs enfants ou entre voisines, on les remarque, d'autant plus qu'elles font fondre les stocks, insuffisants dans certaines distributions pour couvrir les demandes journalières. Si ce dernier point occasionne des débats sur la légitimité des demandes des familles, la venue massive de personnes en famille dans la plupart des lieux interroge, quand bien même la présence des familles dans les circuits d'assistance n'est pas nouvelle⁵⁶. Des intervenants sociaux habitués à un public d'isolés sont

⁵⁵ Yohanna Andriamanisa et al., *A la rue...*, op. cit.

⁵⁶ Erwan Le Méner, "L'hôtellerie sociale : un nouveau marché de la misère ? Le cas de l'Île-de-France", *Politiques sociales et familiales*, 114, p. 7-18 ; au sujet des familles à la rue, recalées de l'hébergement d'urgence, logées à la petite semaine ou sans-abri au sens strict, dans la période qui précède tout juste le confinement, voir Odile Macchi, *A la recherche des familles sans-abri. L'extension du domaine de la survie (Paris, hiver 2019-2020)*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, avril 2020, 81 p.

fort embarrassés par leur présence. Une soignante de l'ESI Saint-Michel souligne qu'elle a du mal à les prendre en charge, déboussolée par ses émotions. Et Bruno de Belleville, ce militant du cru devenu maraudeur durant le confinement, ne peut s'empêcher de pleurer en évoquant ces familles du quartier, certes logées mais affamées, secourues par son association. Par ailleurs, l'inquiétude que souligne la désignation des familles ne tient pas uniquement, comme c'est le cas pour les personnes ayant un revenu ou un logement, à l'hypothèse d'une dégradation de la condition de leur statut, mais à la coprésence de personnes en famille avec d'autres profils dans les lieux d'assistance. A la distribution alimentaire de Barbès, la responsable demande ainsi aux femmes avec enfants de ne pas entrer et se charge de leur apporter les paniers repas à l'extérieur, pour qu'elles n'aient pas à faire la queue et se mélanger au reste des usagers.

Les guichetiers affirment donc unanimement recevoir une clientèle nombreuse et variée. La concentration des demandeurs en un ensemble restreint de points de distribution rend compte des rassemblements impressionnants, voire des afflux sans précédent, qui contribuent sans doute à forger cette appréciation que de nouveaux publics frappent aux portes des guichets. Dans cette masse, d'un lieu à l'autre on s'étonne en effet de la présence de nouveaux venus, on s'en inquiète même. Mais ces inquiétudes ne braquent pas l'attention sur les mêmes profils d'individus et de groupes – ce qui aurait permis plus assurément de distinguer des nouveaux publics, traversant les différents guichets. Comment expliquer ces visions différentes sur les bénéficiaires entre les services et à l'intérieur même des équipes locales ? On pourrait y voir un effet de localité d'après lequel chaque guichet attirerait une clientèle distincte, mais l'hypothèse n'est formulée nulle part, et le grossissement et le brassage des files actives durant le confinement invitent plutôt à considérer l'uniformisation relative et au moins conjoncturelle des populations bénéficiaires, d'un endroit à l'autre. Ces visions disparates expriment sans doute une fracture entre néophytes et personnels expérimentés de l'assistance, qui rapportent leurs évaluations des situations à des expériences du monde social différentes (voir l'encadré ci-dessous), mais néophytes et anciens se mélangent dans tous les services. Il nous semble plutôt que ces visions disparates donnent à voir des contextes locaux, portant la marque des circonstances exceptionnelles de mise en place des distributions durant le confinement, ainsi que des domaines et des cibles d'intervention usuelles des équipes d'encadrement.

Encadré 1. Connaissance et mode de connaissance des publics, des néophytes et des professionnels de l'aide sociale

Les réponses des intervenants sociaux à la question *“qui vient se fournir à votre distribution ?”* témoignent d'un afflux considérable de demandeurs. Considérable et difficile à appréhender, en ce que sa diversité se refuse à tout raccourci ou à tout mot d'ordre, apparaissant toujours en excès, et en ce qu'elle dirige l'attention vers des traits inattendus et inhabituels, par lesquels les guichetiers

caractérisent volontiers ceux qu'ils désignent comme de "nouveaux publics". Cependant, les inquiétudes des guichetiers recouvrent des foyers d'attention différents d'un endroit à l'autre, et sur place, leurs appréciations de la situation des personnes secourues peuvent être fort contrastées. Le diagnostic consensuel et les illustrations partagées à partir d'avril par les patrons des organisations caritatives au sujet de la crise qui frapperait des groupes de population qui n'avaient pas recours à l'aide sociale avant le confinement (voir l'introduction) dissimulent ainsi une myriade d'évaluations locales, dont l'éclatement interpelle l'observateur. Comment rendre compte de ces évaluations ?

Ces évaluations semblent dépendre fortement des expériences du monde social des guichetiers. Plusieurs fonds d'expérience, non nécessairement partagés entre les équipes locales et en leur sein, tendraient à organiser les points de vue sur l'accueil. Une ligne séparerait notamment les nouveaux-venus dans le domaine de l'assistance et ses professionnels – que ceux-ci soient salariés ou bénévoles.

De place en place, les guichetiers ne sont pas les mêmes. D'un côté des travailleurs sociaux expérimentés de tous bords : des responsables de service, des chargés d'insertion, des conseillers en économie sociale et familiale, des éducateurs spécialisés, des maraudeurs, des écoutants sociaux, ou d'autres intervenants de première ligne auprès de grands exclus, de femmes ou de migrants, en accueil de jour, en hôtel, en épicerie sociale ou dans des lieux d'accueils paroissiaux. De l'autre côté, des néophytes de l'aide alimentaire et de l'aide sociale en général : des intérimaires (parfois en phase d'insertion professionnelle, très jeunes), des agents de sécurité envoyés par un prestataire qui couvre habituellement le secteur événementiel, des bénévoles recrutés pour l'occasion. Sont cependant regroupés sous cette dernière catégorie des individus aux parcours et engagements divers. On trouve un SDF devenu un acteur central de la distribution des Grands Voisins, un documentariste, une star de télé-réalité, une intermittente du spectacle et un étudiant rue Montcalm, un journaliste récemment arrivé dans une unité de Secours Populaire de Pantin à Paris 8, un organisateur de festivals musicaux au chômage technique s'impliquant dans une association de Ménilmontant en rentrant de quelques semaines de confinement à la campagne, un juriste spécialiste des questions agroalimentaires oeuvrant à Notre-Dame-Des-Champs, le responsable d'une société de nettoyage à l'arrêt à Barbès, ou une masseuse, une élue d'arrondissement et une chargée d'étude de l'Observatoire du Samusocial découvrant au Carreau du Temple ceux qu'elle rencontre d'habitude dans les lignes de ses bases de données. Même s'ils sont néophytes du travail social, ils se retrouvent parfois aux commandes d'une distribution alimentaire, tel un couple de paroissiens travaillant pour le marketing d'une entreprise privée et dans une boutique de vêtements, ou des professeurs universitaires, et sont peu à peu rôdés à l'accueil de leur clientèle. Des jeunes femmes rencontrées à la distribution de Nation ont deux et trois ans de distribution hebdomadaire derrière elles. Un jeune homme, étudiant à Paris 8, est responsable de l'unité du Secours Populaire à l'université et tient une permanence hebdomadaire toute l'année.

Les néophytes de l'aide sociale témoignent sauf exception d'une absence de familiarité avec la population aidée, dont la situation leur apparaît comme en miroir de la leur, proche pour certains et pas foncièrement déstabilisante, très éloignée pour d'autres qui découvrent une détresse provenant d'espaces sociaux distants des leurs. Ils ne sont pas pour autant enclins à proclamer la nouveauté des bénéficiaires. Par contraste, les professionnels sont familiarisés avec la population aidée et leurs étonnements prennent relief par rapport à leurs expériences, à leur univers et à leurs idiomes professionnels. Ils voient avant tout des publics différents de leurs cibles ordinaires, voire hors de leurs priorités.

Les réponses des premiers peuvent être en décalage avec la question des “(nouveaux) publics”, et donner à voir les représentations que ces guichetiers se font de la pauvreté. Ainsi, les intérimaires appelés en renfort rétorquent que les gens sont “*comme vous et moi*”, charriant l’idée que tout le monde peut être amené à avoir besoin d’aide alimentaire et qu’il est donc incongru de chercher à spécifier le profil des bénéficiaires. Par contraste, un journaliste audiovisuel récemment admis comme bénévole dans une unité de Pantin du Secours Populaire s’étonne du nombre d’étudiants travailleurs et de mères étudiantes en le mettant en relation avec le parcours de sa propre fille, étudiante en médecine dans une université parisienne. La réponse apportée peut également être une description comportementale (dépendante en partie de la position de travail, voir ce point *infra*, 2.1). Des agents de sécurité, des intérimaires mais aussi un ingénieur de recherche en charge de la gestion de la liste d’inscrits à Paris 8 constatent que les bénéficiaires sont “*très polis*”, “*disciplinés*”, et d’autres sont à l’inverse surpris de leurs contestations. Une intérimaire à qui l’on demande si la présence de certaines personnes l’a surprise répond qu’elle est fatiguée d’entendre des propos mécontents quand elle demande aux personnes de se laver les mains. Une autre, tout juste majeure, découvre que les grands exclus n’en ont pas forcément l’air, et commente à propos d’un homme qui dort dans le métro qu’“*on ne [le] dirait pas!*”(a). Cette mission aux Grands Voisins, durant laquelle elle aura vu jusqu’à sa voisine de palier dans la file des usagers, est en train de faire évoluer ses conceptions du sans-abrisme. Idem pour le juriste dans l’agroalimentaire qui découvre le monde des maraudes et les difficultés de déplacement des sans-abri les plus amochés de la rive gauche qu’il ne voit pas d’ordinaire lors de son créneau de bénévolat à Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle. Ces nouveaux intervenants sociaux ne voient pas de nouveaux publics, ils prennent plutôt conscience de formes de détresse qu’ils n’avaient pas forcément anticipées ; la nouveauté, comme découverte et parfois enquête sur des mondes sociaux plutôt distants, est quotidienne.

Pouvant mettre en relation les caractéristiques des usagers avant et pendant la situation exceptionnelle du confinement, ceux qui ont déjà une expérience du travail social documentent plus précisément leurs étonnements. Ainsi, aux Grands Voisins, le contraste est frappant entre Clémence Dumanoir, responsable de distribution qui fait partie des intervenants sociaux qui s’étonnent de recevoir autant de femmes, et Nawel, la jeune intérimaire déjà évoquée plus tôt. Pour décrire ce public féminin, la première remarque qu’elles sont pour la plupart âgées, si on en croit le fait qu’elles ne prennent pas les protections périodiques proposées. Celles qui sont plus jeunes ont des enfants, “*dont certains sont handicapés*”, d’après ce que rapportent leurs mères(b). Ce témoignage précis correspondra d’ailleurs à notre observation. La seconde fait le portrait d’une “*femme qui travaille*”, c’est alors la surprise que les bénéficiaires ne se réduisent pas aux gens désœuvrés qui est pointée. L’écart de connaissance et de mode de connaissance du public accueilli est manifeste(c).

Il faudrait ajouter que les visions des professionnels de l’assistance eux-mêmes ne coïncident pas forcément, comme il en a été donné quelques illustrations. Selon l’organisation dont ils dépendent, les termes qu’ils utilisent varient. Aux Captifs la Libération, on parle des “*gens de la rue*”, on va à leur “*rencontre les mains nues*”, au Samusocial de Paris, on parle des “*grands exclus*”, on se rend “*vers ceux qui ne demandent plus rien*”. Les nomenclatures et les taxonomies utilisées pour observer, aider, compter et classer les indigents sont à la fois étendues et non co-extensives. Ces registres lexicaux renvoient à l’histoire de chaque organisation, à des manières de se penser et de se situer les unes par rapport aux autres(d). Ils expriment des “*cultures en interaction*”(e), entretenues au travail et dans ses coulisses, qui forgent des appréciations différentes des situations rencontrées(f) Ces visions normatives sont ainsi ancrées des espaces professionnels qui ne se recoupent pas forcément

d'ordinaire et qui se croisent à l'occasion du confinement – ou de l'enquête, et elles sont pleinement engagées dans l'organisation des distribution alimentaires durant le confinement.

Notes

(a) Dans l'enquête de la coordination des maraudes comme dans celle sur les sans-abri présents dans le métro est soulignée l'importance du regard du maraudeur, qui sait reconnaître presque à coup sûr, à partir de signes imperceptibles pour le néophyte, ceux qui sont à la rue de ceux qui sont hébergés ou logés.

(b) Dans cette enquête comme dans celle sur les familles à la rue (hiver 2019-20), plusieurs familles viennent en France pour des soins à leurs enfants, le plus souvent en fauteuil roulant et atteints de maladies neurologiques qui rendent leur alimentation très difficile.

(c) On peut se demander s'il n'y pas ici un biais d'enquête. Les néophytes rencontrés et décrits dans ces paragraphes appartiennent aux professions intermédiaires et aux catégories supérieures - même le bénévole sans abri en provient. Le recrutement des bénévoles est moins large socialement qu'il ne serait ailleurs - un élargissement de la base sociale du recrutement des guichetiers qui a modifié sensiblement le paysage de l'aide alimentaire à Nantes (Jean-Noël Retière, Jean-Pierre Le Crom, *Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2018, chapitre 2). Les enquêtrices n'ont pas interrogé tous les membres des équipes locales, et il est fort possible que certains profils de néophytes et de bénévoles leur aient échappé. Peut-être d'enquêter des zones résidentielles plus populaires et dans des guichets tenus par leurs habitants aurait changé la donne. Mais où nous avons enquêté à Paris, les bénévoles disponibles pendant le confinement ont vraisemblablement des revenus garantis suffisants pour assurer leurs arrières - à part un intermittent inquiet de ne pas pouvoir valider son statut, aucun n'a semblé préoccupé par les répercussions économiques de la crise sur son propre foyer.

(d) Voir par exemple, au sujet de maraudes parisiennes, Caroline Arnal, "Professionnaliser ses émotions : une injonction qui divise", *La Nouvelle Revue du Travail*, n°6, 2015, en ligne à cette adresse <<https://journals.openedition.org/nrt/2074>>

(e) Nina Eliasoph, Paul Lichterman, "Culture en interaction : une ethnographie des styles de groupe de deux organisations civiques en Californie", in Mathieu Berger, Daniel Cefaï, Carole Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Peter Lang, Bruxelles, 2011 [2003], p. 355-400.

(f) Si bien que leurs membres exposent volontiers et motivent des manières de faire différentes – quoique leurs approches des sans-abri présentent les mêmes cadrages d'expérience (voir Daniel Cefaï, Edouard Gardella, Erwan Le Méner, "Enquête sur un dispositif d'urgence sociale. Les maraudes auprès des sans-abri", in Fabrizio Cantelli, Luca Pattaroni, Marta Roca i Escoda, Joan Stavo-Debaugé (dir.), *Sensibilités pragmatiques. Enquêter sur l'action publique*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p. 39-53).

2. Des distributions locales : organisation des guichets, priorisation des usagers, et effacement des nouveaux publics

La commande de l'étude et le programme de travail où elle s'inscrit portent explicitement sur les nouveaux publics de l'aide alimentaire et plus largement de l'assistance. Cette partie, comme annoncé en introduction, fait apparemment un pas de côté par rapport à la commande. Le lecteur pressé de rencontrer ces nouveaux publics peut passer directement à la partie 3. Il s'agit en effet dans les pages qui suivent de comprendre pourquoi d'un service à un autre, et à l'intérieur même des équipes locales, aucune base de consensus ne se dégage quant à l'identité et aux caractéristiques des nouveaux publics. Ces témoignages contrastés expriment sans doute la localité du recrutement social des bénéficiaires, mais on suit ici une autre hypothèse, que nous permettent nos sources⁵⁷. Soit : les visions situées des guichetiers (et le fait qu'elles ne se recoupent que partiellement) dépend de l'organisation de chaque distribution. Localement, on fait avec les moyens à disposition pour répondre à l'urgence alimentaire : avec des ressources matérielles, relationnelles et spatiales, mais aussi et de façon indissociable, avec des habitudes et des convictions que cette situation exceptionnelle ne rend guère révisables.

A la recherche des nouveaux publics, l'enquête pourrait presque en oublier qu'il ne s'agit sur le terrain, au mieux, que d'une quête secondaire, facultative presque, qui se présente aux guichetiers en relief de leur expérience ordinaire, par exemple à l'occasion d'une interview. La consultation de la presse peut bien laisser accroire que la réception de ces nouveaux publics est une question majeure sur le terrain des distributions alimentaires durant le confinement. Mais sur place, des questions pratiques relèguent cette interrogation au second plan. La première d'entre elles : s'organiser pour satisfaire tout simplement ceux qui en ont besoin, alors que les points de distribution ferment.

Cet impératif entraîne l'abolition ou l'assouplissement des critères d'éligibilité. Autrement et sauf exceptions, il faut justifier d'une certaine indigence pour recevoir de l'aide : remplir des dossiers d'évaluation épais comme le bottin, supplier⁵⁸, apporter (ou feindre d'apporter) des garanties morales⁵⁹, ou des révérences, entre autres contreparties symboliques pouvant être des plus humiliantes. Avec le confinement, il suffit en principe de se présenter au guichet pour

⁵⁷ La composition sociale des usagers pourrait être examinée sur la base de relevés statistiques au guichet, qui ont peut-être été produits ici ou là, quoiqu'on n'en ait vus nulle part.

⁵⁸ Voir en ce qui concerne plus largement les aides exceptionnelles : Didier Fassin, "La supplique. Stratégies rhétoriques et constructions identitaires dans les demandes d'aide d'urgence", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 55, n°5, 2000, p. 955-981.

⁵⁹ Voir la description ethnographique du service d'une soupe par des religieux, dans George Orwell, *Dans la dèche à Paris et à Londres*, 10/18, Paris, 2003 [1933]

recevoir de l'aide (étant entendu que certaines distributions sont officiellement destinées à une catégorie de population, par exemple aux étudiants de l'université à Paris 8, à Saint Denis). On sera en principe servi tant qu'il reste à donner, et les organisations caritatives redoublent d'effort pour pourvoir à des demandes spectaculairement importantes. Le temps ne serait pas à la mesure et à la sélection mais à l'abondance et à la prodigalité.

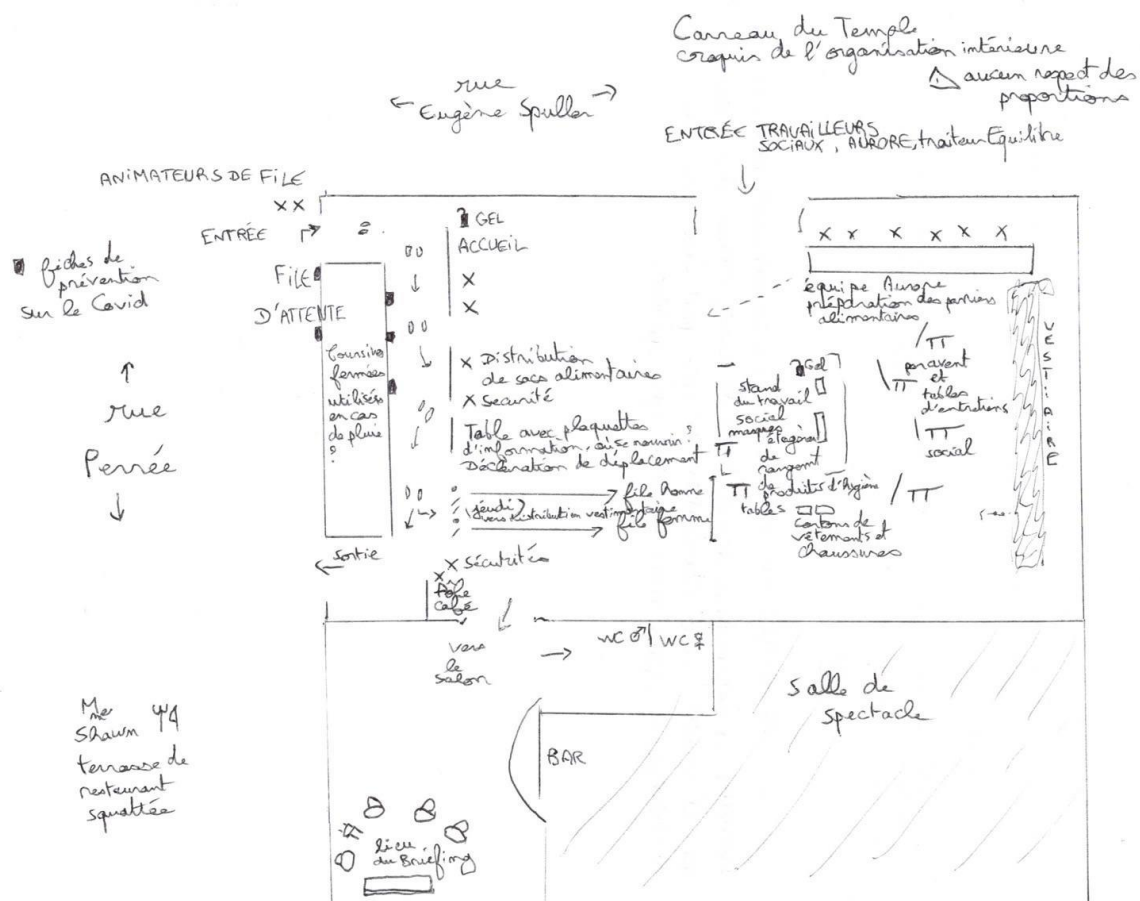
Sur place, les guichetiers font avec les moyens du bord : avec des ressources et des contraintes en partie imposées par la situation, mais aussi avec des manières de voir et de faire relevant d'habitudes organisationnelles, si ce n'est de cultures de groupe⁶⁰. Comme en d'autres contextes de crise, les espaces d'accueil sont réaménagés voire ouverts à toute vitesse. Avec le virus, des consignes strictes dites de distanciation sociale encadrent les rassemblements, et clivent d'autant plus l'espace en postes de travail assez étanches les uns aux autres. Par exemple à l'accueil, on gère le flux et les trouble-fêtes, on note l'arrivée de gens à l'apparence inhabituelle et on corrige les comportements déplacés, mais l'enquête s'arrête là si l'on peut dire, et les personnes dont on s'enquiert sont plutôt celles que l'on connaît déjà. De poste en poste comme nous le verrons, on peut bien remarquer des formes de présence et de détresse inhabituelles, mais la division du travail ne se prête guère à un examen complémentaire (2.1), et l'organisation de l'espace non plus. Chaque distribution, de façon plus ou moins explicite, vise des groupes en particulier, au sens où elle n'entend pas les manquer et où elle se prépare résolument à les accueillir. Cela se traduit par des ambiances très différentes d'un lieu à l'autre, inégalement apprêtés pour l'accueil des différents publics que distinguent leurs hôtes, et en aucun cas conçus pour capter de nouveaux bénéficiaires (2.2.). En revanche donc, les espaces d'accueil donnent le cas échéant priorité à certains groupes ou profils d'utilisateurs, notamment aux "sans abri", "clodos", "gens de la rue", ou "grands exclus", selon les idiomes locaux. On s'assure qu'ils soient servis. À l'inverse on limite l'accès à la distribution à des groupes n'apparaissant pas dans le besoin, relativement aux références d'appréciation des guichetiers. Lorsque les ressources à distribuer en viennent à manquer, la sélection se fait de façon plus drastique (cf. annexe, sur les manières de penser et d'éviter l'effet d'aubaine). On ne voudrait pas manquer d'aider ceux que l'on vise, et il ne serait pas juste de privilégier ceux qui ne relèvent pas de notre mission. À moins d'exposer leur misère ou de relever d'un guichet spécialisé (comme les étudiants à Paris 8), les nouveaux publics, peu remarquables comme on l'a dit, ont toute les chances d'être reçus de façon anonyme, entendons ici : ne pas être servis en priorité en cas de pénurie, et d'être traités sans hospitalité réservée à d'autres, une hospitalité qui porterait à reconnaître leurs difficultés propres. Les situations de détresse présentent donc une géométrie variable d'un espace à un autre. Pour repérer en filigrane des pratiques d'accueil effectives de "nouveaux publics", il faut donc tenir compte des formes de priorités localement accordées à certains groupes, de l'écroulement dont souffrent d'autres, et de toutes les formes de réorientation plus ou moins calibrées qui ont cours d'un guichet à un autre (2.3)

⁶⁰ Nina Eliasoph, Paul Lichterman, "Culture...", *op. cit.* Cf. *supra* encadré.

2.1. Des visions postées du public

Pour faire face à l'affluence des demandeurs et aux mesures de distanciation sociale requise – notamment l'espacement entre les demandeurs depuis le bout de la file jusqu'à la sortie du lieu de distribution –, les équipes locales encadrent les circulations, contrôlent le rythme de la distribution et se coordonnent entre différents postes : l'entrée, la table de distribution, des coursives (locaux pour la préparation des colis et le stockage) et parfois des annexes (espace de détente, patios ou bureau pour recevoir en tête-à-tête ceux qui le voudraient). Le confinement renforce ainsi cette division du travail sur les postes de la chaîne de distribution. Or, la position où sont placés les guichetiers dans l'organisation de la distribution compte beaucoup dans leur appréhension du public.

Au Carreau du Temple, on peut avec un croquis simple de l'espace se figurer plusieurs postes de travail, d'observation et d'examen des entrants (document 8). Entre la file d'attente, la table d'accueil, les tables de distribution de sacs alimentaires, de kits hygiène et de vêtements, la table de service de café, en retrait pour composer les paniers alimentaires ou en entretien social derrière des paravents, les intervenants sociaux n'ont pas le même rapport au flux, ni les mêmes possibilités de description des bénéficiaires (doc. 8). Sauf le bureau où sont reçus des bénéficiaires par un travailleur social, la plupart des postes sont toutefois interchangeables, multipliant les visions postées pour chaque intervenant social. Mais des habitudes semblent se prendre rapidement, et des professionnels présents quotidiennement ne tardent pas à faire leurs certains postes de travail.



Document 8 – Croquis de l'organisation de la distribution au Carreau du Temple, sans respect des proportions, dessin d'enquête non retouché, in *Journal d'enquête*, entrée du 29 avril 2020, Lorraine Guénée

C'est en particulier le cas près de l'entrée des bénéficiaires (cf. "FILE D'ATTENTE" sur le croquis ci-dessus). Ceux qui surveillent la file occupent le seul poste où l'on peut voir la queue s'allonger et le flux dans son entier. Bien avant l'ouverture du site au public, à 8h30, des personnes sans abri sont déjà dans les parages, tournent autour du bâtiment du Carreau du Temple, se positionnent dans la file. Les agents postés à l'entrée notent les apparences et les comportements différents des uns et des autres. De ce point de vue, on est tenté de commenter le rassemblement, de noter des comportements déviants – gesticulations, bousculades et autres plaintes (voir annexe 3). Quand la responsable nous présente l'organisation générale du Carreau lors de notre première venue, elle explique que les "animateurs de la file" sont là pour "rassurer les gens, et identifier les situations dégradées". Pourtant, la façon des agents de remplir ces missions s'est vite révélée, sans surprise, empreinte de leur culture professionnelle et effectuée en référence à des repères interactionnels acquis au cours des expériences antérieures. Christophe, de l'ESI Saint-Michel, faisant l'interface entre l'extérieur et l'intérieur nos deux jours d'observation, et son collègue Movses, considèrent que la plupart des présents pourraient "largement être à l'ESI", et se placent volontiers à leur rencontre. Pendant que nous discutons, quelques habitués de l'ESI passent devant nous. Les agents les saluent par leur prénom. L'un insiste pour que

l'enquêtrice note que le service du café est *"quatre étoiles"*. Les commentaires fusent, de part et d'autre. A propos d'un habitué, Christophe précise qu'il *"fout tout le temps le bordel"*, au sujet de deux Bulgares âgés que ce sont *"des filous qui entrent des fioles d'alcool en douce"* à l'ESI et n'assument pas de semer la zizanie. Les professionnels ont donc leurs repères pour veiller au bon déroulement de l'attente dans la file et identifier les personnes prioritaires. Ceux qui ne correspondent pas aux *"types de personnes qu'on croise"* d'habitude sont identifiés par contraste, avec une impression de *"mélange"* propice à générer des tensions, et un fort agacement vis-à-vis de ceux qui exigent beaucoup en ne comprenant pas leur principe d'action : les plus abîmés sont prioritaires dans l'obtention de ressources (*"nous, notre boulot c'est pour les gens qui n'ont rien, on fait le ménage"*). Cette priorisation résulte de l'expérience de la pénurie de paniers, qui a pour conséquence de laisser repartir des gens qui ont faim. La semaine du 20 au 26 avril, à trois reprises, plus rien ne restait à distribuer à 13h au Carreau du Temple, ce qui est très difficile à entendre pour ceux qui arrivent à la dernière heure. Il arrive que Christophe repère des *"gratteurs"* du quartier – ce qui n'est jamais arrivé pendant nos observations. Quand cela arrive, il les écarte après avoir essayé de savoir pourquoi ils sont là, écouté leurs arguments, sans s'y plier s'ils semblent dérisoires (du type *"j'avais envie de sortir"*), agressifs (*"les sdf, y'en a que pour eux"*) ou discriminatoires. S'il accepte que le lieu soit une *"roue de secours"* pour des auto-entrepreneurs ou des retraités logés avec peu de ressources, cela ne l'empêche pas d'essayer de les réorienter. En théorie, les *"nouveaux publics"* éventuels, qui ne sont pas encore de grands exclus, n'ont pas à être là ou du moins pas à capter l'attention des travailleurs sociaux. Cet arbitrage des animateurs de la file d'attente au Carreau du Temple tient également au fait qu'ils voient la queue et constatent l'irritation de personnes qui attendent. Cela conduit ces garants du flux à demander aux intervenants de l'intérieur de ne pas trop s'appesantir sur des cas qui ne paraissent pas relever de l'urgence (*"Quand on a une énorme file d'attente, on est en désaccord sur les priorités. Venez on va discuter..."*. Non, il faut que les gens puissent entrer se servir!").

Plus avant, à la table d'accueil, avec une approche des individus au compte-gouttes (qui ont l'obligation d'attendre que les animateurs de la file aient donné leur feu vert pour entrer), on est plus tenté de prendre son temps. Encadrées de grosses bouteilles de gel hydroalcoolique, les agents s'assurent d'abord du lavage de mains des bénéficiaires, plus ou moins strictement. Il n'y a pas d'impératif au Carreau du Temple ou à Barbès alors qu'aux Grands Voisins ce n'est pas une option (avec moult contestations). On a le temps d'observer les demandeurs un à un et de repérer des signes de détresse inquiétants. Lorsque l'affluence le permet, on peut plus facilement qu'à l'entrée se montrer à l'écoute des formes de détresse particulières, prendre le temps d'orienter les personnes qui le demandent. Ainsi, quand une femme quadragénaire asiatique aux habits mal associés se présente avec un air un peu perdu, un chargé d'accueil lui demande si elle vient pour la première fois, vite contredit par une collègue qui a retenu son visage (*"Je vous ai déjà vue une fois, non?"*). La femme exprime alors des besoins en vêtements dans un français balbutiant, en mentionnant des enfants à charge. On lui propose de revenir le lendemain jeudi, jour de distribution vestimentaire. Est ainsi évaluée

rapidement la situation de quelques personnes, mais la plupart du temps, les gens ne demandent rien et les guichetiers ne peuvent pas ralentir la cadence. Une enquêtrice postée à l'accueil note pendant une minute :

Homme 60 ans barbu, avec sac Monoprix de courses et sac plastique à moitié rempli. Homme 50 ans jean blouson cheveux gris, petite sacoche bandoulière, bien mis. Tout se fait dans le calme. Jeune souriant masque écru, hoodie et pantalon en lin, New Balance, petit sac à dos. Homme 30 ans hoodie. Homme chevelu très propre, se met du gel hydroalcoolique sur tout le visage et les cheveux. Duvet.⁶¹

Aucun de ces hommes ne pose de questions et les chargés d'accueil les laissent filer. Dans certains lieux cependant, on interroge systématiquement les demandeurs. On prête attention à leurs difficultés, en examinant des *besoins*, c'est-à-dire dans la perspective des prestations que peut délivrer le guichet. Partant et en toute logique, on n'interroge guère les motivations et les histoires de vie des ménages requérants. Ainsi aux Grands Voisins, l'agent d'accueil demande systématiquement à chaque arrivant s'il a besoin de quelque chose, hormis le panier qui lui sera distribué, voit si elle peut le renseigner grâce aux différents tracts sur la table devant elle (cf *supra*, doc. 1 & 2). Les jours de distribution vestimentaire et d'hygiène au Carreau du Temple, on note les besoins déclarés par chacun.e sur un ticket à l'accueil qui servira plus loin de bon de distribution. Ceux qui ont pris rendez-vous pour des prestations et entretiens sociaux s'annoncent, on cherche leur nom sur la liste, et ils attendent que la professionnelle avec qui ils ont rendez-vous vienne les chercher.

A la table qui suit, chacun récupère son ou ses paniers alimentaires, délivrés par une partie de l'équipe d'intérimaires (document 9). Le panier, le même que ceux qui sont servis aux Grands Voisins et à Barbès, ainsi que dans certaines paroisses et dans des distributions municipales, comprend un repas type pique-nique pour une personne. Le reste de l'équipe qui se charge de réceptionner les denrées alimentaires et de préparer les sacs, avec quelques volontaires bénévoles et les responsables de distribution pour Aurore, est occupée à des tables alignées 50 mètres plus loin, strictement séparées de la zone de circulation du public.

⁶¹ *Journal d'enquête, op. cit.*, entrée du 29 avril 2020.



L'association Aurore distribue de la nourriture et des vêtements pour les sans-abri à Paris, le 31 mars 2020. | Joël Saget / AFP

Document 9– Tables de distribution des sacs alimentaires au Carreau du Temple avec vue coupée sur le reste du bâtiment par une barrière de cartons. On voit que les intérimaires et les deux agents de sécurité sont noirs (sauf un homme coupé). Un sans-abri sans masque, jean, bonnet, sac à dos, est servi au premier plan. Cliché de Joël Saget pour l'AFP, tiré de l'article de Dorothée Duchemin, "La crise du coronavirus à l'origine d'une urgence alimentaire pour les SDF", *Slate.fr*, 2 avril 2020.

A côté, disjointe, on trouve la table avec les documents utiles (greffée à l'accueil aux Grands Voisins, sur le même espace que la distribution à Barbès, cf. *supra* doc 1, 2 et 3). Sur les murs, des affiches traduites dans plusieurs langues (arabe, farsi...) rappellent les consignes sanitaires à suivre du fait du Covid 19. Le jour où la distribution vestimentaire a lieu un point de bifurcation sépare femmes et hommes vers le centre du bâtiment, sinon un cordon ferme l'accès. A un dernier poste, avant la sortie, un café est servi en passant à ceux qui le souhaitent, certains le consomment en groupe dehors à quelque distance du bâtiment mais il n'est pas possible de s'attarder à l'intérieur.

Les intervenants sociaux qui remettent les sacs alimentaires et servent le café ont peu la possibilité de scruter les gens, qui passent très rapidement. Les enquêtrices qui voulaient se positionner là pour demander systématiquement aux passants s'ils avaient déjà eu recours à l'aide alimentaire se sont sitôt rendues compte que l'exercice n'était pas réalisable, vu la cadence de passage. Quant aux personnes qui distribuent les kits hygiène et les vêtements, elles ne voient que les individus pré-filtrés munis du bon rédigé à la table d'accueil. Dans tous les espace enquêtés⁶², ceux qui se chargent de préparer et distribuer des colis sont donc

⁶² A l'épicerie sociale de la rue Montcalm, la queue est dehors, hors de vue, et vu l'attente il ne s'agit pas de discuter. Deux rangées de table en quinconce sont disposées, avec des chaises qui permettent aux usagers de s'asseoir juste le temps que les membres de l'équipe aillent chercher leurs denrées pour la semaine. Dans les paroisses, aux Restos du Coeur ou à la distribution pour les exilés Porte de la Chapelle, l'ensemble des postes décrits ci-dessus sont fusionnés par l'effet distribution de rue, expéditive. Le fait de pouvoir mieux connaître la situation des bénéficiaires dépend complètement d'eux, de leur volonté ou non de chercher le contact. A Paris 8, les postes sont plus fragmentés : il y d'abord une table avec la liste du jour (un checkpoint), puis les tables de

concentrés sur cette tâche et n'ont guère la possibilité d'une observation continue et détaillée de la population affluente et de ses circulations.

Au Carreau du Temple toutefois, il est possible, dans un espace à part, d'être reçu en entretien social, ce qui n'est pas le cas ailleurs. Pour celles reçoivent (deux assistantes sociales, deux éducatrices spécialisées et une juriste le 29 avril), la description du public accueilli repose sur une liste partielle : les personnes qu'elles ont eu l'occasion de rencontrer en rendez-vous, cinq par jour d'ouverture en moyenne. A raison de trois jours travaillés pour une des éducatrices de fin mars au 7 mai (notre second jour d'observation), cela fait toute même une centaine de rendez-vous, un échantillon non négligeable. Pourtant, ces spécialistes sont particulièrement en peine pour traiter la question des "nouveaux publics" : ce sont bien des personnes déjà familières des services sociaux qui les sollicitent. Au Carreau du Temple, une assistante sociale ordinairement dans un service sociale municipal du 19ème, précise qu'elle voit *"des publics très à la marge, très enkystés dans des problématiques et depuis longtemps. Alors peut-être que tout ce dont on entend parler, les nouveaux précaires etc., ils sont plus vus au niveau de la distribution pure et dure, en tout cas nous c'est pas ce qu'on voit, on voit des gens qui sont dans des suivis, des ruptures de suivi depuis des années et des années."*⁶³. Une des spécificités de ces "nouveaux publics" pourrait donc résider dans le besoin d'une aide momentanée sans pour autant s'inscrire dans un parcours d'assistance.

Finalement, plus on est en retrait du flux, moins il semble probable de faire des rencontres inattendues. C'est par des échanges latéraux ou en coulisses que peut se former une évaluation partagée de la situation (plus qu'à partir d'une commune expérience). Les professionnelles du social placées derrière les paravents au Carreau du Temple perçoivent des ambiances, échangent avec leurs collègues (le Carreau est le seul lieu où il y a autant de travailleurs sociaux et où on se retrouve le matin et l'après-midi, alors que les debriefings ailleurs ont lieu après la distribution). Ainsi, avant l'ouverture, en avant-poste, et après la fermeture au public, on évoque les cas problématiques. Lors de notre première observation, il est question des rixes qui ont eu lieu dehors, visibles par ceux qui tiennent la file d'attente, des *"mineurs apparatus"* appréhendés à l'accueil, et d'un jeune suicidaire échappée d'une structure lointaine de l'agglomération parisienne, particulièrement inquiétant, pris en charge par une éducatrice spécialisée. Cela permet d'anticiper l'organisation et de faire circuler de l'information entre tous les espaces de réception du public, dans un lieu si grand qu'il est impossible d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui s'y passe (ce qui explique sans doute en partie la nécessité du briefing).

A un autre niveau de retrait, pour les responsables, dans le bureau du 19ème du centre d'action sociale par exemple (où l'on garde le lien avec sa file active par téléphone et où les nouveaux requérants apparaissent aux travailleurs sociaux sous la forme de fiches remplies par leurs collègues affectés au standard, nécessairement saturé en cette période où les

réception - transvasement des cartons dans des sacs, le point de récupération des légumes, et le point de préparation des kits hygiène.

⁶³ *Ibid.*, entrée du 29 avril 2020.

bureaux sont fermés au public), on prend littéralement du recul. A la demande de l'enquêtrice, on cherche des irrégularités sans trop en trouver. Pour le responsable du site, elles sont "*noyées dans la masse*". Les "nouveaux publics" ne sont pas appréhendables pour le moment.

Les visions des intervenants sociaux sur les publics dépendent donc grandement de leurs positions dans l'espace de la distribution. De certains postes, il semble improbable de faire l'expérience de nouveaux publics, soit qu'on n'ait pas l'occasion d'établir un contraste avec une situation ordinaire, soit que la possibilité de scruter les personnes soit très réduite. La quasi-unanimité des déclarations sur l'émergence de nouveaux publics dans la presse doit sans doute à des moments, analogues aux briefings, où l'on partage ses expériences, ses étonnements, ses inquiétudes, et où l'on forge un récit commun de ce qui s'est passé, à toute fin de témoignage utile.

2.2 Espaces et ambiances : des configurations locales

Aurore, l'Armée du Salut, Utopia 56, Aux Captifs la Libération, la paroisse Sainte-Jeanne, les Restos du Coeur, le services sociaux du 19ème arrondissement, la paroisse Notre Dame des Champs, le Samusocial de Paris : à ne s'en tenir qu'aux seuls gestionnaires des sites investigués, on comprend que l'organisation de l'aide alimentaire pendant le confinement a largement mobilisé les organisations de solidarité. Face à l'urgence, les équipes locales ont fait avec ce qu'elles avaient sous la main : des locaux prêts à l'usage ou à aménager de toutes pièces, des équipes de volontaires pour la pluparts (bénévoles ou professionnels de renfort), des subsides gouvernementaux et municipaux et des dons, mais aussi, indissociablement, des habitudes et des expériences professionnelles. L'organisation de chaque distribution doit à ces ressources et l'accueil du public en dépend.

Un constat marquant de l'enquête est en effet que la combinaison entre la configuration des lieux d'un côté, et les savoir-faire et conceptions des guichetiers de l'autre compose des atmosphères très différentes d'un endroit à l'autre. Le problème posé par l'aide alimentaire durant le confinement est cadré de la même manière par les protagonistes, mais les solutions apportées sont nécessairement locales. Entre deux distributions, des contrastes peuvent être saisissants, comme entre les deux locaux gérés par une même association, Aurore, à Barbès et aux Grands Voisins.

Au 70 boulevard Barbès, dans un bâtiment appartenant à la Ville de Paris et libéré par EDF fin 2019, on entre dans une pièce blanche d'une soixantaine de mètres carrés – lino gris, murs et plaques de faux-plafond blancs –, sans guère de lumière directe, en rez-de-chaussée. Hormis les tables pliantes qui servent à la confection des paniers et à la distribution, des chaises pliantes, des denrées et une cafetière, il n'y a rien dans la pièce (documents 10 et 11).



Document 10 – Vue de côté de deux des quatre tables d'accueil de la distribution du 70 boulevard Barbès gérée par l'association Aurore. Ligne de démarcation au sol, bénévoles masqués et gantés, et agent de sécurité en chasuble pour organiser la circulation: l'équipe est prête pour le coup de feu. Sur les tables, outre les paniers alimentaires, remis à l'unité, et les bouteilles d'eau, des registres pour relever les passages, et le petit carton d'orientation vers l'aide alimentaire dans le quartier (cf photographie 3). Paris, 5 mai 2020 © Lorraine Guénée.



Document 11 – Vue de l'autre côté des deux tables pliantes, avec au second plan l'autre partie de la pièce où se trouvent deux autres tables de distribution (une seule est visible, on y sert le café, l'autre est hors champ), les escaliers de sortie sont situés derrière le mur blanc du fond. Paris, 5 mai 2020 © Lorraine Guénée.

Les agents de sécurité maîtrisent la file d'attente et gèrent le flux. Aurore leur a fourni un thermomètre Laser et une prise de température systématique est effectuée à l'entrée. Un bénévole, commercial de profession⁶⁴, prend une voix entraînante pour donner ses instructions *"Je vous invite à avancer"*, *"Montez les escaliers s'il vous plaît"*. Un salarié de l'association se place sur le côté de la table située en face de l'entrée et demande à chaque personne qui s'avance un peu trop vers le panier de reculer derrière la ligne blanche. A une des quatre tables d'accueil, une bénévole répète les consignes sanitaires aux quidams qu'elle ne reconnaît pas, c'est-à-dire la plupart. L'impression est celle d'un guichet de douane, ce qui vient aussi du fait que l'espace de distribution est réduit et que les couloirs de circulation sont étroits : il faut presque tout préparer d'avance avant l'ouverture, puis transformer l'espace de confection de paniers en espace de distribution. Dès le matin en effet, il y a un enjeu d'efficacité et de rapidité, avec 1 750 sacs alimentaires à préparer et entreposer adroitement. Pour compenser l'exiguïté des locaux et le fait qu'il y ait plusieurs volets de marches pour aller se servir, la responsable de distribution demande à ce que soient livrés dehors les paniers des plus âgé.e.s, des malades ou des femmes enceintes, en partie pour leur épargner la promiscuité avec les autres. L'insistance sur les consignes sanitaires est aussi grande que le lieu est étroit (par contraste, même en pleine distribution, le Carreau du Temple peut paraître assez vide tellement il est spacieux, ce qui rend cette tension minime). La possibilité d'intercepter les personnes est donc réduite, au point que les enquêtrices aient été ici plus dépendantes du responsable de distribution pour rencontrer des gens à interviewer.

Par contraste, l'espace des Grands Voisins se présente comme une halte, avec son grand patio, ses sièges accueillants, où certains viennent pour la conversation (document 12). S'entretenir avec eux a été d'une grande facilité, et c'est là que les enquêtrices totalisent le plus grand nombre d'entretiens. La première table d'accueil est placée deux virages après le trottoir, on se rend un à un à la table lorsque la personne précédente en est partie, on se sent moins pris dans un goulot d'évacuation qu'à Barbès ou au Carreau car l'architecture ménage des recoins.

⁶⁴ Gérant d'une société de nettoyage dont la clientèle est formée de bars-restaurants, il se présente comme "commercial, dans le relationnel".



Document 12 – Une partie du patio des Grands Voisins avant l’heure d’ouverture le 4 mai 2020, tables, chaises et bancs à l’abri du soleil ou de la pluie. © Odile Macchi

Le public est forcément plus composite, il y a là tous ceux qui cherchent un refuge ou l’effet guinguette. Les responsables le notent. Jade, de la conciergerie solidaire, indique que des liens se créent pendant ce confinement, et en pointant une table de joueurs de cartes, que *“ça pourrait leur manquer après”*. Benoit, des Cinq Toits (centre d’hébergement d’urgence du XVIème arrondissement) remarque à son tour que certains se sont faits des *“potes de confinement”*, il est heureux de constater que la tendance humaine à s’associer a pris le dessus sur la distanciation sociale. Une enquêtrice se retrouve ainsi prise dans une longue conversation avec une bande de jeunes, accompagnés par le père et l’oncle de l’un d’entre eux, gitans. Trois des quatre jeunes en question se rassemblent là comme ils le feraient dans les squats où ils résident d’ordinaire, bloqués à Paris par le confinement. C’est comme si l’esprit des Grands Voisins qui vise la convivialité en temps normal était un guide. Du reste, toute la préparation des paniers alimentaires est invisible aux usagers, ayant lieu à l’abri des regards, dans des coursives.

L’approche du public, médiée par des conceptions et des réflexions sur ce qui compte alimente aussi des ambiances contrastées – et répondre à l’appel du ventre n’est forcément la motivation centrale des agents⁶⁵ – . Les espaces sont sans doute mieux apprêtés pour certains groupes que pour d’autres (comme pour les jeunes ci-dessus), et là encore, les cultures organisationnelles semblent imprimer des intérêts plus marqués pour l’accueil de certains groupes - les “publics” attirés, pourrait-on dire, de ces lieux.

Les paroissiens du 6ème et du 16ème arrondissements, profanes de l’aide alimentaire, relatent tous que les personnes qui viennent ont *“besoin de parler”*. Disposée sur le côté de

⁶⁵ Voir par exemple Jean-Noël Retière, « Vivre sa foi, nourrir les pauvres. Sociohistoire de l’aide alimentaire confessionnelle à Nantes des années trente à nos jours », *Genèses*, 2002, vol. 3, n° 48, p. 4-29.

l'église, dans une enfilade de deux cours ménageant des recoins, la distribution accueille des habitués qui ont tout loisir de s'attarder sur les chaises disposées pour l'attente dans la première cours avant l'ouverture de la distribution, ou sur les rebords formés par l'aménagement architectural des abords de l'église (documents 13, 14 et 15).



Document 13 – Passage entre les deux cours de la distribution Sainte-Jeanne, Paris 16ème, le 14 mai en fin de distribution. © Odile Macchi.



Document 14 – Côté gauche de la courette d'accès à la distribution Sainte-Jeanne, Paris 16ème, le 14 mai 2020 en fin de distribution. A leur arrivée, les personnes peuvent s'installer sur les chaises et converser. © Odile Macchi.



Document 15 – Coin à l’ombre où s’agglomèrent les individus qui restent pour échanger après avoir récupéré leur panier derrière l’Église Saint-Jeanne-de-Chantal. Cliché du 14 mai avant la distribution. © Lorraine Guénée

Ce besoin d’écoute relaté immédiatement aux enquêtrices dans les paroisses se retrouve aussi au service social de la Ville, dont les employés expliquent que les personnes âgées trouvent n’importe quel prétexte pour appeler l’antenne ouverte, ou encore aux Restos du Coeur où les habitués sont frustrés de devoir circuler et de ne pas passer un moment à échanger. Contents d’installer un climat “*convivial, familial*”, à Notre-Dame-Des-Champs, les paroissiens avaient ainsi hâte que les consignes s’assouplissent pour pouvoir servir du café en sus du sac alimentaire (document 16).



Document 16 – La distribution de la paroisse Notre-Dame-Des-Champs un jour de clafoutis et de grand soleil. Une sans-abri en piteux état occupe l’asphalte au premier plan. 6 mai 2020 © Lorraine Guénée

Un chrétien du quartier dépose des clafoutis maison en début de distribution le 6 mai, la file d’attente mise à part, il y a une sorte d’esprit de goûter au soleil (document 17).



Document 17 – Gros plan sur les deux clafoutis déposés par un paroissien “amateur de pâtisserie”, qui n’en est pas à sa première oeuvre culinaire pour la distribution, un jour où les cerises sont encore rares et chères sur les marchés (une conserve?). Paris, 6 mai 2020 © Lorraine Guénée

Loin de là, le militantisme des étudiant.e.s et professeur.e.s de Saint-Denis se retrouve dans une approche écologico-économique et engagée de l’hygiène intime (*cups*, serviettes lavables, présence d’une gynécologue) et dans la façon de présenter la distribution comme un débouché des grèves hivernales, et un espace où les bénéficiaires n’ont pas à se livrer s’ils ne le souhaitent pas. Certains l’ont déjà fait en signalant des situations difficiles par mail, ce qui leur a valu un traitement prioritaire pour recevoir le colis alimentaire voire un accompagnement plus serré sur le plan scolaire et social (par un système de “marrainage/parrainage informel”).

Enfin, rien ne semble perturber Julie Lavayssière d’Utopia 56, qui tient tête aux quelques agacés parmi une troupe de migrants qui sont semble-t-il les mêmes que ceux qu’elle pourrait voir d’habitude⁶⁶, lors d’une distribution expéditive au pied d’une camionnette porte de la Chapelle, où la militante de la cause des exilés fournit toutefois tous les renseignements demandés.

⁶⁶ Voir Julie Lavayssière, *Aux portes du camp. Campements d'exilés, agents d'exécution et solidarités à la Porte de la Chapelle*, mémoire de master 2 de sociologie, sous la direction d'Agnès Deboulet, Université Paris 8, octobre 2018.

A partir de ces éléments, on comprend que la possibilité pour les intervenants sociaux et pour nous d'accéder à des histoires de "nouveaux publics" soient bien inégales selon les lieux. Chaque guichet porte une attention plus soutenue à certains groupes, à certaines formes de détresse, que ne figurent vraisemblablement pas ceux qui sont assignés, après coup, aux rangs des nouveaux publics.

2.3 Des formes de détresse à géométrie variable : l'exemple des familles

Qui priorise-t-on, qui réoriente-on, et selon quels principes ? Sur les lieux de distribution de colis alimentaires, le repérage des ménages éconduits (voir annexe 3) ou réorientés donne, par contraste, une idée assez précise de la cible visée par l'équipe gestionnaire. Ainsi, dans plusieurs des distributions étudiées, des "familles modestes", en ces termes présentées par les patrons d'associations et des gouvernants comme une des illustrations les plus préoccupantes de la crise alimentaire se profilant et une des images des nouveaux publics de l'assistance (cf introduction), sont adressées à d'autres services, jugés plus à même de répondre à leurs difficultés.

Pour Thibault Leblond (à propos des paroisses) ou pour des salariés d'accueils de jour, il est ainsi plus pertinent de les orienter vers des épiceries sociales, qui fournissent des aliments à cuisiner plutôt que des repas tout prêts destinés à être mangés dans la rue, et où se trouvent du reste des produits spécialisés pour les enfants. Au Carreau du Temple, au sein donc du même espace d'accueil, les familles migrantes hébergées en hôtel d'urgence qui viennent chercher des paniers repas ne sont pas considérées également prioritaires par tous les acteurs. Lorsque ces personnes prennent des produits qu'elles pourraient acheter avec les tickets services qui leur ont été distribués⁶⁷, Movses et ses collègues de l'ESI essaient de les raisonner pour qu'elles les laissent à plus démunies qu'elles. Solange Gomis, co-responsable de la distribution pour Aurore ne tient pas le même discours : pour elle, les familles en hôtel font partie du public légitime, sans non plus être pensées comme le public prioritaire du Carreau du Temple. Par contraste, à Barbès, les responsables de la distribution ont décidé de donner plusieurs paniers aux familles hébergées à l'hôtel car en général elles n'ont pas la possibilité de cuisiner. Pourtant la question du nombre de paniers à distribuer apparaît comme un enjeu crucial, vu les pénuries fréquentes en fin de distribution. Quand il n'y a plus rien, ce qui arrive fréquemment à 13h30, plutôt qu'une cinquantaine de personnes ne repartent bredouille on donne *a minima* de l'eau et du pain. Après plusieurs concertations, les responsables ont donc décidé de limiter l'octroi à un panier pour les isolés et deux pour les familles. Cette exception vis-à-vis de celles qui vivent à l'hôtel, pour qui "*c'est plus compliqué*", marque donc bien le fait que ce public soit favorisé à Barbès. Si une salariée Aurore insiste beaucoup sur sa prodigalité vis-à-vis des familles, elle établit quand même des

⁶⁷ Depuis le début du confinement, des tickets services, permettant d'acheter des denrées alimentaires dans plusieurs commerces, ont été délivrés à plusieurs reprises (toutes les deux semaines environ) aux ménages hébergés à l'hôtel, dans toute l'Ile-de-France.

différences entre les plus démunies et celles qui sont logées avec des sources de revenus stables. La direction d'Aurore a du reste demandé que toutes ces familles soient orientées vers les épiceries sociales, pour réduire le nombre de paniers d'urgence distribués.

Ainsi, les familles les moins mal loties sont plutôt réorientées vers les épiceries sociales, dans des lieux de distribution soumis à des moments de pénuries. Le problème de cette réorientation est qu'elle suscite des déconvenues. A Barbès, le petit carton posé sur les tables de distribution indique la rue Montcalm comme lieu où se nourrir alentour (cf. document 3). A midi trente, une longue file de 50 mètres borde les immeubles de cette rue. Sauf que l'obtention d'un panier choisi dans cette épicerie du Secours Populaire est dépendante du fait d'avoir passé un entretien social, et que les quelques salariés susceptibles de le faire passer n'ont plus de créneau disponible les deux semaines suivants notre jour d'observation. Ce n'est pas un lieu de distribution en accès libre. Pour faire face au flux de personnes nouvelles, l'épicerie distribue un "kit urgence" (des pâtes, du riz). Des statistiques internes ont été produites pour tenter de mieux connaître ces nouveaux accueillis, la moitié d'entre eux n'ont pas été orientés par le Secours Populaire. Abdelsem Ghazi, responsable de l'antenne parisienne du Secours Populaire, explique qu'on vise la "*traçabilité*" et l'accompagnement des personnes en fonctionnant avec un rendez-vous social préalable à l'accès au lieu, pas au filtrage (quoiqu'il ait en tête un cas de chômeur qui touchait 1 100€ par mois, évincé).

La délimitation de publics cibles et les réorientations ne prennent pas forcément la forme d'une partie de ping-pong⁶⁸. A Saint-Jeanne-de-Chantal, les quelques femmes bénévoles présentes le 14 mai, profanes de l'aide sociale, veulent pouvoir bien guider les personnes, les réorienter sans penser à les exclure. Elles ne se sont pas trouvées en situation de ne plus pouvoir donner de sacs alimentaires avant la fin de la distribution, la question du tri entre les demandeurs ne s'est pas posée. En revanche, elles sont dans une démarche d'apprentissage, et sont allées à une formation du Centre d'action sociale de la Ville de Paris pour comprendre les rôles de services sociaux de secteur et mieux renseigner d'éventuels bénéficiaires. Elles ont alors découvert que les personnes qui ne pouvaient pas prouver une domiciliation à Paris pendant trois années consécutives et n'étaient pas sans-abri (donc clients des ESI, des maraudes, etc.) tombaient un peu dans un vide entre prise en charge de la grande exclusion et prise en charge sociale des ménages modestes (et en situation régulière) par la municipalité. Leur découverte du système les fait mettre le doigt là où se nichent volontiers les "nouveaux publics" : que faire avec ceux qui se débrouillent d'habitude et n'entrent pas dans le "profilage" des clients prioritaires et réguliers de l'assistance ?

On comprend par conséquent qu'interroger les guichetiers sur les nouveaux publics soit à la fois toujours fructueux et bien souvent à côté de la plaque. Les enquêtés ont bien des choses à dire au sujet de ceux qu'ils accueillent et sur les nouveaux venus, mais ils sont souvent bien en peine de nous en présenter un échantillon. Il ne faudrait pas pour autant tenir ces énoncés

⁶⁸ Selon l'image de Julien Damon (*La question SDF, op. cit.*)

comme des discours (ou des représentations) séparés de l'action. En situation, les guichetiers ne ferment ni les yeux ni les oreilles devant ceux qu'ils accueillent. Ils se posent des questions, ils mènent des enquêtes. Mais ces enquêtes sont postées, et ressortissent également à des ambiances très disparates. Ces ambiances colorées par les équipes locales dépendent autant des projets et identités institutionnels que des moyens à disposition pour improviser des espaces de distribution durant le confinement. Quoiqu'il en soit, il paraît évident que ces lieux sont plus ou moins apprêtés à la réception des différents groupes se rendant aux distributions alimentaires – et le thème de la fraude, qui traverse la plupart des sites d'enquête le montre bien. Si bien que la sensibilité à la détresse – la capacité à la repérer, à la reconnaître, à en tenir et à en rendre compte –, varie d'un endroit à l'autre, en quoi les moments de regroupements entre professionnels importent en ce qu'ils permettent de partager des visions situées du public, compulsées dans un récit, pour ne pas dire une mémoire vive, de la place.

3. Des nouvelles figures de la pauvreté ?

Cette mémoire vive des espaces d'accueil laisse cependant quelques traces, dans la presse notamment, où grossit l'écho d'inquiétudes formées à bas bruit sur le terrain des distributions⁶⁹. Mais cette publicité ne saurait être prise pour un agrandissement parfaitement proportionnel aux dimensions originales des rencontres au guichet. Sur le terrain, dans le feu de la distribution, les nouveaux publics ne se donnent pas à voir comme tels, et les ménages qui correspondraient le mieux aux illustrations données par les responsables d'organisations caritatives ne s'attardent pas ou s'effacent même devant les publics attirés des équipes locales. Pour construire cette dernière partie du rapport, nous avons essayé de suivre les pistes laissées par les guichetiers pour ainsi dire à la marge de leur activité courante – si l'image convient pour dire qu'il ne s'agit que de traces, dont l'organisation reste à explorer et qui ne mènent pas forcément à la destination attendue. Le tableau s'organisera en deux volets de portraits. Les fausses pistes d'abord, menant à des groupes déjà soutenus par l'assistance (3.1.) : la crise sanitaire et le confinement conduisent en nombre des ménages fragiles aux guichets de l'aide sociale, et rendent par bribes plus saillantes des formes de débrouille, autrement moins aisément et moins largement repérables. Mais ces ménages sont déjà familiers de l'assistance, en l'occurrence de l'aide alimentaire. Des pistes plus intrigantes ensuite, donnant à apercevoir des groupes recourant nouvellement à l'aide alimentaire, auprès desquels nous proposons d'approfondir l'enquête (3.2.).

3.1. De faux nouveaux, de vrais assistés : comment le confinement rend plus visibles et réorganise des économies domestiques reposant sur les subsides de l'assistance

La crise conduit aux portes des services d'aide des ménages pauvres, entendons là, qui sont déjà assistés, sur place ou par ailleurs, pensons par exemple aux habitués de l'accueil de jour du Samusocial, fermé pendant le confinement, qui retrouvent des visages familiers au Carreau du Temple, dont l'équipe est en bonne partie composée de salariés de l'Espace Solidarité Insertion. Le recours à ces guichets répond à trois logiques, qui semblent

⁶⁹ Au moment de boucler la première version de ce rapport, aucun bilan d'activité n'a été porté à notre connaissance, sauf de premiers comptages provenant du Carreau du Temple, mais il doit en exister ailleurs, à propos des bénéficiaires des denrées et autres biens distribués.

démarquer assez franchement trois profils d’usagers : i) les services ouverts se substituent à d’autres momentanément fermés, et on trouve ici ce que l’on trouve là-bas d’ordinaire, à savoir des dons en nature qui forment une partie sans doute non négligeable des revenus des ménages concernés⁷⁰, et pour certains des moments de sociabilité prenant habituellement place autour de distributions alimentaires ; ii) les services ouverts apportent, en nature⁷¹, un complément de revenu, à des unités domestiques présentant déjà d’importante difficultés économiques, faisant déjà appel à l’assistance. Avec le confinement, le recours à l’aide sociale s’intensifie, comme une réponse à des augmentations soudaines des prix sur les circuits commerciaux où les ménages s’approvisionnent normalement, et comme une forme de prévention en vue d’une dégradation anticipée de leur condition ; iii) des individus se présentant ostensiblement comme des “travailleurs”, mais visiblement loin de l’emploi ou de situations d’emploi stables, leur procurant des revenus suffisants, qui recourent de façon prononcée aux services d’aide durant le confinement, autant pour y trouver des ressources de première nécessité qu’il ne pourraient pas se procurer hors de ce circuit, que pour entretenir des relations avec des intervenants sociaux.

3.1.1. L’écheveau des expédients relié au fil des distributions ouvertes pendant le confinement

De taille moyenne, Jeanne, 70 ans, aux longs cheveux gris et à la frange bien mise, ne vient aux Grands Voisins que depuis quelques jours. Elle avait l’habitude de prendre des repas au foyer de Grenelle, un centre social⁷² fermé à cause de l’épidémie. Là-bas, un repas était proposé une fois par semaine, le mercredi, et elle repartait en plus avec un colis. Pour bénéficier du repas sur place, elle aidait à faire la soupe : “*Il faut aider pour manger !*” Pour compléter les dons du foyer de Grenelle, elle glanait les restes du marché. Elle se rend aussi, depuis cinq ans qu’elle est retraitée, gagne moins et a plus de temps, à la distribution alimentaire quotidienne de Dupleix, où des plats chauds

⁷⁰ Cela représente 50% des dépenses d’alimentation pour le ménage espagnol que Pierre Blavier avait suivi dans sa thèse, *Les manifestations socio-économiques du chômage de masse et les réaménagements des budgets des ménages pour y faire face. Le cas de la Grande Récession espagnoles (2008-2015)*, thèse de sociologie, sous la direction de Jérôme Bourdieu et Frédéric Lebaron, EHESS, Paris, 2017

⁷¹ Parler de revenus en nature est une invention comptable de Frédéric Le Play et de ses associés (*Les ouvriers européens. Etudes sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l’Europe*, Imprimerie impériale, Paris, 1855). La notion vise à prendre en compte, à rebours de la comptabilité de l’économie classique, les ressources provenant de dons, de trouvailles, de “subventions de la nature” également, qui peuvent, en certains contextes, composer une part importante des ressources des groupes domestiques étudiés. Reposant sur une revisite historique des monographies européennes et des deux mondes dans le cadre du séminaire “Pratique d’enquête et sens de la réalité sociale” (évoqué *supra*), Alain Cottureau a renouvelé une tradition d’enquêtes budgétaires de première main (dont Anne Lhuissier décrit la décote dès l’entre-deux-guerres dans un mémoire inédit). Une première monographie a paru en 2012 : Alain Cottureau et Mokhtar Marzok, *Une famille andalouse, ethnocomptabilité d’une économie invisible*, Editions Bouchène, Saint-Denis, 2012 ; d’autres ont suivi auprès de ménages pauvres par les auteurs de ce rapport notamment, dont on trouve un aperçu dans Erwan Le Méner (dir.), *Joindre les deux bouts. Enquêtes d’ethnocomptabilité*, *Revue des politiques sociales et familiales*, n°123, 2016.

⁷² [Foyer de Grenelle](#), accueil du site web, consulté le 9 juin 2020.

sont donnés tous les soirs et où l'on repart avec un panier. Sur les conseils d'amis croisés là-bas, elle s'est rendue aux Grands Voisins pour remplacer ces sources d'approvisionnement momentanément inaccessibles. Originnaire de l'Île Maurice, Jeanne vit en métropole depuis 42 ans. Elle loge seule dans une chambre de bonne dans le 7ème arrondissement. Cette ancienne femme de ménage touche une retraite de 500 euros, ce qui est peu, mais elle ne dépense presque rien pour le loyer, qui est très faible car elle habite dans cette chambre depuis très longtemps. Elle a une soeur qui vit également à Paris, et connaît beaucoup de monde. Elle trouve le confinement difficile car elle ne peut plus aller au marché récupérer des tomates ou des salades⁷³.

Selon les observateurs, Jeanne peut apparaître comme une "retraîtée", une "personne logée" ou une "femme d'un certain âge". Ayant un toit et touchant une pension de retraite tous les mois, son recours à l'aide alimentaire pourrait être tenu pour illégitime dans la perspective d'un soutien prioritaire aux gens de la rue et aux plus démunis. Pourtant, loin de profiter d'une opportunité née du confinement pour accumuler des biens, Jeanne ne fait qu'adapter son activité de glanage, nécessaire pour compléter sa maigre pension, à la nouvelle configuration des ressources disponibles⁷⁴. S'approvisionnant depuis des années dans les cagettes laissées par les commerçants à la fin des marchés, ainsi qu'au foyer de Grenelle lui délivrant un colis alimentaire et l'invitant une fois par semaine à prendre un repas chaud sur place en échange de sa participation en cuisine, elle se trouve privée de tout ce pan de ressources et de sociabilités, qui doivent être remplacées par d'autres. Ici le panier repas, qui du point de vue de certains guichetiers devrait être réservé en priorité à ceux qui ne peuvent pas cuisiner car n'ont pas de logement, n'est récupéré que faute de mieux, c'est-à-dire faute d'aliments à cuisiner chez soi. On recroise d'ailleurs Jeanne à une autre distribution, cette fois à la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal, qui octroie des paniers un peu plus consistants. Il est fort probable que la privation des denrées du marché l'oblige à multiplier ses passages aux différents guichets, alors qu'auparavant elle se débrouillait en se rendant de façon routinière à quelques endroits, fermés avec le confinement. Parmi les personnes seules logées qui se présentent à Sainte-Jeanne, se trouvent également des gens dont la pension ou l'allocation s'élève à près de 1 000 euros, mais dont le loyer est plus élevé que celui de Jeanne et qui, comme elle, sollicitaient déjà l'aide alimentaire : Jeannot, qui a élu domicile dans une chambre de bonne à Auteuil pour 300 euros par mois, allait à Saint-Augustin tous les mardis "*avec des copains*", pour le repas chaud, et Brigitte, 54 ans, dont la pension d'invalidité est passée de 1 500 à moins de 1000 euros l'an passé et qui s'acquitte d'un loyer mensuel de 467 euros, se rendait aux distributions de l'église américaine et auprès des équipes de Saint-Vincent pour l'aide alimentaire.

⁷³ *Journal d'enquête, op. cit.*, entrée du 14 mai 2020.

⁷⁴ L'étude Abena (2004-2005) identifie le recours au "multi-glanage", entre cumul d'aides alimentaires, récupération d'invendus au marché et achats dans les hard-discount. Christine César, *Comportements alimentaires et situations de pauvreté. Aspects socio-anthropologiques de l'alimentation des personnes recourant à l'aide alimentaire en France*, Institut de veille sanitaire, 2007, p. 43-44.

Plus visibles, car plus présents dans le réseau resserré de l'aide alimentaire pour pallier la fermeture de leurs lieux habituels de glanage, de nombreux ménages semblent ainsi fréquenter plus assidûment des distributions généralistes et mettent en évidence des systèmes de survie reposant sur la combinaison de diverses sources d'approvisionnement associant recours à l'assistance et débrouille quotidienne hors circuits assistanciels.

Apparaissent alors des usages de l'assistance diversifiés, qui font parfois émerger des besoins alimentaires que l'aide ne couvre qu'imparfaitement, quantitativement comme qualitativement. Comme Jeanne, les mères qui viennent ensemble chercher des paniers pour toute la famille, depuis le centre d'hébergement d'urgence Dareau, à moins d'un kilomètre des Grands Voisins, sont loin d'être nouvelles dans le circuit de l'assistance. Hébergées en centre collectifs, elles y reçoivent tous les soirs un repas par personne, qu'elles désignent comme des *"barquettes"* ; avant le confinement, elle pouvaient également obtenir des ressources dans les ESI Familles en journée. Saïda, 43 ans, accompagnée de Dahbia et Asmaa, des voisines du même âge qui y viennent depuis plusieurs semaines, se rend aux Grands Voisins pour la première fois le 4 mai. Elle s'est facilement laissée convaincre par Dahbia, qui a comme elle un enfant handicapé qu'il est difficile de nourrir avec les *"barquettes"*, alors que les paniers repas, notamment les compotes, sont plus adaptés à leur alimentation. N'ayant pas de cuisine pour lui préparer des plats, elle est à l'affût des préparations alimentaires mixées : *"Là où il y a des compotes, j'y vais, je suis partante !"*, s'exclame-t-elle. Partie d'Algérie en novembre 2019 avec son mari et leur fils de 9 ans en confiant les trois autres enfants à la famille au pays, Saïda a comme ses voisines passé une partie de l'hiver à la rue, et a l'habitude de battre le pavé pour récupérer des colis de lieu en lieu, jonglant avec les horaires d'ouverture, les fermetures hebdomadaires, et les nuits à la rue et dans des haltes qu'il faut quitter au matin, de quoi satisfaire les besoins particuliers de sa famille⁷⁵. Si le confinement a provoqué une modification dans l'accès aux ressources, ce n'est pour elle qu'un changement de plus dans une vie où, depuis l'arrivée en France, chaque jour ne ressemble jamais au précédent et où il faut recalibrer sans cesse son action à des conditions de survie changeantes.

Les familles à la rue présentées comme un public important des distributions depuis le début du confinement (voir introduction) font donc partie de ces ménages, qui peuvent inclure des personnes isolées⁷⁶ jusqu'aux familles nombreuses, dont les revenus ne suffisent pas à la survie et qui doivent régulièrement partir en quête d'autres ressources, qu'elles proviennent de l'assistance ou de circuits d'approvisionnement moins visibles aux services sociaux. Saïda a ainsi trouvé via Facebook trois personnes venues tour à tour lui apporter de la nourriture dans son foyer.

Retraités à faible pension et familles fraîchement arrivées en France sont autant de personnes qui utilisent leur temps à chercher des ressources que leurs revenus ne permettent pas

⁷⁵ Sur la situation des familles "à la rue", particulièrement médiatisée à l'été et à l'automne 2019, voir l'enquête de première main d'Odile Macchi, *A la recherche...*, op. cit.

⁷⁶ "Ceci n'est pas une pipe". L'emploi du terme "famille" (comme celui d'isolé d'ailleurs, mais de façon plus insidieuse), obère les liens familiaux qui permettent aux dites familles de vivre leur vie loin d'une partie des leurs.

d'acheter. Pour eux, l'assistance des services sociaux fait partie d'un panel de solutions plus qu'elle ne représente une voie de recours dans laquelle ils "tomberaient" soudainement. L'exercice d'un même art de combinaison de ressources composites et changeantes au gré des contextes, rassemble des bénéficiaires de minima sociaux tout comme des individus qui travaillent mais dont le revenu ne suffit pas à assurer la survie, et cela bien avant le confinement déjà, des personnes hébergées tout comme des ménages qui disposent de leur propre logement.

Bénéficiaire du RSA, Khedidja, 58 ans, habite dans un petit studio à Château Rouge depuis 2012 après avoir logé des années chez des tiers puis dans des hôtels d'urgence. Elle ne manque pas de bonnes adresses pour récupérer des denrées alimentaires, des adresses découvertes et mémorisées au cours de ses années de galère et de ses nombreux déménagements dans cette période⁷⁷. Ses ressources monétaires ne lui permettent pas de couvrir tous ses besoins alimentaires. Elle va parfois jusqu'à la gare de Lyon pour récupérer à moitié prix du poulet ou du poisson proche de la date de péremption. Plus près de chez elle, elle s'est assurée les bonnes grâces d'un boucher à Barbès qui la sert généreusement. Elle s'habille grâce aux puces de Saint-Ouen ou dans la chaîne de magasins d'occasion Guerrisol, très présente dans le 18^e arrondissement.

De lieu en lieu, des ménages, pour lesquels l'aide alimentaire fait partie du puzzle des débrouilles quotidiennes, se présentent dans les distributions, en partie pour remplacer ce qu'ils pouvaient trouver dans des lieux aujourd'hui fermés et qui fournissaient des denrées alimentaires (que ce soit des ESI pour les familles "à la rue" ou les épiceries sociales), en partie parce qu'ils ont eu connaissance de ce qui apparaît pour eux comme de nouvelles opportunités pour joindre les deux bouts, et le faire de façon plus aisée.

C'est ainsi que trois femmes, qui se sont connues dans l'hôtel en face de la distribution de Barbès et vivent aujourd'hui chacune dans un logement social du quartier avec leurs quatre enfants, sans conjoint, ont repéré l'endroit en allant faire leurs courses chez Lidl. Le complément qu'apportent les paniers repas aux ressources alimentaires de ces bénéficiaires du RSA qui ont chacune un loyer à payer (600 euros environ au total, dont une partie est financée par l'aide au logement), n'est pas négligeable : *"ça facilite !"*, conclut l'une d'elles, avant qu'elles ne prennent congé pour aller retrouver les enfants laissés à la maison.

Ces ménages peuvent d'autant plus donner l'impression de faire partie des nouveaux publics de l'assistance qu'ils se servent de l'aide alimentaire pour encaisser des coups durs, des moments de creux, même si ceux-ci sont indépendants des effets de la crise sanitaire. Ces coups durs, fréquents dans ces vies où les systèmes de survie sont précaires, peuvent être

⁷⁷ On trouve une même acquisition de connaissances sur les bons plans et les bonnes adresses chez les familles logées en hôtel social, qui ont souvent parcouru l'Ile-de-France de chambre en chambre et n'hésitent pas à se déplacer loin de leur hébergement pour rejoindre l'un de ces lieux aux tarifs intéressants, ou aux quantités généreusement servies. O. Macchi, N. Oppenchaim, *Adolescents sans-logement. Grandir dans une chambre d'hôtel avec sa famille*. Défenseur des Droits, 2019.

des suspensions de droits, des périodes de chômage ou des décaissements exceptionnels⁷⁸. Nora se rend aux Grands Voisins depuis deux semaines car l'enfant dont elle assurait la garde a grandi et les parents sont passés à un autre mode de garde. Le temps de retrouver un employeur, elle a bien besoin de l'aide alimentaire que constituent les paniers repas. Mona, l'amie qui l'accompagne, est dans une situation autrement plus périlleuse : à la suite d'une enquête préfectorale, ses papiers lui ont été enlevés, elle a dû quitter du jour au lendemain son emploi à la ville de Paris comme femme de ménage dans les écoles⁷⁹. Sans son salaire de 1 000 euros par mois, et sans l'allocation logement qui finançait une partie des 500 euros de loyer qu'elle doit verser pour le F2 qu'elle occupe dans le 14^e arrondissement avec ses deux enfants de 5 et 9 ans, elle se retrouve dans une situation critique et son assistante sociale lui a conseillé de se rendre aux Grands Voisins ainsi que dans un autre lieu de distribution géré par la mairie, encore plus proche de chez elle. Pour Mona, qui a oeuvré depuis des années pour que sa fille aînée obtienne son diplôme d'ingénieur (prévu en juin 2020), le choc est rude.

Parfois, ces coups durs sont aggravés par le confinement, qui augmente les délais de résolution des situations. Zora ne fréquente pas les distributions d'ordinaire. Cela rendrait bien service à la famille, mais elle y a renoncé et procédé à d'autres arbitrages : *"Fallait y aller, j'étais pas bien niveau santé, attendre 1h30 ça me pesait, j'emmenais les enfants à l'école, j'y allais, fallait tout suite repartir les chercher."* Pourtant, son allocation de solidarité spécifique⁸⁰ étant suspendue parce qu'elle a égaré un papier nécessaire au renouvellement, elle se rend quasi quotidiennement à la distribution de Barbès, qu'elle a découverte par hasard, en passant devant, et dont le service expéditif convient très bien à son emploi du temps de mère de famille nombreuse. Comme Zora, plusieurs personnes aux droits suspendus ont été rencontrées de site en site.

Ainsi, les lieux de distribution ouverts pendant le confinement sont le point de rencontre de ménages pauvres dont les solutions passent d'habitude plus inaperçues, soit qu'elles passent hors des circuits de l'assistance (glanage de nourriture sur les marchés, promotions et récupération dans un réseau de commerçants bienveillants, etc.), soit qu'elles s'inscrivent

⁷⁸ Voir le budget précisément recomposé et ses fluctuations sur une période de 9 ans, des ressources et des dépenses d'une maisonnée de trois, hébergée successivement chez des proches, en hôtel d'urgence et en logement accompagné, avant d'emménager, une fois les papiers obtenus, en logement social : Erwan Le Méner, "Au nom du fils. Ethnocomptabilité d'une famille de sans-papiers hébergée en hôtel social", *Revue des politiques sociales et familiales*, n°123, p. 41-55.

⁷⁹ Dans ces cas de perte brutale du revenu, les familles monoparentales sont forcément plus exposées, ne pouvant compter sur une compensation de la part de l'autre membre du couple en cas de coup dur. Voir à ce sujet, sur la situation préjudiciable des familles monoparentales faisant appel au 115 : Mireille Eberhard, Emilie Segol et Emmanuelle Guyavarch, *Monoparentalité et précarité. La situation des familles sans logement en Ile-de-France*, Dossier d'études, Collection des documents de travail de la CNAF, n°209, 2019 ; à l'inverse, l'étude de cas d'E. Le Méner montre les effets protecteurs du couplage économique entre les activités des époux et les arbitrages pour la famille, "Au nom du fil...", *op. cit.*

⁸⁰ Une allocation activable après épuisement des droits au chômage.

dans des espaces dédiés, comme les ESI Familles, qui tiennent des catégories de bénéficiaires à l'écart des guichets généralistes.

3.1.2. Quand le confinement génère des dépenses et des incertitudes comblées par l'assistance, ressources égales par ailleurs

Pour les ménages décrits plus haut le confinement a occasionné une réorganisation de leurs circuits d'approvisionnement avec un accent plus marqué sur les solutions de secours déployées pendant la crise, sans réellement modifier leurs besoins. Dans d'autres foyers, la situation a généré de nouveaux besoins, sans que les sources et le montant de leurs revenus n'aient été affectés pour autant.

Laurence, 39 ans, habite dans un appartement du 13ème arrondissement. Son fils de 10 ans est domicilié chez son père à Rouen, où il est scolarisé. La situation est très conflictuelle entre les deux parents, séparés depuis sept ans. Ayant mal supporté la séparation, le père mobilise des témoignages à charge contre la mère pour qu'elle ne voie plus son fils, les échanges entre eux se font par avocats interposés. D'ordinaire, Laurence prend le train pour aller chercher son fils et le ramener, en fraudant car elle ne peut pas payer le billet. Avec le confinement, elle ne peut plus le voir, le père ne voulant rien faire pour favoriser les contacts entre eux.

Laurence ne supporte plus de rester seule chez elle, "*[elle a] besoin de voir d'autres visages*". Elle vient car cela la déprime de faire la cuisine pour elle seule. Elle a entendu parler des Grands Voisins à l'Arche d'Avenir, un lieu d'accueil de jour de son quartier, qu'elle connaît depuis longtemps mais ne fréquente que depuis un an, de façon irrégulière, pour obtenir des recharges de téléphone pas chères ou faire des photocopies. En ce moment elle n'y va plus car ils ne proposent que des douches. Laurence ne travaille pas, une formation l'attend, un CAP pour accompagner de jeunes enfants, mais elle a été reportée à la suite du confinement. Elle a travaillé avant mais comme elle n'avait pas de CAP, elle ne faisait que les sorties d'école. Elle souhaite avoir un diplôme pour obtenir un plein temps. Pour l'instant, elle touche 500 euros de Pôle Emploi, elle dépense 203 euros pour le loyer, le reste est pris en charge par l'APL. Après le paiement du loyer et des courses, il lui reste 30 à 40 euros, et elle doit encore payer l'assurance maison. Elle récupère des choses gratuites mais trouve que ce n'est pas une vie. Elle ne peut jamais partir en vacances. Le rendez-vous qu'elle avait avec son assistante sociale a été annulé, or c'est grâce à elle qu'elle parvient à avoir parfois des aides financières. Laurence fréquente les Grands Voisins depuis mercredi dernier. Aujourd'hui elle va récupérer des produits d'hygiène en plus des repas. Elle dit qu'elle pourrait s'en sortir pour se nourrir sans aide mais elle redit qu'elle ne veut pas cuisiner seule. Venir aux Grands Voisins, c'est pouvoir déjeuner sur place et discuter avec d'autres personnes, la solitude lui pèse.⁸¹

⁸¹ Extrait d'un compte rendu d'entretien avec Laurence, 39 ans, aux Grands Voisins, Paris 14è in *Journal de terrain*, op. cit. entrée du 14 mai 2020.

Étant donné le faible montant du revenu de Laurence, il n'est pas surprenant qu'elle ait besoin d'un apport alimentaire gratuit, mais sa présence à la distribution s'explique surtout par sa recherche de convivialité. Coupée de son fils, et de toute autre relation sociale, à cause du confinement, elle ne parvient plus à trouver la motivation pour cuisiner seule. Venir aux Grands Voisins est pour elle l'occasion de nouer des contacts, d'échanger quelques heures avec d'autres usagers. Pourtant logée, elle fréquentait un ESI, où les services visent principalement les sans domicile – rester au chaud, prendre une douche, laver ses vêtements – car elle pouvait y trouver quelques ressources gratuites qu'elle ne pouvait se payer. Aux Grands Voisins, elle a su pareillement trouver ce dont elle avait besoin. Ce lieu offrant un havre de sociabilité dans une ville marquée par les règles sanitaires et les obligations de distanciation sociale, réunit d'autres personnes qui, comme elles, privilégient les contacts qu'ils pourront y nouer (cf. partie 2.2). Ici et là, des usagers viennent ainsi chercher quelques phrases à échanger, des instants qui brisent leur solitude. Au CASVP, le responsable des sites du 19^{ème} arrondissement, Jean-François Daval, souligne la forte sollicitation des services par les personnes âgées depuis le début du confinement : *“C'est ce qui nous a le plus surpris, les personnes âgées qui sortent de chez elles. Le confinement a mis en exergue l'isolement des personnes âgées”*. Son adjoint, responsable du site Meynadier, confirme que le site, resté ouvert pendant toute la période, a accueilli beaucoup de retraités qui venaient beaucoup plus qu'à l'ordinaire poser une question, déposer un chèque ou un formulaire malgré les consignes d'envoyer par la Poste ou de déposer dans la boîte aux lettres, et en profitaient pour échanger avec les guichetiers. Beaucoup de commerces de proximité ayant fermé, et le confinement pouvant générer quelque angoisse, ces personnes trouvaient dans les services sociaux restés ouverts des points de stabilité et des zones de présence humaine stables et rassurantes.

D'autres ménages peuvent aussi se rendre dans les distributions afin de se constituer des stocks de nourriture. Cette réaction, qui a touché toute la population à l'annonce du confinement et s'est prolongée quelques semaines, nécessite d'avoir quelques économies pour se permettre ces dépenses anticipées. Pour ceux qui sont juste financièrement, et ne veulent pas se priver de cette pratique qui les rassurerait d'autant plus qu'ils la voient exercée par beaucoup, le recours aux distributions peut être une solution, de même que la sollicitation des services sociaux. Jean-François Daval précise que le CASVP, dont l'essentiel du travail a consisté en cette période à fournir des aides alimentaires, a vu émerger des demandes venant de personnes dont la situation n'avait pas changé depuis le confinement, mais qui répondaient à l'angoisse de ne pouvoir tenir sur toute la période en sollicitant l'aide alimentaire.

Il est possible également que cette inquiétude du moment soit renforcée par l'augmentation des prix, soulignée par beaucoup, usagers comme guichetiers, augmentation qui a pu provoquer l'arrivée d'usagers qui d'ordinaire s'en sortent sans les aides alimentaires, mais ne

parviennent plus à faire face à l'ensemble de leurs dépenses⁸². C'est le cas de Monique, 77 ans, habitante du 18^e arrondissement depuis 30 ans, rencontrée à la distribution de Barbès. Avec une retraite de moins de 1 000 euros, et un loyer de 350 euros, auquel s'ajoutent les charges d'électricité et de gaz, l'abonnement téléphonique, l'assurance et la mutuelle, son budget est serré. Elle parvenait tout juste à s'en sortir jusqu'à présent, mais la fermeture des marchés et la hausse des prix dans les magasins ont fait voler en éclats son équilibre budgétaire. L'accès aux paniers repas lui permet de *"compenser un peu"*. L'ancienne femme de chambre dans une clinique – *"36 ans dans la même place"* –, déplore toutefois : *"ça fait très longtemps que je n'ai pas mangé de fruits et de légumes"*. Elle espère pouvoir obtenir une carte du Secours Populaire et accéder à l'épicerie sociale de la rue Montcalm, saturée en ce moment.

Cette hausse des prix est d'autant plus dommageable pour les familles qui doivent nourrir leurs enfants y compris le midi, en l'absence de services de cantine scolaire. A Paris, le prix du repas est inférieur à 1 euro pour les familles les plus impécunieuses : 0,13 euros pour un quotient familial inférieur ou égal à 234 euros, 0,85 pour un quotient familial inférieur ou égal à 384 euros⁸³. Les repas confectionnés à la maison sont forcément plus onéreux, et la consommation alimentaire tend à augmenter avec le confinement : *"les enfants mangent trop !"*, s'exclame Aminata, 40 ans, qui vit dans un deux pièces de 30m² avec ses enfants de 7, 11 et 14 ans et bénéficie du RSA. Avec ses 800 euros de revenu (RSA plus allocations familiales)⁸⁴, il lui reste après le paiement du loyer à un propriétaire privé 470 euros pour faire face à toutes les charges et dépenses de la famille. Habitée au découvert bancaire, elle voit celui-ci se creuser depuis le début du confinement⁸⁵. La distribution lui permet de limiter les dégâts, mais aussi de varier les plaisirs pour ses enfants, qui aiment tout particulièrement les petits fromages et les sablés proposés dans les paniers. Cela lui permet de compléter ce qu'elle trouve par ailleurs chez Lidl, ou chez HMarket, réseau discount de grande distribution

⁸² Sur la grande sensibilité de l'affluence aux guichets d'aide alimentaire aux variations économiques, voir Jean-Pierre Le Crom, Jean-Noël Retière, "Nourrir les pauvres...", *op. cit.*

⁸³ [La cantine scolaire](#), site web consulté le 9 juin 2020.

⁸⁴ En tant que parent isolé, Aminata devrait toucher plus de 500 euros de RSA. Cette incohérence entre les sommes déclarées et la situation familiale, non résolue dans le cadre de cette enquête exploratoire incluant des entretiens courts et non répétées, invite à mener des enquêtes plus approfondies sur les budgets des ménages.

⁸⁵ Aucun des bénéficiaires interrogés ne mentionne des emprunts de court terme contractés durant le confinement, à part Aminata, sous la forme d'un découvert. De tels emprunts, dans le circuit financier, à fort taux d'intérêt, peuvent entraîner des spirales d'endettement considérables, avec enfoncement dans une carrière d'assisté. Voir à ce propos les travaux d'Hélène Ducourant, notamment "Le crédit revolving, un succès populaire", *Sociétés contemporaines*, n°76, 2009, p. 41-65, et les indications fournies au sujet du développement du prêt étudiant dans Sandrine Rousseau, "Editorial. Le développement du prêt étudiant, pierre indispensable à la construction du marché des "services d'enseignement supérieur", *Revue Française de Socio-économie*, n°4, 2009, p. 3-8 ; ainsi que les travaux d'Ana Perrin-Heredia, dont "Les logiques sociales de l'endettement: gestion des comptes domestiques en milieux populaires", *Sociétés contemporaines*, n°76, 2009, p. 95-119. Dans le cas où l'enquête se poursuivrait comme nous le souhaitons dans une veine d'ethnographie économique, la démarche devrait être extrêmement attentive à l'émergence ou l'approfondissement de tels processus d'endettement.

francilien dont une antenne se trouve à Château Rouge et qui, de l'avis de plusieurs usagers de la distribution voisine de Barbès, est le moins cher des magasins de grande distribution.

Ainsi des personnes qui arrivaient à se passer des aides en nature, et qui sont bénéficiaires des minima sociaux ou pensionnaires de faibles retraites, viennent-elles volontiers fréquenter les distributions pour pallier les besoins que le confinement fait naître ou aggrave, besoins de lien social, de denrées supplémentaires pour nourrir des enfants qui déjeunent désormais à la maison, et de dons compensant l'éventuel surcoût des produits dans le commerce⁸⁶.

3.1.3. Quand des “travailleurs” ont besoin d’une assistance renforcée

Des individus qui se présentent à partir d’une étiquette professionnelle marquent beaucoup les guichetiers, en étant pourtant déjà pris ou dragué tout près des filets de l’assistance. Ils ont presque ou tout à fait perdu leur travail, sont à la recherche d’un emploi depuis longtemps, bien que leur trajectoire professionnelle soit difficile à retracer en un simple entretien. Certains sont logés, d’autres vivent en squat ou à la rue. Leur point commun est de se présenter comme des travailleurs, tout en étant déjà (visiblement) dans des situations délicates qui les obligent à solliciter l’aide sociale. La crise sanitaire est l’occasion de pointer les heurts des trajectoires professionnelles, avec la tentation de les mettre en lien avec la situation actuelle. De fortes tensions identitaires semblent engagées et cela se voit de diverses façons en entretien, que l’enquêté soit très désireux de décrire sa dégringolade, qu’il refuse au contraire d’en livrer le moindre récit, ou qu’il fasse tout pour éviter d’aborder la dimension matérielle présente de son existence, préférant entraîner l’interviewer dans l’évocation de ses réussites passées⁸⁷.

Au Carreau du Temple, où les enquêtrices demandent aux agents d’accueil de leur présenter de “nouveaux publics”, les orientations vers ces travailleurs assistés sont nombreuses. D’abord, il y a Patrick, né en 1963, architecte. Il perd un gros contrat en 2014 durant ses vacances au Maroc, puis d’autres coup sur coup.

J’arrivais à me faire 7 000 euros par mois, j’ai perdu 3 700 euros par mois. J’ai commencé à piocher dans mes économies, les gens se sont mis à me tourner le dos. Jusqu’en 2015 j’arrivais à m’en sortir, 2016 ça a été la catastrophe, je me suis mis à boire, je prenais des Stilnox, je me confinais chez moi je ne savais pas comment m’en sortir. J’avais 60m2 rue René Boulanger, très bel endroit. Je n’aurais jamais cru descendre aussi bas. Je payais cher de loyer, 1 250 euros. J’avais 2 700 euros de charges qui partaient tous les mois. [...] J’ai

⁸⁶ Il faudrait étudier précisément ce phénomène, les vendeurs ont pu raisonner différemment selon les produits, leurs possibilités d’écoulement, etc.

⁸⁷ C’est en accompagnant au (très) long cours un homme rencontré dans un centre d’hébergement d’urgence et qui se sortira d’embuche, que Patrick Bruneteaux est parvenu à rassembler et ré-assembler des morceaux de récits de vie. Une à une, ces pièces de récit ne sont pas toujours vraisemblables. Leurs assemblages renvoient cependant à des “fabrifications identitaires” bien consistantes. En bout de course, on découvre par le menu une vie dans le “sous-prolétariat”, marquée par un rapport distancié à l’emploi, tantôt heureux, tantôt malheureux, qu’évoquent, de façon lointaine avec les matériaux dont on dispose, les “travailleurs” étudiés dans cette section (voir Patrick Bruneteaux, *Les mondes rêvés de Georges. Fabrifications identitaires et alternative à la domination*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2016).

fait une faillite étant jeune aux USA et j'ai remonté tout de suite [...], mais là j'ai pas remonté, et puis la banque elle ne suit plus. J'ai perdu mon père, ma mère, je suis tombé malade, séropositif, tout entre 2014 et 2016, j'ai eu un cancer de la prostate, enfin tout ce qu'il faut. [...] En 2017 mon propriétaire m'a envoyé une lettre, je ne pouvais plus payer⁸⁸.

Une assistante sociale des Captifs La Libération a beaucoup soutenu Patrick une fois qu'il s'est retrouvé à la rue. Sa chute est bien antérieure au confinement, progressive, mais dans l'urgence de la distribution, les professionnels repèrent ce qu'ils s'attendent à trouver : des gens qui dégringolent. L'ex architecte se débrouillait en se faisant payer au noir pour l'agencement et la décoration de vitrines de magasins mais il ne le peut plus depuis que les magasins ont fermé, confinement oblige. Il sollicite énormément les travailleurs sociaux du Carreau du Temple qui finissent par tous connaître *"le Monsieur à la doudoune bleue"*.

Aux Grands Voisins, on a pu découvrir d'autres situations du même genre : ceux qui ont perdu un travail conférant un statut social de choix, sans que le confinement puisse en être tenu seul responsable. Pris dans ces mobilités sociales descendantes, Gérald, un homme rencontré aux Grands Voisins qui disait éviter le Carreau du Temple, y ayant été mal reçu (*"si vous n'êtes pas déglingués, vous n'avez rien!"*), et où nous l'avons finalement retrouvé. Il a 62 ans, est séparé, et a deux enfants de 10 et 15 ans. Intrigué par la présence d'une enquêtrice, il reste dans les parages durant un entretien et se livre volontiers quand vient son tour d'être interrogé.

Ses problèmes de santé, ses difficultés professionnelles, résidentielles, ont commencé avant le confinement mais celui-ci reporte toute amélioration de la situation, *"c'est le serpent qui se mord la queue"*. Gérald travaillait dans le mobilier de luxe, vendant des meubles design haut de gamme, mais les ventes se faisaient de plus en plus rares. Comme *"une catastrophe n'arrive jamais seule"*, son appartement a subi des dégâts conséquents dans un incendie, les assurances se livrent bataille, les travaux ne pourront commencer qu'une fois un accord trouvé ; or le confinement a bloqué ces démarches. Son deuxième toit, c'est un squat, qui n'est pas dans le quartier. Gérald reste évasif sur la localisation comme sur beaucoup de détails de sa situation. Pour se laver, il repasse généralement à son appartement. Il a connu les Grands Voisins en allant au Carreau du Temple, et le Carreau du Temple par hasard, sans doute en passant dans le quartier, qui semble être le sien. D'habitude il ne reste pas aux Grands Voisins, il récupère le panier et repart : *"Je veux garder un certain anonymat, ma situation n'est pas irrémédiable"*. Avant le confinement il mangeait chez lui. Ses problèmes de boulot sont arrivés récemment, il y a moins de six mois. Son espoir de toucher une allocation est faible, car il a commencé à travailler tard et longtemps été en *free lance* sans être déclaré. Il se retrouve donc sans rien. Comme il a 62 ans, il pense avoir droit à une retraite minimum, je lui précise qu'il s'agit du *"minimum vieillesse"*, il est un peu heurté par les mots, nous en plaisantons. Il cherche à connaître des solutions pour les repas et trouver de nouvelles chaussures, *"pour éviter de venir dans*

⁸⁸ Journal d'enquête, op. cit., entrée du 29 avril 2020.

ce genre de trucs". Il a perdu tous ses papiers et il ne lui reste plus d'argent. Il conclut que ses problèmes arrivent au mauvais moment, car toute démarche est impossible⁸⁹.

Gérald est somme toute un propriétaire qui se retrouve en squat après un incendie et dont la situation professionnelle et personnelle déjà dégradée ne s'arrangera probablement pas après le déconfinement⁹⁰. Il profite donc de l'ouverture des distributions alimentaires pour glaner le plus de renseignements possibles sur les aides accessibles. Ce qui se profile pour lui est une carrière dans l'assistance. Comme Gérald, Marc, bénévole aux Grands Voisins pour Aurore, est désireux de nous parler. Cet ancien manager international "*a pété un câble*", et est à la rue depuis un an et demi. Il est venu aux Grands Voisins comme bénéficiaire le jour de l'ouverture, orienté par la Croix Rouge, "*dans un esprit suicidaire*". Il a convaincu un responsable de distribution de prêter main forte à l'équipe et considère que cette mission structurante l'a sauvé. Il tient "un blog" sur Facebook dont il fait la lecture, à propos "*des invisibles*".

Parmi les orientations des guichetiers du Carreau du Temple se trouve aussi un cas rocambolesque: "le Russe", un homme vu les deux jours d'observation, sans chaussettes, jean, parka foncée, exhalant une forte odeur de transpiration lors de notre conversation, qui se présente comme un ex mercenaire, ayant fait la deuxième guerre de Tchétchénie, possesseur de deux bouledogues chers payés. Il maîtrise très bien le français, quoiqu'avec un accent à couper au couteau. Il utilise l'entretien pour déployer ses visions philosophiques, revenir sur les grandes étapes de sa vie et ses difficultés avec la police, mais il est impossible de le faire parler de son activité à son compte dans le bâtiment, étiquette à partir de laquelle il s'est pourtant présenté aux intervenants sociaux.

L'incertitude sur la trajectoire professionnelle et la santé mentale de notre interlocuteur se retrouve dans le cas d'une femme à l'apparence contrastée, propre, brushing bien mis, belle veste de ville, mais à la tenue toute tâchée. Elle prend d'abord le prétexte de traduire les propos d'une Espagnole âgée que l'enquêtrice peine à comprendre pour témoigner de sa propre situation.

La femme de 70 ans se présente comme une intérimaire dans les aéroports (or, c'est peu crédible qu'elle puisse continuer à travailler vu son âge), habitant Paris, ayant de l'asthme, un fils handicapé à demeure, seule avec lui. Elle essaye de retrouver du travail, son "*dernier chèque de 600 € le 15 mai*" (on est aujourd'hui le 29 avril) ne suffit pas à payer 700€ de loyer, la mutuelle, le téléphone. Son ex mari alcoolique a disparu de sa vie il y a fort longtemps. Elle dit avoir travaillé rue de Rivoli dans une bijouterie puis rue de Temple, et s'être vu refuser une année sabbatique pour s'occuper de son fils en mauvaise santé. Ses collègues de la rue du Temple ne l'aimaient pas et auraient

⁸⁹ *Journal d'enquête, op. cit.*, entrée du 4 mai 2020.

⁹⁰ Pour autant que l'on ait cette information, tous les ménages logés ayant recours à l'assistance dans les sites enquêtés sont locataires, sauf Gérald, mais qui ne peut précisément pas occuper son appartement. Ailleurs, des ménages logés mais propriétaires peuvent sans doute faire aussi appel à cette aide, mais la propriété les protège selon toute vraisemblance. Pour une étude de cas, en pleine récession espagnole, voir Pierre Blavier, "Un couple espagnol dans la récession de 2008. Composition et évaluation des revenus alternatifs", *Revue des politiques sociales et familiales*, n°123, p. 27-40.

tenté de l'empoisonner. Avant la chute, elle tenait avec son mari un “*cabinet de prestation de services techniques*”, liés à l'industrie, aux échanges avec l'étranger. Il n'était pas sérieux, jouait, buvait, elle apportait l'argent. Il n'a jamais voulu acheter un appartement. Le service protection civile de la mairie (très présent dans les rues parisiennes pendant l'épidémie) lui aurait conseillé de s'inscrire au RSA. Il lui manquerait deux documents pour disposer de sa retraite. Elle me demande où elle pourrait trouver des denrées à cuisiner, des pâtes, du riz. Après que j'ai pris le soin de surligner sur la plaquette d'information *Où se nourrir à Paris* les adresses des Restos du Coeur proches du 17ème arrondissement (à sa demande), elle s'en va à pas constant direction rue du Temple, traînant son cabas derrière elle.⁹¹

Quoique la difficulté à suivre le discours de cette femme soit grande, il semble bien qu'elle sollicite depuis plusieurs mois ou années une aide substantielle dans les travées de l'assistance. Les quelques cas évoqués précédemment laissent de même penser qu'il y a parmi ceux qui se présentent ostensiblement comme des “travailleurs” plutôt des habitués des services sociaux, aux profils difficiles à cerner.

Au Carreau du Temple, un agent d'accueil nous oriente pourtant vers une “autoentrepreneuse”, catégorie juridique abondamment mentionnée dans les énonciations des nouveaux publics, et qui marque un décalage avec les cas décrits jusque là. Pendant l'enquête, nous n'aurons cependant pas l'occasion de rencontrer un autre individu se décrivant à partir de ce statut. La femme en question nous répond malheureusement plutôt par sentiment d'obligation (“*Comme vous m'aidez, c'est normal*”). Fuyante, elle ne tient pas à donner des précisions qui révéleraient davantage son identité. Un responsable Aurore qu'elle a abordé croit savoir qu'elle loge dans le 15ème arrondissement à Paris. Elle a connu le Carreau du Temple en se renseignant sur les aides alimentaires, en ligne. Petite brune aux longs cheveux parfaitement lisses et coiffés, trentenaire ou quadragénaire, elle a lancé son activité événementielle fin 2019 quand elle s'est retrouvée chômeuse en fin de droits après un parcours d'intermittente de CDD en CDD. Ainsi, le fait d'avoir une autoentreprise résume bien mal son parcours et fait écran au constat qu'elle n'a jamais encore eu la possibilité de vivre de son activité à son compte, ni d'avoir un emploi stable qui la mette durablement à l'abri de chutes importantes de revenus. Le confinement qui rend encore moins probable de décrocher un emploi à court terme ne l'empêche pas, même dans le cadre de l'entretien, de tout faire pour en dégoter un (allant jusqu'à insister pour être présentée aux responsables). Contrairement aux personnes évoquées à l'instant, son parcours ne relève pas de l'assistance, elle avait jusque là bénéficié de formes classiques de protection sociale. Mais sa position vis-à-vis de l'emploi, encore plus difficile du fait du confinement, est dégradée depuis longtemps⁹².

⁹¹ *Journal d'enquête, op. cit.*, entrée du 29 avril 2020.

⁹² Peut-être vient-elle préventivement, comme d'autres qui hésitent ou rebrousse carrément chemin en voyant que l'aide concerne avant tout des sans-abri ? Ainsi, un agent d'accueil note que quelques personnes viennent “un peu timidement” au Carreau du Temple pour voir si elles pourraient avoir quelque chose. Il a eu l'occasion de discuter ainsi avec un homme au RSA qui a décidé de rebrousser chemin sans rien prendre après qu'il lui ait expliqué l'objectif du lieu d'accueil, “*il m'a dit je culpabilise, je n'ai pas besoin comme eux*”.

Une autre travailleuse qui fait en sorte de s'en sortir bien que des facteurs concourent à la placer dans les mailles de l'assistance est rencontrée sur le parvis du métro Saint-Denis - Université. Elle aussi correspond à une frange très publicisée desdits "nouveaux publics", la population estudiantine. A l'écouter quelques minutes, on voit bien cependant que le fait d'être étudiante n'est en rien explicatif de sa présence à la distribution alors qu'être travailleuse au noir en situation irrégulière l'est. Ce qui la tracasse est de retrouver un "job" et d'obtenir un jour un titre de séjour, pas de valider son année de master 2 philosophie (cela dit, elle semble bien s'en sortir sur le plan scolaire).

Accostée à une table de transvasement du carton du Secours Populaire vers son sac, proche du stand hygiène (cf. document 5 et 6), elle est voilée, fine, a des traits marqués. Arrivée seule d'Algérie avec un visa touristique il y a quatre ans, elle est en situation irrégulière. Sa famille vit à Mostaganem, cela fait *"quatre ans [qu'elle] n'ai pas vu [sa] mère"*. En temps normal, elle parvient à gagner 100 à 150 euros par mois en faisant des ménages, et du baby-sitting au noir dans *"la famille"*, façon de désigner des connaissances communautaires hors de sa parentèle (elle le précise). Elle réside chez une femme divorcée qui a quatre enfants de 4, 7, 9 et 17 ans à Choisy-le-Roi, et le marché conclu entre elles conduit bien entendu à ce qu'elle s'occupe d'eux, c'est un peu leur deuxième mère. Elle a déménagé une dizaine de fois en quatre ans. Pour l'instant elle a toujours trouvé à se loger. En revanche, avoir du travail au noir n'a pas été tout de suite facile, cela lui a pris du temps. D'ordinaire, elle va chercher de l'aide alimentaire près de son domicile toutes les semaines. Elle insiste sur sa droiture, sur le fait qu'elle ne *"gruge"* pas les transports même si c'est cher. Ainsi elle paye 75€ chaque mois son pass Navigo. Aujourd'hui elle n'a pas pris de ticket de métro pour venir à la distribution et cela lui pèse. *"Le fait que je sois dans un pays étranger qui me donne ça [elle pointe la main en direction de son panier], je ne vais pas tricher."*⁹³

L'examen de ces situations rejoint l'analyse livrée aux enquêtrices par François Morillon, directeur du développement et de l'insertion de l'association Aurore : ceux que l'on voit comme "nouveaux" ne seraient pas de "nouveaux publics" mais des précaires dont la vie et les systèmes de survie sont désorganisés par le confinement⁹⁴. La crise sanitaire révèle ainsi des économies domestiques, et rend plus flagrant combien l'assistance peut constituer un revenu complémentaire pour des ménages modestes, voire une bouée de sociabilité pour des individus malmenés par l'existence. Il reste que des individus, la plupart étrangers, qui construisent leurs filets de protection à l'écart du salariat, en faisant en sorte d'être le plus autonomes possible, ont bien fait leur apparition aux guichets de l'assistance durant le confinement.

⁹³ *Journal d'enquête, op. cit.*, entrée du 13 mai 2020.

⁹⁴ *Ibid.*, entrée du 30 avril 2020.

3.2 Les “vrais” nouveaux, dont la vie est d’ordinaire tenue à l’écart de l’assistance

Ces “vrais” nouveaux, dont le mode de vie ne reposait aucunement sur l’assistance, se retrouvent soudainement empêtrés dans des difficultés économiques et existentielles avec la crise sanitaire. Ces ménages, forcés à l’inactivité, pour certains coupés de subventions intra-familiales, connaissent une chute importante de revenus. Le confinement tend à déséquilibrer lourdement leur budget et les conduit, de façon préventive, corrective ou palliative, à faire appel à l’aide alimentaire. Mais le confinement impose aussi une immobilité qui contrarie fortement l’autonomie de ces ménages, sous différents aspects en fonction des groupes distingués. Considérons d’abord ceux que les travailleurs sociaux désignent comme des “touristes”, une étiquette sous laquelle ils rassemblent en fait des travailleurs étrangers, saisonniers ou fraîchement immigrés, venus s’embaucher et s’enrichir (3.2.2.). Il s’agit plutôt d’hommes s’ils vivent seuls, de ménages sans enfants sur les bras en tout cas, dont l’effort ou la tentative d’enrichissement reposant sur le travail et l’épargne sont interrompus avec le confinement. La crise les contraint à l’inactivité et à une immobilité qui les empêche de partir s’embaucher ailleurs⁹⁵, ou de rejoindre des contrées où la vie serait moins chère. Solliciter l’aide alimentaire, c’est une manière d’éviter ou de limiter des coûts indus. Leur condition ressemble du point de vue de l’emploi à un deuxième groupe de travailleurs, qui sont quant à eux bien installés en métropole, entendons durablement, confortablement, et avec les charges que cela impose (3.2.3.). Ces ménages d’ordinaire autonomes et mieux lotis que bien d’autres faisant appel à l’aide alimentaire sont touchés de plein fouet par la crise.

Mais commençons par explorer une autre situation, celle d’étudiants, pas n’importe quels étudiants, des étudiants dont un trait très largement partagé est de provenir de pays hors de l’Union Européenne (3.1.1.). Ils travaillent en général pour financer leurs études et leur droit au séjour, se retrouvent les poches vides et sans épargne propre ou familiale, qui les aiderait à tenir. Il est impossible pour eux, parce que le coût financier ou personnel en serait trop élevé, de retourner auprès des leurs pendant cette période difficile, qui les confronte au quotidien à leurs projets, à leurs désirs d’émancipation, tout en leur révélant crûment la structure fragile de leur situation socio-économique.

3.2.1. Le mal-être des étudiants extracommunautaires

Hors de la distribution estudiantine sur le parvis du métro Saint-Denis Université, nous n’avons eu l’occasion de rencontrer qu’une seule étudiante dans les distributions généralistes durant l’enquête, que les deux enquêtrices se bousculent presque pour interroger⁹⁶. Dans la distribution réservée aux étudiant.e.s de Paris 8 outre la travailleuse au noir algérienne en situation irrégulière mentionnée plus haut (cf 3.1.3), nous rencontrons également un

⁹⁵ On peut penser au travail saisonnier agricole, annoncé comme secteur d’embauche par les médias, quoique nous n’ayons pas eu l’occasion à Paris de rencontrer des personnes avec ce profil professionnel.

⁹⁶ *Ibid.*, entrée du 4 mai 2020.

Tunisien, Ahmed, bloqué dans sa résidence universitaire, orienté vers nous par Philippe Portmann, le secrétaire général du Secours Populaire de Seine Saint-Denis, cité dans l'introduction. Ce tout petit échantillon permet de décrire de nettes différences dans les situations auxquelles sont confrontés les étudiants sollicitant l'aide alimentaire durant le confinement.

Avec Yamina, rencontrée aux Grands Voisins, et Ahmed, en résidence universitaire à Saint-Denis, on prend conscience que le mal-être n'est pas forcément celui des plus fauchés. Cela renvoie, en plus des difficultés pécuniaires, à devoir rester à l'écart, à être coupé dans les projets où l'on est engagé, ce à quoi l'on tient plus largement.

Résidant dans le 14ème arrondissement, inscrite en M1 de relations internationales à Paris 3, la lumineuse jeune femme (elle capte tous les regards) qui commence par prononcer la phrase : "c'est pas très joli le chômage" ne correspond pas à un profil de chômeuse au sens strict. Elle a arrêté de travailler dans la restauration quelques mois avant le confinement (sans avoir ouvert de droits au chômage). Elle travaillait comme serveuse à Châtelet dans un restaurant italien, 15h officiellement (lui assurant un salaire suffisant pour le renouvellement d'un titre de séjour étudiant), bien plus officieusement avec versement des heures comme "primes". Elle a quitté ce poste en décembre quand elle a pu toucher une aide de la CAF, continué à faire quelques heures dans un restaurant français aux Invalides, puis arrêté de travailler.

Etudiante, elle peut en temps normal compter sur les 1000€ de soutien versés par son père chaque mois, "[elle était] vraiment à l'aise". Enseignant au Maroc, il est au chômage technique, les écoles privées où il donne cours étant fermées. Sa mère ne tire pas de ressources du travail. Fort heureusement, Yamina a touché une aide de la CAF de 300€ (elle dit plus tard être allée voir l'assistante sociale de son université et avoir reçu 300€, est-ce la même aide ou une autre, je ne saurai pas). Elle a surtout reçu trois mensualités paternelles d'un coup avant le confinement, "*il ne faut pas que je touche cet argent sauf pour payer le loyer*" (dont l'on ne connaîtra pas le montant).

Vu les effets économiques du confinement, les circuits familiaux de financements de projets étudiants sont heurtés dans le monde entier. Les systèmes de protection sociale ne permettent pas tous de couvrir les jours non-travaillés de parents jusque là aptes à soutenir financièrement leurs enfants. Soudain, on peut alors passer d'une situation aisée à de réelles difficultés, même si l'épargne (et les ressources de l'assistance) peuvent amortir le choc.

L'étudiante était très enthousiaste d'avoir la liberté de choix de son sujet de mémoire à l'université française. Mais elle s'attendait à autre chose pour sa première année de formation, "*je me suis dit on va faire de la vraie recherche et je fais la sociologie du riz*". A propos de ceux qui l'entourent, elle tient à dire qu'elle ne fait pas de différence entre elle et "ces gens-là", "juste c'est la première fois. C'est un peu comme la première fois qu'on boit de l'alcool." Je m'en amuse et infirme son propos, les effets de l'alcool ne durent pas, ceux de la précarité financière oui. Elle dit avoir d'abord acheté beaucoup de riz et fait varier les plaisirs : riz avec du lait, riz tout seul, avec des épices puisqu'il lui en reste. Elle avait aussi des pâtes. "Les plats marocains sont très simples, c'est la culture on a toujours survécu comme ça." Elle ne fait pas le Ramadan mais l'ambiance familiale associée à ce rite, la table complète où tout le monde se retrouve, lui manque quand même. D'autant qu'elle le fait en présence de sa mère qui préfère être dans le déni par rapport à sa position

religieuse : elle se dit athée (“je préfère qu’elle soit heureuse, elle me dit pourquoi ne crois-tu pas en Dieu?”). L’étudiante ne voudrait pas rentrer au Maroc pour autant, contente de son indépendance vis-à-vis de ses parents, et fatiguée des jugements portés sur les jeunes femmes autonomes comme elle. Justement, les voisines de tables voilées et quelques hommes ne cessent de faire des commentaires à son propos. Elle boit un thé publiquement. Les commentaires la gênent, elle voulait éviter ce genre de situation en venant à Paris, cela fait longtemps que cela ne lui est pas arrivé. “Ca me dérange comment les musulmans veulent imposer leur culte aux gens !”

Cette indépendance au quotidien, chèrement acquise, fonctionne comme une force émancipatrice qui compte dans l’émigration et à laquelle elle ne veut pas renoncer.

Elle voulait aller au Canada, la France n’était pas son premier choix. Elle fait quelques remarques sur le racisme ordinaire, les tutoiements quand le vouvoiement est de rigueur, les refus pour les logements et pour trouver un travail. “Des fois c’est juste parce que c’est toi, “ah ces rebeus””.

Sa chambre ici fait 13m² alors qu’elle disposait d’un appartement entier pour elle seule, avec un salon de 30m² à Rabat (quartier de Youssoufia, l’un des plus populaires de la ville⁹⁷), pendant sa licence en sciences politiques. Sa famille réside à Temara, commune côtière adjacente. Le ménage est composé de ses parents, son frère, sa soeur divorcée avant le Covid (“tous les malheurs viennent à la fois”) et ses deux enfants.

Elle explique avoir été “de l’autre côté de la chaîne” : au lycée, elle participait à la vie d’une association qui distribuait une centaine de repas avec les fonds récoltés pendant le Ramadan. Elle voudrait du reste reprendre ce rôle de bénévole, intéressée par les programmes de volontariat international tournés vers les immigrés syriens. Pour les temps à venir, elle cherche du travail. Elle a postulé à une offre France Terre d’Asile et à des boulots de caissière à Monoprix.

L’effet de miroir est forcément difficile à vivre : elle vit à l’étroit (relativement au confort chez ses parents), elle se retrouve en bas de l’échelle, certes conjoncturellement (quoique rien ne dise que son père puisse à nouveau l’aider bientôt, ni qu’elle ait envie elle de travailler pour compenser), et alors qu’elle servait la soupe aux indigents, maintenant c’est elle qui est dans le besoin.

Yamina avoue avoir été sous antidépresseurs cette année, avoir pris une mutuelle “quand tout allait bien” (avant le Covid) pour aller chez le psychologue pour 70 euros par mois. A quoi bon ? Impossible d’avoir rendez-vous, au moins la Wifi (autre dépense pré engagée qui lui vient à l’esprit) lui coûte mais lui sert à quelque chose. Elle a envoyé des fiches de soins à l’assurance maladie qui n’ont pas encore fait l’objet de remboursements, cela l’inquiète, je lui explique que ça peut prendre du temps.

A ce moment, un homme à la voix rocailleuse, d’apparence négligée, surgit, me snobe complètement, engage la conversation avec elle en arabe marocain. Il la voudrait comme

⁹⁷ Mouna M’Hammedi, “Quartiers bourgeois, quartiers populaires. Les ambiances dans ces quartiers comme facteur de sociabilité ou de ségrégation sociospatiale. L’exemple du Souissi et de El Youssoufia à Rabat-Maroc”, Ambiances, tomorrow. Proceedings of 3rd International Congress on Ambiances. Septembre 2016, Volos, Grèce. p. 805 - 810. hal-01409178

épouse. [...] Une situation me permet de me glisser dans la discussion (ce qui déplaît fort à l'homme), il lui demande si elle est logée par le 115. Elle ne comprend pas, il double sa question en français [...].

Comme Yamina me demande s'il est possible pour elle de faire du bénévolat ici, je demande à Marc [*le sans-abri bénévole, cf. 3.1.3.*] que j'ai vu plus tôt de s'approcher. Il l'envoie se renseigner à côté, au 82 Avenue Denfert Rochereau, si elle veut faire du bénévolat dans l'espace d'accueil des demandeurs d'asile.

Parmi les étudiants les mieux lotis de l'aide alimentaire, il y en a sans doute d'autres qui ne connaissent pas le 115 et ne sont pas prêts à renoncer à leur indépendance résidentielle vis-à-vis de leurs parents du fait de la crise sanitaire. Par contraste, Ahmed, bloqué dans sa résidence universitaire prendrait l'avion immédiatement vers la Tunisie s'il en avait la possibilité :

A la distribution pour la 2ème fois (ce qui le désigne comme un profil "prioritaire" de l'aide alimentaire pour l'équipe qui traite les demandes par mail), le jeune homme a l'air fatigué, même s'il garde le sourire. Il exprime d'emblée la volonté de rentrer au pays (en juin il veut absolument être parti). Cependant le rapatriement mis en place par la Tunisie coûte 300€ pour l'instant, et il ne peut se permettre de les déboursier. En master 2, venu pour faire de la recherche en littérature francophone, il est "*moralement très déprimé*". "*J'avais plein d'envies avant d'être confronté à cette année de grève et confinement.*"

Amhed vit seul, en résidence universitaire, à côté. Sa famille, à Gabès, ne peut absolument pas l'aider financièrement. Son père gagne l'équivalent de 90 euros par mois. Retraité depuis 15 ans il est atteint d'une maladie chronique, comme sa mère, sujette à des troubles cardiovasculaires. Quand il rentrera, il vivra avec sa soeur mariée, qui dispose d'un logement à Gabès. "*Je peux manger, boire, dormir chez elle, mais elle ne peut pas m'envoyer d'argent*". Sa soeur est enseignante et [comme le père de Yamina] au chômage. Le seul petit luxe d'Amhed cette année consiste en l'achat de livres très bon marché "à Saint-Michel" (enseignes Gibert jeune). Là il rêverait de pouvoir passer une commande de livres sur la théorie du discours. Ce n'est pas le moment. A la maison de la Tunisie, on lui a proposé des bons alimentaires chez Franprix, mais ce n'est pas ce qu'il désire : "*Moi je veux travailler pour acheter des livres*". Il a cherché du travail dans la restauration, les supermarchés et magasins, sans succès. Il admet ne pas forcément avoir su s'y prendre.

Le jeune homme, accoutumé à une vie familiale chaleureuse avec des parents retraités et une soeur qui l'héberge quand il le souhaite se retrouve ainsi très seul face aux désillusions associées à son rêve intellectuel ambitieux. Peu alerte quant aux manières de se repérer à Paris et dans le monde du travail étudiant, il n'a pas eu l'occasion de se constituer une caisse de secours, ou au moins de l'argent de poche pour acheter les livres qui l'inspirent.

Quand il a vu le mail de Paris 8 pour l'aide alimentaire, envoyé à tous les étudiants (il ne savait pas qu'il était possible de demander de l'aide alimentaire à l'université), il a répondu derechef. Je pointe les éléments du panier et lui demande ce qu'il prépare avec : des soupes, des pizzas, c'est du moins ce qui lui vient en tête. Sa bourse Erasmus correspond à 3000€ avec 333€ de loyer (équivalent à dix mois, comment fait-il pour vivre?).

Ahmed a eu un problème de santé il y a quelques mois, un abcès dentaire, et a pour l'instant renoncé à se faire soigner, son dossier est *"en cours de traitement"* à la caisse primaire d'assurance maladie depuis janvier. Il s'est trouvé *"largué"* sans connaissance des aides, et largué tout court. Depuis son arrivée, il a fait peu de rencontres, à part des personnes de la résidence universitaire. Deux étudiants algériens avec qui il est bon camarade sont partis pour la durée du confinement dans leur famille, *"ils ont leurs cousins ici"*. Lui a cherché des groupes en ligne pour discuter autour des livres, puis il a perdu toute envie de lecture, la tête à ses difficultés. Il a bénéficié d'une assistance psychologique à l'université, *"j'ai demandé à la porte si c'était gratuit, sinon je serais reparti."*

Il apparaît ainsi que des étudiants dans la même situation qu'Ahmed, en résidence universitaire, sans trop de ressources, ont pu tout de même trouver des solutions pour être pris en charge dans la parentèle élargie pendant le confinement, ne faisant alors pas appel directement à l'aide alimentaire.

"Pour moi la France c'était un rêve", et Ahmed vit une année semée d'illusions, *"ratée"* : *"C'est insupportable, je me sens étouffé. Je pourrais m'adapter mais..."* Il laisse cette phrase en suspens. Heureusement, il était déjà venu, en 2016 à Besançon, pour un stage de français langue étrangère. Il se pourrait qu'il devienne professeur de FLE, français langue étrangère, en Tunisie. Il veut essayer d'avoir une nouvelle bourse, du moins de revenir plus tard *"pour être guéri"* de cette année-ci. Les validations l'inquiètent beaucoup en ce moment, il faut tout rendre avant le 15 mai (après-demain) et il craint de ne pas réussir. Une svelte jeune femme brune passe, il la prénomme Mila, elle est bosniaque, il affiche un grand sourire. A partir de là il n'a plus trop d'attention pour l'entretien, un autre garçon passe auquel il sourit également, il me demande s'il peut y aller.

La cas d'Ahmed correspond à la façon dont Hélène Nicolas, maîtresse de conférence en anthropologie à Paris 8, membre de l'équipe qui a géré les courriels reçus par des demandeurs d'aide alimentaire, spécialiste de la *"(dé)colonisation"* et de l'*"intersectionnalité des rapports de domination"*⁹⁸ présente la situation des étudiants *"extra communautaires"* qui représenteraient 25% de la population estudiantine dans cette université (avec une tradition d'accueil de ces étudiants bien connue dans le paysage universitaire). Si l'on en croit les prénoms et patronymes du listing du 13 mai, ils recouvrent la quasi totalité des demandeurs d'aide alimentaire pour cette distribution (la maîtresse de conférence corrige : plutôt *"les trois quarts"*). Ils viennent pour la plupart des anciennes colonies françaises, avec des effets de sélection scolaire et sociale forts. Ainsi, doivent-ils justifier de 615€ de ressources mensuelles pour se voir accorder leur visa long séjour⁹⁹. Leurs parents ne peuvent cependant pas (beaucoup) soutenir leurs études en France, donc ils cherchent à s'auto-financer. Le budget d'Ahmed, ayant bénéficié d'une bourse Erasmus qui couvre ses frais de loyer à l'année reste tout à fait impénétrable pour autant. Par rapport aux situations décrites comme les plus difficiles dans cette distribution, femmes étudiantes isolées avec enfants en bas-âge, personnes exclues de leurs logements au moment du confinement, il est

⁹⁸ Voir sa page personnelle sur le site du Laboratoire d'études de genre et de sexualité (Legs) : <https://legs.cnrs.fr/lequipe/membres/helene-nicolas/>

⁹⁹ Voir : [Étudiant étranger en France : visa de long séjour ou carte de séjour](#), site web consulté le 9 juin 2020.

moins en peine¹⁰⁰. Il fait partie de ceux pour qui l'aide alimentaire s'est annoncée comme une "bonne surprise" (dixit la maîtresse de conférence) et qui n'en ont jamais reçu au préalable. Il attend de pouvoir aller là où il pourra bénéficier de solidarité familiale. C'est du reste l'élément qui distingue les étudiants de nationalité française qui ont pu rejoindre leur famille, ou du moins percevoir un peu d'argent, avec les étudiants étrangers (sans que les trois que nous avons rencontré ne se comparent pour autant aux Français). Quand le système de protection sociale des pays d'origine couvre mal la parentèle de l'étudiant.e, l'écart avec les ressortissants français se fait d'autant plus sentir (Hélène Nicolas donne l'exemple d'une étudiante argentine dont la mère et grand-mère se retrouvent sans travail donc sans ressources). Il y aurait bien des étudiants français en rupture familiale, sans doute eux-aussi très dépendants de leurs revenus tirés du travail pour vivre, mais nous n'en avons pas trouvé. Les étudiants rencontrés se démarquent donc vraisemblablement des "jeunes sans domicile et en situation précaire" "qui présentent à la fois des caractéristiques communes - un milieu social généralement modeste, une fréquence plus élevée du décès d'un des parents ou d'une séparation précoce de la famille, une faible qualification - et une assez grande variété d'origines et de trajectoires." ¹⁰¹ Chez ceux que l'on a rencontrés, aucune histoire de placement en institution non plus. Les étudiants ne font clairement pas (encore) partie du tableau du sans-abrisme¹⁰².

3.2.2. Des "touristes" ou plutôt une main d'oeuvre étrangère à quai et à sec

Une autre figure que l'on a plutôt peiné à rencontrer mais qui nous a été évoquée d'emblée au Carreau du Temple est celle des "touristes" se retrouvant sans le sou après avoir épuisé le budget prévu pour leur venue en France. Un agent d'accueil de ce lieu commente :

Au début quand on a ouvert, beaucoup de personnes se sont retrouvées bloquées ici, on a beaucoup d'Italiens, qui n'ont plus de quoi payer leur chambre d'hôtel, et qui ont fini à la rue. La première semaine on a beaucoup appelé les ambassades. On avait peu de réponses. Il y en a deux sur le trottoir d'en face, deux Italiens. Il y en a un qui était dans

¹⁰⁰ Pensons à sa camarade algérienne présentée plus tôt (cf. 3.1.3) ou à deux étudiantes dont nous parle une enseignante qui les suit dans le cadre d'un programme de "marrainage informel". La première correspond à un profil de mère étudiante travailleuse au noir. Elle a d'ordinaire un job de guide sur Paris, activité non officielle pour laquelle elle ne touche pas d'allocation de chômage partiel. Elle a deux enfants en bas âge, et perçoit en ce moment seulement des aides de la caisse d'allocation familiale. La seconde est étudiante étrangère, vit à Chelles, et avait quelques économies qui ont fondu. Ses besoins alimentaires sont couverts (c'est donc une cliente de l'assistance) mais elle souhaite avoir davantage de liquidités. L'aide d'urgence fournie par l'université (un versement direct sur le compte de l'étudiant allant jusqu'à 1000€) lui serait d'un grand secours.

¹⁰¹ Jean-Marie Firdion, Maryse Marpsat, "Les ressources des jeunes sans domicile et en situation précaires", *Politiques sociales et familiales*, 2001, n°65, p. 91-112.

¹⁰² Par exemple, aucune entrée relative aux études supérieures, aux difficultés économiques estudiantines dans les pays riches ne se trouve dans l'*Encyclopedia of Homelessness*, de David Levinson (qui date certes de 2005), ni dans le vocabulaire ou les références rassemblés par Katia Choppin et Edouard Gardella (*Les sciences sociales et le sans abris. Recension bibliographique en langue française 1987-2012*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, Saint-Etienne, 2013).

une auberge de jeunesse, les auberges de jeunesse ont fermé. On leur a donné des duvets, ils dorment dehors.¹⁰³

Suisse, Bulgarie, Inde, ou Pakistan sont ainsi nommés au Carreau du Temple parmi les pays dont il fallait contacter les ambassades la première semaine du confinement. Des touristes parmi les gens bloqués il y en a certes de véritables, certains ont même, semble-t-il, été orientés par la mairie de Paris, mais le terme recouvre plutôt la main d'œuvre saisonnière étrangère, à l'image d'un Bulgare présenté comme *"touriste"* par un agent d'accueil avant que ce dernier ne précise que l'homme venait chercher du travail en France. Annoncer que l'on est bloqué à Paris alors que l'on vient de très loin marque les guichetiers, qui n'ont pas toujours la possibilité de creuser les histoires. Quand une enquêtrice prend en filature un trentenaire doté d'une grosse valise, la peau brune, qui semble latino-américain et se présente comme un Américain de Louisiane bloqué à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle, elle a du bien du mal à savoir de quoi il en retourne. Il dit être ambulancier dans son pays et chercher ici du travail en tant que pompier. Il aurait besoin de tennis, ses chaussures en cuir ne sont pas très adaptées à sa vie du moment. Il dit avoir des amis à Bordeaux et peut-être un plan pour obtenir un ticket de bus pour s'y rendre après *"la quarantaine"*, mais ce n'est pas son projet : il répète vouloir trouver du travail, à Paris.

Par contraste, se présenter comme *"touriste"* est impossible pour un Français vivant d'ordinaire confortablement en Croatie avec sa femme, rapatrié du fait de l'épidémie, subissant une chute drastique de pouvoir d'achat dans son pays d'origine. Georges, un grand homme au corps sec et au regard doux, 71 ans, est rencontré à Notre-Dame-Des-Champs par l'entremise des responsables de distribution, qui le présentent à l'enquêtrice comme un travailleur méritant, et l'exemple d'un nouveau public de l'aide alimentaire :

Depuis 2013, Georges vit et travaille de façon invisible chez un entrepreneur franco-croate (*"croate plutôt que français"* commente-t-il). En ce moment, il occupe une chambre meublée, Avenue du Maine, fournie par quelqu'un de la parentèle de ce logeur - employeur (à titre gratuit semble-t-il). Lui et sa femme sont partis avec presque rien de Zagreb quand l'ambassade a annoncé le rapatriement des ressortissants français, juste des affaires pour quinze jours, trois semaines. Les frontières étant fermées pour une durée indéterminée (*"ils parlent de les rouvrir fin juin, peut-être"*), leur logeur en Croatie, entrepreneur dans le bâtiment, a proposé à Georges de le reprendre en dépannage ici en France où il a aussi une entreprise. Le retraité a déjà dégoté un boulot de démolition dans un restaurant, au noir, la semaine passée pour 50€ jour, soit 350€ pour le chantier. C'est au cours d'une longue carrière dans le bâtiment qu'il a connu l'homme providentiel qui lui a proposé il y a sept ans de partir en Croatie s'occuper de ses propriétés, l'une dans la capitale, l'autre en campagne à une quarantaine de kilomètres des côtes.

Ce qui est exceptionnel d'après lui si l'on analyse sa situation par contraste à celle des gens qui l'entourent sur le parvis de Notre-Dame-des-Champs, c'est qu'elle s'est vraiment

¹⁰³ *Ibid.*, entrée du 29 avril 2020.

dégradée à cause du confinement, qui n'est pas une "cause marginale" de son recours à l'aide alimentaire. Mais il relativise :

Quoique, beaucoup de Français travaillent comme ça" [*C'est-à-dire ? Des retraités, comme gardiens de riches entrepreneurs à l'étranger ? Au noir ?*]. Sa femme a une sciatique, elle a 68 ans, trois ans de moins que lui, et ne touche pas de retraite. Lui reçoit 890€ par mois, ce qui correspond aux revenus du ménage. Ce montant est versé sur son compte croate, en kunas, dans un pays où le système bancaire s'adapte tout juste aux normes européennes. Il n'a plus de compte en France, plus de carte bancaire française, et cela coûte cher de rapatrier ou retirer l'argent. C'est ainsi qu'il fait appel à l'aide alimentaire pour la première fois, à partir du constat que tout coûte "extrêmement cher à Paris par rapport à là-bas. Tout est cher, le beurre, l'huile, les produits d'entretien, de toilette ! Les tomates c'est 50 centimes, contre 6 euros ici".

Par le passé, il n'était pas parisien, le couple résidait entre Lille et Lambersart. Très pratiquant, Georges a découvert le point de distribution en venant prier à l'église il y a une quinzaine de jours.

J'ai rencontré Christophe [*responsable de distribution*] , il m'a encouragé à venir tous les jours, ça me dépanne le midi. Le soir, on ne mange pas beaucoup, une soupe, un yaourt, un fruit, même là-bas. Un peu plus l'hiver. De moi-même je ne serai pas venu ici, mon épouse est gênée. Elle dit que si on peut faire autrement, il faut éviter. On n'a jamais fait ça.

J'examine avec lui le contenu de son panier qu'il récupère, il commente rapidement : "Hier c'était une salade Sodébo, très bon. Dans le menu du soir, on utilise les conserves, c'est pratique. Bon, je vais aller faire ma petite prière. Je lui dis au revoir, espérant que cette situation temporaire finisse vite pour lui et sa femme. Il ajoute : "C'est un temporaire qui nous épuise. Et on n'a rien à faire, alors que là-bas on est toujours dans le jardin, on est occupés. Donc on lit. On a récupéré une vingtaine de livres dans un carton dans la rue. On nous a prêté une télévision mais elle ne fonctionne pas, il y a un problème de câble."

[...] Georges, qui devait partir, entreprend finalement de me parler de la Croatie, de l'esprit du Peuple, catholique fervent, poli, froid et solidaire, de la précarité forte, du salaire moyen de 700 euros par mois, du tremblement de terre d'il y a un mois, des touristes qui n'arriveront pas cette année et ne fourniront pas le revenu complémentaire tant attendu, de la présidence Européenne. Cela durera un moment, il est très concerné par le sort du pays, son coeur est là-bas. Il va jusqu'à revenir me chercher après que l'on s'est quittés pour me montrer la bougie croate qu'il a déposée à l'église Notre-Dame-Des-Champs il y a de cela sept jours.



Document 18 - bougie rouge croate sous la statue de Saint-Antoine de l'église Notre-Dame-des-Champs, avec le sac d'aide alimentaire de Georges, retraité français vivant chez son patron en Croatie, hébergé avec son épouse par des parents de ce dernier depuis son rapatriement. © Lorraine Guénée, 6 mai 2020.

Je glane quelques informations supplémentaires. Divorcé d'un premier mariage, Georges a deux enfants qu'il ne voit plus guère et à qui il ne demanderait surtout pas de l'aide, "c'est déjà compliqué, on ne va pas ajouter ça." Il habitait en HLM dans les années 60-70 dans le pays lillois, et les HLM croates d'aujourd'hui lui font penser à cette vie d'avant.

L'étiquette de "touristes" abrite sans doute des travailleurs communautaires venus de l'Europe méditerranéenne ou balkanique, repérables d'ailleurs parmi les nouveaux appelants au 115 de Paris (cf. excursus) est inapplicable dans le cas de Georges. Mais il est paradoxalement dans une situation proche de ces travailleurs, lui-même travailleur communautaire "à l'envers" (un français modeste qui travaille pour un riche franco-croate), quoiqu'il ait la chance d'être logé par son patron. Pour ces délocalisés, c'est l'impossibilité des déplacements et la rupture de sources d'approvisionnement qui provoque une précarité conjoncturelle. Pour ceux qui sont forcés de payer une chambre d'hôtel et dont les ressources s'amenuisent alors qu'ils sont venus en France gagner de l'argent, la situation temporaire rapproche de la vie à la rue. Leur vie de travailleurs sont d'ordinaire tenues à l'écart de l'assistance. On peut supposer que ces nouveaux visages disparaîtront une fois les circonstances exceptionnelles du confinement levées.

3.2.3. Les grands perdants du travail invisible ou précaire, d'ordinaire les plus autonomes et mieux lotis, mais mal protégés

Pourtant ici et là, sont venus à nous ou nous ont été présentés, des ménages pour lesquels le confinement avait changé du tout au tout leur quotidien et mis profondément à mal les économies domestiques. Ils font partie de ces ménages nombreux dont le revenu principal provient du travail, mais leur statut vis-à-vis de l'emploi leur fait subir de plein fouet les répercussions du freinage des activités lié au confinement.

Aujourd'hui, c'est la première fois que Juan, 46 ans, se rend à la distribution de Barbès. Un ami algérien, dans la même situation que lui, lui a conseillé de venir ici car cela fait deux mois qu'il n'a plus d'argent. Il travaille au noir dans la maçonnerie. Normalement il travaillait tous les jours, et gagnait environ 800 euros par mois¹⁰⁴. Sa femme, 43 ans, travaillait aussi tous les jours à faire des ménages et gagnait 900 euros par mois. Elle non plus ne peut plus travailler en ce moment, le revenu du couple est passé de 1700 euros mensuels à 0. Ils vivent dans une chambre de bonne du quartier.

Le couple est en cours de régularisation. Un ami colombien veut bien déclarer Juan et le payer au SMIC à la fin du confinement, pour qu'il puisse obtenir ses papiers. Il a une petite entreprise de maçonnerie et a besoin d'ouvriers pour assurer les chantiers décalés par le confinement. Les enfants du couple sont restés en Bolivie, chez la soeur de Madame.

Avant le confinement, le couple achetait de la nourriture au marché de Barbès, où presque tous les fruits et légumes sont à 1 euro le kilo, et complétait les courses chez Lidl, parfois Franprix mais rarement car les prix sont le double de chez Lidl. Aujourd'hui il doit acheter les légumes chez Lidl mais c'est très cher pour lui, par rapport au marché et par rapport au prix dans le même magasin avant le confinement. Le prix des bananes a doublé. Avant, Juan achetait avec 20 euros pour toute une semaine. Aujourd'hui, il achète avec 20 euros de quoi tenir deux jours.

Au bout de ces deux mois sans travail, les économies, qui ont servi à payer les loyers, les diverses charges, et les frais quotidiens, il ne reste plus que 60 euros d'économies au couple, et ils ne mangent plus le soir. Le matin ils prennent un café et un sandwich le midi. Pour aller chez Lidl, Juan prend le bus 60 jusqu'à Rosa Parks, il paie le trajet avec des tickets depuis le début du mois d'avril car il n'a pas les moyens de prendre l'abonnement mensuel Navigo.

En Bolivie, Juan était soudeur. Il ne connaît aucun autre lieu d'aide. Il attend la fin du confinement pour pouvoir retravailler, et n'a besoin de rien d'autre. Les produits comme le shampoing commencent à manquer¹⁰⁵.

En plus des problèmes rencontrés par la majorité des ménages, notamment la fermeture des marchés et la hausse des prix, dont Juan parvient précisément à évaluer les conséquences en rapportant un même montant dépensé à la durée des besoins qu'il couvre, le couple accuse une perte de la totalité de ses revenus, provenant exclusivement du travail. Travaillant sans être déclaré, comme beaucoup de personnes en cours de régularisation, le couple se situait au-dessus du seuil de pauvreté (1550 euros pour un couple) et parvenait jusqu'à présent, depuis des années, à subvenir à ses besoins sans aide extérieure. Locataire à un particulier d'une chambre de bonne dans le 18^e arrondissement, le couple n'a recours à aucune forme d'aide sociale. La perte des deux emplois du jour au lendemain constitue un événement face auquel il n'est pas préparé. Le recours aux paniers repas lui permet de tenir, en attendant de

¹⁰⁴ Cela paraît peu cohérent s'il travaillait à temps plein et prêche pour la réalisation de budgets détaillés qui permettraient de comprendre bien plus finement les effets de la situation pour ce type de ménage.

¹⁰⁵ *Journal d'enquête, op. cit.*, entrée du 5 mai 2020.

repandre le travail. Juan prépare l'après-confinement en s'assurant des contrats qu'il pourra obtenir, ce qui souligne que le recours à l'assistance n'est pour lui qu'une solution d'urgence. D'après le responsable de la distribution de Barbès, beaucoup de personnes du quartier se trouvent dans la même situation que Juan, privés d'emploi à cause du confinement, et viennent chercher des paniers ici (le carton manuscrit qui oriente vers l'aide alimentaire alentour, cf. document 3, laisse penser que les gens viennent du coin). Il peut s'agir de personnes occupant des emplois non déclarés, comme Juan, mais aussi de personnes déclarées, dont les contrats ne les mettent pas à l'abri des ruptures d'activité.

Agent de sécurité depuis 40 ans, Gaston, 59 ans, travaille dans l'événementiel, à l'occasion de spectacles, d'événements culturels, de matchs de foot. Il travaille pour plusieurs sociétés, qui lui font des CDD pour chaque événement. Avant le confinement, il gagnait entre 1 500 et 2 000 euros par mois, aujourd'hui zéro. Divorcé, père d'une fille partie vivre à Colmar, Il vit seul à Bobigny dans un appartement, dont il est locataire. Pour l'instant il paie le loyer de 500 euros avec ses économies.

C'est à Paris qu'il trouve de quoi s'alimenter car en banlieue il n'y a pas grand chose. Hors de question pour lui de faire la manche, *"je n'admets pas ça, il y a beaucoup de solutions à Paris pour éviter de faire la manche"*. Il a d'abord connu la Citerne¹⁰⁶, dans le 15ème, c'est là-bas qu'on lui a parlé des Grands Voisins. Depuis un mois, il y vient tous les midis et se rend tous les soirs à la Citerne. Il n'a pas tenté d'autres lieux. Pour les habits, il a ce qu'il faut chez lui. Pour les produits d'hygiène, il va en demander aujourd'hui au stand dédié car ils sont trop chers à l'achat pour son budget actuel. Il sait que son activité ne reprendra pas avant septembre et que d'ici là il va falloir trouver d'autres solutions, notamment pour le loyer¹⁰⁷.

Comme Juan, Gaston a perdu la totalité de son revenu du jour au lendemain. Ne vivant que de son travail, sans prestations sociales, il se retrouve sans aucune rentrée d'argent et vit sur ses économies. Faisant partie des travailleurs dont l'activité régulière est encadrée par des contrats à durée déterminée, il ne bénéficie pas des dispositifs tels que le chômage partiel, largement utilisé par les entreprises et organisé de façon fluide entre employeurs et services de l'Etat pendant la crise sanitaire pour financer la perte d'activité en protégeant leurs salariés en CDI¹⁰⁸. Sa situation est à terme moins problématique que celle de Juan dans la mesure où il pourra bénéficier d'une allocation chômage, lorsque l'accès aux services compétents sera de nouveau possible. Néanmoins, tout comme Juan, il envisage avant tout la reprise du travail, peu aguerri qu'il est au système de protection sociale.

Tous ceux qui, comme ces deux travailleurs, ont construit leur économie domestique sur les revenus d'un travail reposant sur l'accumulation de contrats courts, ou de missions courtes non déclarées, se trouvent ainsi fort démunis, tant matériellement qu'administrativement,

¹⁰⁶ La Citerne est un lieu de distribution de repas à Emile Zola, en face de la Tour Eiffel.

¹⁰⁷ *Journal d'enquête, op. cit.*, entrée du 4 mai 2020.

¹⁰⁸ Cela sans pouvoir certifier que la mesure de chômage partiel prise par le gouvernement soit adéquate pour lutter contre la pauvreté à moyen-terme.

soit qu'ils sont ignorants des dispositifs d'aide sociale, soit qu'ils ne peuvent pas en bénéficier. Les lieux de distribution qu'ils fréquentent leur étaient inconnus avant qu'ils connaissent cette perte d'emploi, et constituent pour eux une solution d'urgence avant de pouvoir reprendre le travail. Les économies qu'ils ont accumulées année après année leur servent à faire face aux charges fixes, notamment le loyer, et s'amenuisent de jour en jour.

Pour les travailleurs en CDI, la situation est moins critique, mais lorsque le revenu suffisait à peine à la survie du ménage, le passage au chômage partiel, dont l'indemnité est inférieure de 16% au montant du salaire (et ne comprend pas les primes, parfois importantes¹⁰⁹), oblige à trouver des solutions de remplacement. Marie, qui accompagne Gaston aux Grands Voisins, se trouve dans ce cas.

Marie travaille dans un institut médico-éducatif à l'Hay-les-Roses et vit à Alfortville avec son fils. L'institut a fermé, elle se retrouve au chômage partiel. Le premier mois elle a touché 82% de son salaire, pour le deuxième mois elle ne sait pas ce qu'elle aura et ses collègues annoncent chacun des montants différents. Elle sera payée le 12 donc c'est à ce moment qu'elle saura ce qu'il en est mais elle anticipe une nouvelle baisse du montant. D'ordinaire elle travaille à mi-temps, et son revenu est variable car il dépend des périodes de vacances dans le mois. En juillet elle touche environ 300 euros, 0 en août, 900 en janvier, 800 en février. Son fils, serveur à plein temps dans un restaurant de St-Mandé depuis 5 ans, se trouve aussi au chômage partiel. Pour l'instant il touche la totalité de son salaire, 1300 euros, mais Marie ne sait pas combien de temps ça va durer. Il lui donne, depuis qu'il travaille, 300 euros par mois pour participer aux frais d'hébergement et restauration.

Pour couvrir les besoins alimentaires, certaines choses ne peuvent être obtenues par les paniers Aurore, et Marie est tout de même obligée de les acheter dans le commerce. En ce moment la file d'attente de Leclerc est trop longue, alors elle va au petit Monoprix, ce qui revient plus cher. Elle prend aux Grands Voisins deux paniers par jour, en montrant le livret de famille, mais trouve que c'est loin de chez elle, d'autant plus qu'elle est obligée de venir en bus, ce qui lui permet de ne pas valider le ticket et de voyager gratuitement (avec les mesures de précaution on peut entrer dans le bus par la porte arrière, c'est donc plus facile d'éviter de valider). Avant elle avait un Pass Navigo, remboursé à moitié par son employeur, mais elle ne l'a pas renouvelé car elle ne peut pas se permettre de le payer en totalité.

Le premier lieu qu'elle a connu est la Citerne, qu'elle a découvert grâce à une amie, commune à Gaston et Marie, qui lui a proposé d'aller y dîner "comme on va au resto". Avec le confinement, les deux amies se sont dit qu'elles allaient y retourner. Elles y sont allées tant que Marie avait un pass Navigo valide.

Etant depuis son divorce dans une situation économique précaire avec un salaire qui lui permet tout juste de subvenir à ses besoins, et à ceux de son fils grâce à la somme qu'il lui verse chaque mois, Marie a déjà quelque connaissance des circuits d'aide alimentaire, tout

¹⁰⁹ Voir à ce propos les travaux de Sophie Bernard, *Le nouvel esprit du salariat : rémunérations, autonomie, inégalités*, Paris, PUF - Presses Universitaires de France, 2020.

au moins connaît-elle un lieu dans lequel des repas étaient servis gratuitement. Avec la perte d'une partie de son revenu, ce lieu qu'elle fréquentait très occasionnellement pour faire "*comme au restaurant*", et ainsi compenser un luxe qu'elle ne pouvait se payer, devient un point de passage quotidien, nécessaire pour avoir l'assurance de tenir jusqu'à la fin du confinement.

Avec le revenu du chômage partiel, Marie ne se trouve certes pas dans la même situation que les travailleurs qui perdent leur emploi sans compensation financière. Elle peut même se permettre de payer plus cher la part de denrées qu'elle ne trouve pas dans les paniers, pour gagner du temps. Elle fait tout de même un long trajet chaque jour pour récupérer deux paniers aux Grands Voisins. Face à la fragilisation de sa situation professionnelle, et l'incertitude que génère le dispositif du chômage partiel, la solution de l'aide alimentaire se présente comme un soutien dans une attitude préventive de gestion des risques.

Plusieurs ménages se trouvent dans cette situation intermédiaire, où les revenus ne sont pas totalement taris, mais accusent une baisse qui déséquilibre dangereusement le budget, avec des revenus d'ordinaire juste suffisants pour répondre aux besoins. Si Adèle continue à toucher son ASS (500 euros), son mari, comptable intérimaire, ne peut plus gagner les 1000 euros mensuels qu'il touchait en moyenne. Avec deux enfants de 20 et 22 ans à la maison, étudiants, la famille de Vitry ne s'en sortirait pas sans l'aide de la mère d'Adèle, qui aide à payer les 1000 euros de loyer mensuels¹¹⁰. Situation proche chez Mounia, qui touche l'AAH mais dont le mari n'a toujours rien touché en compensation de l'arrêt de son activité de routier international, lié à la crise sanitaire et intervenu en amont du confinement. Certes, il est fort probable qu'une indemnité de chômage partiel soit finalement versée, et le mari, ayant toujours compté sur le travail pour s'en sortir, reproche à Mounia de prendre des paniers qu'elle devrait "*laisser à ceux qui en ont vraiment besoin*" et maintient que la famille n'a pas besoin d'aide. Pourtant, après deux mois sans l'apport de son salaire, le ménage, composé du couple, de deux enfants de 6 et 4 ans et d'un enfant à venir, ne tient que sur les 991 euros d'allocation de Mounia, les 137 euros d'allocations familiales et les 251 euros d'allocation logement, pour un loyer de 990 euros. Consciente qu'elle ne peut tout financer avec un revenu qui équivaut depuis deux mois à 380 euros après paiement du loyer, Mounia préfère prendre ses précautions et protéger la famille en dépensant le moins possible - "je sais cuisiner avec peu, je fais des plats imaginaires" -, en recourant à l'aide alimentaire et en sollicitant son assistante sociale, qui lui a accordée une aide d'urgence de 100 euros¹¹¹.

Qu'il s'agisse de personnes ayant déjà recours à l'assistance auparavant ou de nouveaux arrivants, qu'ils soient considérés comme fondés à demander de l'aide ou non, la période de

¹¹⁰ Le caractère déterminant de l'aide familiale a été soulignée par Pierre Blavier, "*Un couple espagnol dans la récession de 2008. Composition et évaluation des revenus alternatifs*", *Revue des politiques sociales et familiales*, n°123, p. 27-40.

¹¹¹ Sur la prise en charge féminine des tâches administratives nécessitant de se rendre à des guichets dans les familles populaires, et les formes de socialisation qu'elles mettent en oeuvre, Yasmine Siblot, "« Je suis la secrétaire de la famille ! » La prise en charge féminine des tâches administratives entre subordination et ressource", *Genèses*, 2006/3 (n° 64), p. 46-66.

confinement et la nouvelle organisation des lieux de ressources qu'elle a vu se dessiner, a fait apparaître toute une frange de ménages qui d'ordinaire parviennent à joindre les deux bouts mais dont le confinement désorganise les systèmes de survie, voire sape les bases économiques. On peut conjecturer que la crise grignote leurs économies, ce qui doit être rapporté à la structure de leur budget - sur laquelle nous n'avons pas encore assez de matière, mais quelques indications.

Les retraités qui ne font pas appel à l'assistance d'ordinaire expliquent vivre très chichement. Pour les personnes en âge de travailler, la situation semble fragiliser en particulier celles à compte personnel - dans cette catégorie, nous n'avons pas eu l'occasion de rencontrer de travailleur.s.es du sexe -, et celles dans une situation de transition au sens large - divorce, problème de logement ou de santé non-résolu, présence temporaire en France, création d'une entreprise, projet (étudiant) loin de sa famille caractérisent les récits. Des individus attachés à leur indépendance financière se retrouvent en peine pour vivre une fois leurs charges en matière de logement couvertes. La plupart, en contrat précaire voire en situation irrégulière, sont bien moins protégés que des salariés ne le seraient à leur place. D'autres craignent que le chômage partiel soit insuffisant pour couvrir leurs besoins. Dans tous les cas, leurs économies fondent à vue d'oeil, et leur position au sein de leur famille, pionnière, ou avancée sur la crête de l'ascension sociale via la migration (en particulier pour les étudiant.e.s extracommunautaires), risque l'érosion. Changer d'angle pour se concentrer sur les nouveaux appelants qui émettent des demandes d'hébergement au 115, objet de l'excursus à suivre, permet de retrouver le profil de personnes "employables", autonomes d'ordinaire, qui appellent préventivement, voyant leurs ressources s'amenuiser et craignant de finir à la rue.

4. Excursus. Le début du confinement pour ceux qui appellent le 115 de Paris pour la première fois

L'enquête a commencé plusieurs semaines après l'entrée en confinement, un début d'investigation tardif pour observer les premiers contacts avec les services d'aide alimentaire. Ceux-ci ont été documentés surtout rétrospectivement, à partir d'entretiens de part et d'autre du guichet, et plus rarement *in vivo*, quand l'occasion s'est présentée de décrire l'arrivée à la distribution de nouvelles têtes. Les dossiers administratifs des bénéficiaires constitueraient une source précieuse pour caractériser leur profil et décrire leurs motivations¹¹². Néanmoins, confinement, réorganisation du dispositif et afflux au guichet oblige, il n'est pas nécessaire de répondre à un questionnaire pour s'identifier et motiver une demande d'aide alimentaire. Pour mieux saisir les circonstances du premier contact avec l'assistance, nous nous sommes tournés vers un autre guichet, lui aussi accessible au tout venant mais gardant une trace écrite systématique de chaque sollicitation, le 115 de Paris. Comment caractériser les premiers contacts avec le 115 durant le confinement ? En quoi les premiers appels au numéro d'urgence réfèrent-ils à la crise sanitaire ?¹¹³

4.1. Les dossiers des ménages ayant contacté le 115 pour la première fois le 17 ou le 18 mars 2020

4.1.1. Prendre les dossiers comme des documents du contact au guichet

Tout individu qui joint le numéro d'urgence, pourvu que son appel soit décroché par un écoutant social¹¹⁴, est immatriculé¹¹⁵. Un dossier individuel est ouvert, complété lors de

¹¹² Comme l'a montré Pierre Blavier, en enquêtant dans les distributions alimentaires (et les fichiers administratifs associés) du Secours Populaire à Valence, dans une Espagne frappée de plein fouet par la crise économique (voir Pierre Blavier, *Les manifestations socio-économiques du chômage de masse et les réaménagements des budgets des ménages pour y faire face. Le cas de la Grande Récession espagnoles (2008-2015)*, thèse de sociologie, sous la direction de Jérôme Bourdieu et Frédéric Lebaron, EHESS, Paris, 2017).

¹¹³ Merci à Amandine Lebugle pour sa relecture de dernière minute.

¹¹⁴ Le terme d'"écoutant social" ou d'"écoutant" tout court, utilisé sur le plateau d'appels, est employé le plus souvent, mais des mots en usage par le passé sont utilisés par commodité comme synonymes : "permanencier", ou "agent de téléphonie sociale".

¹¹⁵ La précision a son importance. L'extrême majorité des appels passés (83,8 % en 2018) ne sont pas décrochés, toutes les lignes étant occupées. En outre, le standard ne parvient pas à mettre en attente tous les appelants et raccroche au-delà d'un certain seuil de fréquentation, d'autant plus vite atteint durant le confinement qu'un nombre moindre d'écoutants étaient en poste. Sur la saturation croissante du plateau téléphonique, voir Charlotte Dion, *Les usagers du 115. État des lieux et évolution des profils et de l'hébergement de 2015 à 2018*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, 2019.). Le matricule est individuel, mais une clé permet d'associer les membres d'un même ménage, sachant qu'un ménage de plus d'une personne ne peut être, pour le Samusocial comme d'usage dans l'assistance, qu'un couple ou une famille (ie enfant(s) et parent(s)).

chaque nouvelle communication. Sur son poste de travail, l'écouter du 115 inscrit des informations sur plusieurs masques de saisie. Au premier appel, une "évaluation sociale" est réalisée, au moins entamée. Les informations à renseigner sont d'abord le sexe, la composition familiale, la date de naissance, la nationalité. La formation des permanenciers leur prescrit d'examiner la "situation administrative" (notamment la détention de pièces d'identité, de titres de séjour), "le suivi social" (l'ouverture de droits, l'enregistrement dans d'autres guichets d'aide sociale), l'état de "santé" et les "ressources" de leurs interlocuteurs¹¹⁶. L'enregistrement prend la forme de coches, de saisie sur menu déroulant, de renseignements en caractères standardisés (document 19), ou d'énoncés en texte libre, dans un onglet spécial, la "note" (documents 20 et 21). La note se présente comme un compte-rendu professionnel de chaque appel, permettant aux écoutants de coordonner leurs réponses au fil des communications, et pas seulement en matière d'hébergement¹¹⁷. Ainsi, les dossiers des appelants sont non seulement les inscriptions des interactions téléphoniques, sous l'aspect de bilans configurant de futurs appels, mais aussi des traces, compulsées à chaque occasion, de ces communications. En appréhendant les dossiers sous cet angle¹¹⁸, ils apparaissent comme autant d'enquêtes, documentées et documentables, sur le parcours et les difficultés rencontrées par les requérants. C'est ainsi que nous avons examiné les dossiers des nouveaux appelants au 115, le 17 et le 18 mars dernier.

¹¹⁶ Le questionnaire d'évaluation est plus fourni, mais ces renseignements cadrent rapidement la discussion, peuvent ouvrir rapidement sur des orientations. Ces items-là figurent dans toutes les notes, pourvu que l'évaluation ait eu lieu. Une partie des communications sont en effet interrompues ou non enregistrées, pour ce que j'ai pu en voir, en raison de coupures techniques principalement, ou au moment du passage de l'appel en *back line* – sur la ligne d'un permanencier moins pressé que ses collègues en *front line* pour réaliser l'évaluation, et ne pas engorger le réseau. Charlotte Dion, une des analystes des bases de gestion du 115, a eu la gentillesse de se pencher sur la question. Soit les premiers appels décrochés au numéro d'urgence en 2018, 69 000 au total : 37 000 ne donnent pas lieu à un hébergement (ils ne sont pas "clôturés" dans l'idiome du centre d'appels), sur ceux-là 5750 (un peu plus de 15%) présentent des notes quasi vierges, principalement en raison, semblerait-il, de coupures techniques et d'erreurs d'aiguillages sur le logiciel (telles que l'évaluation réalisée ne serait finalement pas enregistrée). Il s'agit d'indications toute provisoires, un examen plus précis de la table des appels interrompus est au programme de l'Observatoire et de la Régulation.

¹¹⁷ Voir Daniel Cefai et Edouard Gardella, *L'urgence sociale en action. Une ethnographie du Samusocial de Paris*, Paris, La Découverte, 2011, p. 99-108 et 119-125.

¹¹⁸ Jusqu'à présent, ces renseignements sont traités *ex-post*, par le service producteur (la "Régulation"), le service d'étude (l'Observatoire) ou des tiers autorisés (des chercheurs en particulier), comme des "données de gestion" - par différence avec des données d'enquête. Comme telles, les informations standardisées sont immédiatement exploitées comme des "variables", expurgées des redondances (des "doublons" en particulier), évaluées d'après leur taux de remplissage (le "taux de réponse"), dûment nettoyées, reformatées, pour ne pas dire blanchies avant exploitation. Quant aux "notes", elles ne sont guère examinées. Quelques investigations récentes en font usage, ou à titre illustratif, ou en vue de créer de nouvelles variables (voir Amandine Lebugle et al., *Les familles ayant appelé le 115...*, *op. cit.* partie 3), pas comme documents.

Document 19 (ci-dessus), 20 et 21 (ci-dessous). La “demande d’hébergement” de M.J., sur l’interface du logiciel de gestion des écoutants sociaux, en résumé, et en détail sur l’interface de saisie, avec à droite, la “note”. Le dossier de M.J. est examiné dans le point 4.3.2. Source : Aloha-4D, Samusocial de Paris.

Fiche PERSONNE de

Nom: [redacted] Sexe: Homme SIAO 115 Fiche 17 [redacted] créée le 17/03/2020 M&Jm 18/04/2020

Prénom: [redacted] [redacted] [redacted]

Né le: [redacted] Age: [redacted]

Etat Civil: Seul (e)

Info clés: Social/Aédr. SP (0) Signalement (0) Demande (0)

Nationalité: Union Européenne _ Espagne

Pièces d'identité: Français ; UE ; Régularisés hors UE _ CHI ou Passeport UE

Suivi social: Sans

Temps d'attente: D'une semaine à moins d'un mois

Motif séparation: Départ du pays d'origine

Ressources: Sans ressources

Couv. sociale: Ne sait pas

Animaux: [redacted]

Information sur l'hébergement cloturé le plus récent:

Nombre TOTAL d'hébergement: 0 N° fiche: [redacted] Date: 00/00/00

Statut ADMINIST: Carte identité espagnol - Dom*aucun

SUM SOCIAL: -aucun

SANTE: TTT d'insuline à suivre ou'il a amené avec lui, il lui en reste pour 1 mois mr dit qu'il a dû mal à se déplacer

quodidien: aucune adresse, lui proposons la chorba mais c'est trop loin de là où il est et ne peut pas beaucoup marcher.

mr a demandé à déjà demandé à l'ambassade pour un rapatriement mais il ne peuvent pas le faire. mr attend que sa famille lui envoie de l'argent mais cela va prendre 3 à 4 jours pour recevoir l'argent

vu coordi, PAS de ROPE le temps que les frontières sont fermés.

expl place 115, horaire d'appel, invitons mr à rappeler à 19h selon dispo

22/03/2020 - 09:01 - [redacted] coupure technique avant de vérifier santé

18/04/2020 - 14:41 - [redacted] Monsieur vient de sortir de l'hôpital, suite à son hospitalisation, monsieur est très en colère à la suite de la DMP, expliquons à Monsieur que actuellement nous ne disposons pas de place

Buttons: Demande Certif. Héb. NR En attente Signalement Hébergement Annuler/Quitter Sauver Enregistrer & fermer

La période considérée l'est en partie par défaut. Les délais imposés au projet ne permettent pas de prendre en compte les dossiers de tous les nouveaux appelants entre l'annonce et la fin du confinement¹¹⁹. Ces dossiers ne sont au demeurant qu'une source secondaire des analyses présentées dans ce rapport, et feront l'objet d'analyses plus poussées dans les mois à venir par des spécialistes¹²⁰. Leur exploration s'est donc faite à l'économie. Les deux jours suivant l'annonce du confinement ont été retenus, en imaginant que les permanenciers seraient d'autant plus sensibles aux références au confinement, qui relève alors d'une expérience proprement inédite, pas encore fondue dans des routines de travail et d'enregistrements.

¹¹⁹ L'accès à la base se fait à distance, pas sur le serveur directement, ce qui ralentit la consultation. L'interface plante parfois. Une journée permet d'ouvrir une cinquantaine de dossiers, d'y jeter un oeil rapide, de consigner des informations avant toute analyse, d'après l'estimation d'un utilisateur néophyte (Erwan Le Méner) ; et il s'agit ici de dossiers de petit gabarit (comparé aux volumineux dossiers des ménages enregistrés de longue date).

¹²⁰ Coordonnées par Amandine Lebugle, démographe.

4.1.2. Les premiers appelants : une goutte d'eau dans le courant de l'urgence sociale

Du 17 au 18, 147 nouvelles "fiches" ont été ouvertes par des permanenciers, sur un total de 42 309 fiches générées ces jours-là¹²¹. Ces fiches concernent *a priori* 21 309 individus¹²², ce qui correspond au stock pris en charge (stable d'un jour à l'autre). Soit : outre les individus qui ont été logés par prolongation automatique de l'hébergement, le solde de ceux qui entrent¹²³ et sortent des effectifs. En d'autres termes, les nouveaux appelants ne constituent qu'une fraction infime des dossiers traités par les écoutants sociaux lors des premières heures du confinement. La statistique reflète les mesures d'activité des permanenciers : le gros des actions menées auprès des sans-domicile consiste à prolonger des séjours, une portion congrue à l'enregistrement et l'orientation de nouveaux venus.

Après élimination manuelle des "faux positifs", enregistrés sur le moment comme nouveaux appelants, mais qui se trouvent déjà dans la base, il s'avère que 134 individus (et non 147) sont concernés. Ils se répartissent en 92 ménages, soit, selon les catégories renseignées, 2 "mineurs" (des "mineurs non accompagnés", renvoyés aux guichets compétents), 7 "couples" (pour 9 individus inscrits¹²⁴), 65 "isolés" et 19 "familles" (représentant 58 parents ou enfants). Dans les 92 "notes" correspondant à ces ménages, 32 font référence de façon explicite ou pourraient faire référence (de façon implicite) au confinement. Environ deux tiers des ménages joignant le 115 pour la première fois le font donc sans aucun lien apparent avec le confinement¹²⁵. Sur le plateau d'Ivry-sur-Seine comme dans d'autres guichets demeurant ouverts durant le confinement, les agents continuent de servir leur clientèle "habituelle" : non seulement les individus demeurant dans leur file active, mais également ceux frappant à leur porte.

Comment les 32 ménages restants – parmi lesquels des isolés, des couples et des familles, mais pas de "mineurs" –, font-ils donc référence au confinement au cours de leur premier appel au 115, et par la suite de leurs appels jusqu'au 11 mai¹²⁶ ?

¹²¹ Ces fiches représentent toute l'activité du 115 : à la fois la gestion du stock (soit la prolongation de séjours déjà entamés), et la gestion du flux (les nouvelles demandes d'hébergement, ou de fin de prise en charge, traitées, peu importe la réponse apportée).

¹²² Ces 21 309 enregistrements distincts comportent des comptes multiples, dans une quantité que nous ignorons.

¹²³ C'est-à-dire les individus ayant réussi à joindre un permanencier, peu importe leur demande et la réponse apportée, et ceux logés sans avoir eu à appeler le 115, à la demande des autorités. La Ville de Paris et la Préfecture, administrateurs du Samusocial, ont un accès coupe-file à l'hébergement, par des "droits de tirage", correspondant en particulier à l'hébergement immédiatement consécutif à une expulsion locative, et à des "droits de priorité", utilisés notamment pour mettre à l'abri des habitants de bidonvilles, des occupants de campements démantelés ou encore des sortants de prison.

¹²⁴ Il arrive qu'un seul membre du couple soit inscrit.

¹²⁵ C'est une mesure plafond. Une bonne dizaine de communications ont été interrompues, avant renseignement de la note, cf note *supra*.

¹²⁶ La cohorte des primo-appelants du 17 et du 18 mars a été suivie jusqu'au terme du confinement, borne à moitié arbitraire, justifiée par les délais de livraison du rapport.

4.2. Le confinement pour des personnes aux portes de l'assistance

Intéressons-nous en premier lieu aux situations de ménages déjà à la rue avant le confinement mais pas encore enregistrés au 115.

4.2.1. Des sans-abri inconnus au bataillon voudraient se confiner au chaud

Une poignée d'appels est le fait d'homme seuls, à la rue, qui n'avaient visiblement jamais appelé le 115¹²⁷. Supposant qu'en raison de l'épidémie des hébergements allaient ouvrir, peut-être informés de l'allocution présidentielle du dimanche 16¹²⁸, ils essaient de profiter de l'aubaine. Il en est ainsi pour M. Bouziane, 61 ans.

Mr est à la rue depuis 2000, il n'a jamais eu de logement (sauf du vivant de ses parents). Mr aime bien vivre "comme ça". Mr se met à l'abri dans les 16ème (Paris) au pieds d'une église. Il aimerait avoir une place par rapport aux mesures mises en place pour le virus¹²⁹.

On lui propose le "CHAPSA", un centre d'hébergement d'urgence basé à Nanterre, offrant des séjours de courte durée (cf *infra*). Il décline, il veut "une place stable", qu'il n'obtient pas. Dans les jours qui suivent, le gouvernement annonce l'ouverture d'hébergements spécial Covid, et à Paris en grand nombre. L'information circule. On ne sait, à défaut d'avoir consulté les dossiers au delà du 18 mars, si cette annonce a provoqué une recrudescence de nouveaux demandeurs au 115. Mais c'est dans ce contexte que le sans-abri retente sa chance, le 28 avril. L'écoutante sociale qui décroche son appel, met à jour l'évaluation de sa collègue. Mais elle n'apprend pas grand chose de plus : l'homme "a de quoi manger", "dit se débrouiller pour pouvoir se doucher", niveau "santé, il est "fatigué mais RAS [rien à signaler]". La plateforme n'a pas de place à lui proposer ce jour-là non plus. "Mr. ne souhaite pas nous rappeler tous les jours mais essaiera demain". L'homme est visiblement autonome et n'a pas l'intention de passer ses journées au bout du fil. Quand il joint la plateforme, seulement début mai – "il pensait que le 115 allait le rappeler" –, il n'y a toujours pas d'hébergement disponible.

Le sexagénaire n'est pas le seul à vouloir profiter de l'aubaine, qui n'en est pas forcément une. M. Anthony, 58 ans, a perdu son logement trois ans plus tôt, après un divorce. Depuis, il

¹²⁷ D'après la Nuit de la Solidarité, l'enquête de recensement des sans-abri, menée en face-à-face une fois par an par la Ville de Paris dans les rue de la capitale, deux tiers des sans-abri n'appelleraient jamais le 115 (parmi les répondants, 729 sur 929 possibles). Voir Lo Polly Beyne, Marie Molinier et Emmanuelle Pierre-Marie, *Les personnes en situation de rue à Paris la nuit du 7-8 février 2019. Analyse des données issues du décompte de la 2è édition de la Nuit de la Solidarité*, rapport de l'APUR, décembre 2019, p. 27.

¹²⁸ Où le président Macron déclara : « Pour les plus précaires, pour les plus démunis, pour les personnes isolées, nous ferons en sorte, avec les grandes associations, avec aussi les collectivités locales et leurs services, qu'ils puissent être nourris, protégés, que les services que nous leur devons soient assurés ».

¹²⁹ Les retranscriptions conservent les abréviations, les fautes d'orthographe, ou de syntaxe, qui indiquent bien la cadence des appels que reçoivent les écoutants sociaux, leur souci d'aller à l'essentiel, de ne relever que des informations motivant leur orientation (notamment des refus d'hébergement) ou préparant de prochaines communications.

dort “à gauche à droite”, mais “son dernier ami n’a pas pu l’héberger il est donc à la rue depuis 2 jours” (17 mars, premier appel).

[Quand il] nous demande une place, en nous expliquant que c'est tout ce qui l'intéresse [nous] expliquons à M. la réalité des conditions d'hébergement pendant ce temps de confinement.

Il serait intéressant de documenter ces “conditions d’hébergement” en temps de confinement - et de voir comment elles ont évolué du 17 mars au 11 mai¹³⁰. Nous ne l’avons pas fait ; nous n’avons que quelques indications sur les hébergements accessibles aux sans abri par leurs propres moyens, hors du parc alloué au Samusocial, par les sms envoyés de la plateforme aux appelants une fois terminée la communication, donnant les adresses de services d’aide ouverts pendant le confinement. En ce qui concerne l’hébergement en ce début de confinement, la seule destination indiquée est celle du centre nanterrois, ou plutôt celle du point de rendez-vous avec les horaires de ramassage du bus de la Brigade d’assistance aux personnes sans-abri. Ce vaste asile de nuit situé dans les locaux du centre hospitalier de Nanterre, mobilisé notamment ces dernières années pour répondre à la crise migratoire¹³¹, ouvre jour et nuit pendant le début du confinement et reçoit notamment dans une “unité Covid “de 48 lits¹³². Sa mauvaise réputation parmi toute une partie des sans-abri¹³³, son confort limité, quoiqu’il n’ait plus rien d’extraordinaire, peuvent faire déchanter les candidats à un hébergement “stable”, comme M. Anthony qui “nous remercie et raccroche” (17 mars, premier appel).

Pour d’autres personnes à la rue mais pas encore connues du 115, le confinement complique la donne.

¹³⁰ On pourrait ainsi interroger le permanencier et le coordinateur référent pour cet appel, leurs collègues présents sur le plateau dans la période étudiée. A partir de la base des services d’hébergement, on pourrait décrire l’évolution quantitative et qualitative du parc d’hébergement mobilisé durant le confinement.

¹³¹ Source : Aude Cordone, Mireille Eberhard, Mégane Réginal et Vincent Tomas, *Compte-rendu d’enquête au centre d’hébergement d’urgence migrants du CASH (92000 Nanterre), géré par le Centre d’accueil et de soins hospitaliers*, réalisée le 22 mai 2017, Observation ethnographique, 2017, 53 p., in Stéphane Baciocchi et al., *Enquête publique sur les personnes étrangères évacuées de campements parisiens et mises à l’abri depuis juin 2015. Journal de terrain en hébergement (Ile-de-France, novembre 2016-juillet 2017)*, Journal d’enquête (version de travail), Observatoire du Samusocial de Paris, 902 p. Il s’agit d’une observation directe du centre d’hébergement, terrain de nombreuses enquêtes par ailleurs, notamment dans sa partie réservée aux migrants.

¹³² Anon., “Vêtements, savons, jeux : le centre d’accueil des SDF de Nanterre a besoin de dons”, *Le Parisien.fr*, 23 mars 2020.

¹³³ L’adresse, souvent proposée par les agents du Recueil Social aux sans-abri qu’ils rencontrent dans le métro, est régulièrement déclinée. On lui préfère des centres d’hébergement de plus petite taille, où l’équipement, le confort et les conditions sanitaires sont décrits comme nettement supérieurs. L’un des enjeux du travail de la maraude spécialisée consiste à déjouer cette mauvaise réputation en invitant les personnes à tester le lieu par elles-mêmes si leur évaluation est issue de l’expérience de leurs pairs, ou refaire une tentative si leur évaluation est fondée sur une expérience ancienne. Voir Odile Macchi, *Les sans-abri présents dans le métro parisien. Parcours, usages, interactions*, rapport de l’Observatoire du Samusocial de Paris, 2019, 145 p.

4.2.2. Des ménages en sérieuse difficulté, dont le confinement aggrave la situation

Cet homme de 36 ans, pourtant en CDI à temps plein, galère depuis trois mois et sa situation lui devient insupportable avec l'entrée en vigueur du confinement :

Mr explique que depuis 3 mois il est sans solution d'hébergement suite à une rupture avec sa fiancée. Avant il était hébergé par des personnes à droite et à gauche, de temps en temps, très souvent il dort dans la rue. Depuis 1 mois exactement, Mr. dort dans les gares mais avec la situation sanitaire il ne peut plus. Ce soir il appelle le 115 par demande de son supérieur parce qu'il travaille comme chauffeur, suite aux nuits Mr est très fatigué. [...] Mr est à bout." (17 mars, 22h39).

Il n'obtient pas de place, l'absence d'hébergement en réserve justifie de prononcer une "DNP" (pour demande non pourvue) mais sa situation a frappé le permanencier, qui s'est tourné vers le coordinateur pour prendre une juste décision¹³⁴ : l'homme est bien laissé à la rue, mais vraisemblablement invité à rappeler le numéro d'urgence, qui s'efforcera alors de lui trouver un hébergement¹³⁵. D'autres ménages sollicitent le Samusocial, alors que leur situation, qui ne tenait qu'à un fil, paraît sur le point de basculer.

Cette femme de 33 ans appelle pour elle, son mari et leurs trois enfants, qui ont entre un an et six ans. Tous les cinq vivaient chez la mère de l'épouse à Paris, depuis leur arrivée en février. Celle-ci vient de les mettre à la porte. La note ne dit pas si le logeur a voulu garder les distances et se confiner en solitaire, mais dans d'autres dossiers sourdent des disputes entre logeurs et hébergés soudainement expulsés, survenues autour de l'annonce du confinement, et on peut imaginer que certaines expulsions ont à voir avec cette mesure (voir point 3.2.). Dans le cas de cette mère de 33 ans, l'histoire familiale n'est pas mise au clair – l'écoutante note précipitamment que:

Monsieur avait une promesse d'embauche mais tout est annulé a cause du confinement d'ou leur arrivée à Paris. Impossibilité pour la FA[famille] de revenir à Marseille.

On comprend que l'époux était sur le point de commencer un nouveau travail, ce qui aurait aidé son foyer - le couple "[ne travaille pas]", le mari touche juste une allocation chômage mensuelle de 900 euros. L'embauche était-elle prévue à Paris, où le groupe domestique est installé depuis plus d'un mois, où les parents ont ouvert leurs droits, mais aussi scolarisé les enfants – des démarches assez lourdes, qui demandent une domiciliation (probablement chez la mère de l'épouse) et qui indiquent plutôt une volonté d'installation ? Ou l'embauche devait-elle avoir lieu à Marseille – où ils voudraient revenir ? La note ne permet pas de le comprendre, mais une "demande de prise en charge" est lancée dès le premier appel et deux

¹³⁴ Sur les arbitrages au moment de l'allocation des rares places d'hébergement, en situation de choix tragique, voir Erwan Le Méner, "Évaluer des demandes, ou la justesse comme travail invisible. Le cas du 115 de Paris", *Ethnographiques.org* n°23.

¹³⁵ Interprétation d'après les dernières lignes de la note, adressées comme une instruction au collègue qui répondra au prochain appel de M. Baha : "O° [orientation] VU avec Coord. [coordinateur]. DNP ce soir, essayons de retrouver une place pour Mr. dans son prochain appel."

jours plus tard, la “famille” est orientée vers un hôtel où elle réside encore au terme du confinement.

Le 115 est plus largement le témoin de la fermeture de certains services d’aide pendant le confinement. Il s’agit d’abord de lieux de première nécessité, comme les bains-douches, et de façon plus manifeste dans l’échantillon, des distributions alimentaires (rappelons que le 17 et le 18 mars, tous les services décrits dans ce rapports, notamment au Carreau du Temple, n’étaient pas encore ouverts).

Monsieur passe ses journées à chercher de l’aide, il dit être sans nourriture et dors la ou il peut surtout près de porte de Clignancourt.

Cette autre personne n’appelle pas pour un hébergement, mais “il demande de l’aide car n’a pas les moyens de se nourrir”. Il voudrait aussi faire avancer sa demande d’asile et son interlocuteur lui envoie par sms le numéro de l’OFII.

Mais expliquons à Mr qu’au vu de la crise sanitaire du pays, les rdv pour les DA sont reportés. >O° :@resto du coeur 19è.

Il n’est pas la seule à s’inquiéter de la fermeture de guichets administratifs ou juridiques. Cette famille de Bangladais a atterri une semaine plus tôt à Roissy, après s’être enfuie, en passant par l’“Inde”, en raison de l’engagement politique de l’époux.

La famille dort à GDN [gare du Nord] depuis son arrivée. Font la manche pour manger. PAs de réseaux Pas d@ [d’adresse] pour le Q° [je ne saisis pas l’abréviation] Projet = D.A [demande d’asile]. La famille avait un RDV à la CAFDA [coordination de l’accueil des familles demandeuses d’asile] adj [aujourd’hui] (17/03) pour la dde [demande] d’asile, mais fermé suite au confinement (COVID-19)” (17 mars, 9h38)

Ceux qui entrent ainsi en contact avec le Samusocial paraissent esseulés, ne sachant où aller pour manger par exemple, s’agitant en tout sens ou au contraire comme ankylosés, en tout cas désespérés. La crise sanitaire n’est pas à l’origine de cette désorientation, mais la situation fait que des portes qu’ils s’attendaient à voir ouvertes sont fermées. Le confinement complique la survie de façon excessive ou suspend les projets les plus importants, et démunit les individus. On pense à cette autre famille en exil, tout juste arrivée en France, après un voyage de milliers de kilomètres, hébergée après seulement quatre appels. Quelques jours après sa mise à l’abri, l’épouse, qui ne parle pas un mot de français, appelle le numéro d’urgence. Le permanencier note ce que lui confie l’interprète : “La famille n’a rien mangé depuis deux jours”. Il “[inscrit] la famille dans le tableau ticket service¹³⁶. La famille attend et ne veut pas sortir pour prendre de la nourriture”. Le lendemain, nouvel appel : “La famille est vraiment désespérée n’a plus rien à manger.” La famille, toujours logée au moment du déconfinement, sans rupture d’hébergement, parviendra à contacter encore 13 fois le numéro d’urgence pourtant ô combien difficile à joindre.

¹³⁶ Durant le confinement, les familles hébergées en hôtel par le Samusocial ont reçu des tickets service, c’est-à-dire des bons d’achat, prévus pour des courses alimentaires.

L'échantillon des situations considérées est bien mince, mais tendrait à désigner parmi ces ménages, soit des "arrivants"¹³⁷ qui n'ont pas encore exploré la ville et qui ne sont pas encore familiers du réseau d'assistance, soit des individus que le confinement, privant de ressources vitales, comme de lieu habituel où dormir, finit d'épuiser.

Les portraits qui viennent d'être brossés sont donc ceux d'hommes et de femmes déjà à la rue, privés de logement au moment du confinement. Pour les uns, des sans-abri depuis longtemps sur le trottoir, la crise sanitaire, comme d'autres événements provoquant l'ouverture soudaine de nombreux hébergements¹³⁸, représente l'occasion d'obtenir un toit, mais n'a visiblement rien d'un recours vital. Pour d'autres, le confinement, qui coupe l'accès à des ressources de première nécessité, empire une situation déjà fragile et désespère. D'autres ménages contactent le 115 pour la première fois, dans une situation quelque peu différente : le confinement ébranle un mode d'existence relativement autonome de l'assistance.

4.3. Les sans-domicile du confinement ?

Deux configurations sont distinguées, d'abord celle de ménages expulsés de leur logement au moment de l'annonce du confinement, puis celle de travailleurs forcés à l'inactivité, dont les conditions matérielles d'existence sont soudainement menacées.

4.3.1. Les expulsés du confinement

Avec l'épidémie, des logeurs congédient leurs hôtes. Un homme, qui joint le 115 le mardi 17 en milieu de journée, vivait "en collocation dans un logement. le propriétaire du logement l'a mis à la porte pour être seule dans le logement". Une mère de famille à la rue (ses enfants sont logés chez des proches) "était hbgée par une amie qui vient de déménager", le dimanche 15, la veille de l'information officielle du confinement et du grand départ des Parisiens partis

¹³⁷ L'expression renvoie au documentaire tourné en 2008 rue Planchat à la Coordination de l'accueil des familles demandeuses d'asile, sur les interactions au guichet entre ces "arrivants" et des intervenants parfois eux-même débordés et désarçonnés face aux difficultés des familles qu'ils accueillent. Voir : Claudine Bories, Patrice Chagnard (réal.), *Les arrivants*, produit par Les Films d'ici, 113 min, 2010.

¹³⁸ On pense aux SDF infiltrés dans les campements de migrants et s'engouffrant dans les bus affectés par la Préfecture au moment des évacuations, en direction des hébergements destinés aux "migrants". Il faut dire que ces SDF, d'origine étrangère eux aussi, se fondent bien dans le décor. Voir les observations de Stéphane Bacciochi et al., *Enquête publique...*, *op. cit.* Les rapprochements effectifs entre la question SDF et les politiques migratoires, sont encore peu étudiés. Les recherches sur le sans-abrisme négligent le poids des migrations dans les parcours des sans-domicile, et à l'inverse, les recherches sur les migrations tendent à négliger l'importance du passage par le circuit "généraliste" (par opposition à "spécialisé") de l'assistance des groupes étudiés.

se confiner au vert¹³⁹, alors que l’allocution présidentielle était déjà annoncée et le confinement attendu.

D’autres situations d’expulsions pourraient avoir un lien avec l’épidémie, sans que cela soit ni évident ni à exclure¹⁴⁰. Cette femme est “entrée en conflit avec sa tante [où elle vit depuis 4 mois]”, et “la famille est à la rue depuis ce matin” (appel reçu le 18 mars, en début d’après-midi), cette autre femme s’est “fait expulsé de chez sa soeur [...], elle est actuellement Gare d’Austerlitz, quand cet homme “qui était hébergé chez un tiers” est “expulsé depuis une semaine”.

Le confinement prive aussi des ménages des ressources relationnelles sur lesquelles ils auraient visiblement pu compter d’ordinaire.

Une femme, “à la rue avec sa fille depuis deux semaine, et sans solution stable depuis deux mois [...] était hebergé à Saint-Denis par un tiers. [Mais] “elle dit qu’à la suite du virus plus personne ne souhaite [l’]aider.

Idem pour un provincial débarqué dans la capitale il y a quelques jours qui n’a sans doute pas choisi le bon moment pour reprendre des “démarches [entamées] sur Paris dans le passé” : il a des “réseaux amicaux sur Paris mais personne ne lui a proposé d’aide pour l’héberger” (17 mars, premier appel). Il a dormi dans une gare et n’a de revenu que son RSA. Un autre homme, lui aussi bénéficiaire du RSA, “qui n’a plus de soutien de son réseau depuis une semaine” dort pour sa part dans le “Noctilien” (des bus qui fonctionnent la nuit à Paris).

Entre ces individus, un point commun majeur : une situation résidentielle instable, voire franchement précaire, avant même d’être mis à la porte par leurs logeurs, et des difficultés économiques manifestes. Ces mal-logés appellent parfois après avoir éprouvé la dureté d’une nuit sur le trottoir, sur un banc ou un siège de bus, mais surtout après avoir épuisé les autres solutions à disposition (dormir chez l’un ou chez l’autre, en squat, à l’étroit chez un parent etc.), qui leur permettaient depuis des mois voire des années de se débrouiller.

C’est cependant certainement cette capacité de débrouille, attestée jusqu’à présent, que relèvent les agents de téléphonie sociale. Les hébergements étant rares, les urgentistes sociaux doivent être sûrs de l’extrême détresse de ceux qui les sollicitent avant de les allouer,

¹³⁹ INSEE, *Population présente sur le territoire avant et après le début du confinement. Premiers résultats*, Communiqué de presse, 8 avril 2020, 6 p.

¹⁴⁰ Ce qui renvoie à la difficulté plus large d’examiner les rapports entre expulsion d’un logement et appel au 115, soulignée dans une investigation portant plus précisément sur les expulsions locatives, une catégorie juridique claire, mais un phénomène dur à cerner et dont les traces sont difficiles à suivre dans les dossiers des permanenciers. Voir Mireille Eberhard et Marie Mengotti, *Expulsions locatives et sans-abrisme : un éclairage à partir des données du 115*, rapport de l’Observatoire du Samusocial de Paris pour l’ONPES, 2016, introduction et partie 1. *Modulo* ces difficultés, il serait intéressant d’observer l’évolution du nombre d’expulsions, peu avant et pendant le confinement : comme “motif de séparation” (question standardisée, réponses pré-codées) ou contexte du premier contact (décelable comme occurrence du terme dans la note et le compte-rendu du premier appel). On peut penser que dans des situations résidentielles fragiles, des événements vécus, présentables ou descriptibles, par l’intéressé ou le permanencier, comme “expulsion” (que ce soit d’un logement personnel, de chez un tiers, d’un hôtel etc.) soient plus souvent mentionnés peu avant l’annonce du confinement, et de façon décroissante ensuite, au moins jusqu’à l’annonce du déconfinement.

qui n'est pas établie au moment du premier appel. Le confinement aggrave sans doute leur situation, mais pour le moment n'en change pas la forme (il faudrait voir si l'insistance des expulsés au standard du 115 recadre l'évaluation initiale et s'avère payante pour obtenir un hébergement¹⁴¹).

4.3.2. Forcés à l'inactivité, des travailleurs étrangers appauvris réclament un toit, sans succès

La seconde configuration repérée est celle de travailleurs, tous étrangers dans l'échantillon collectionné, qui présentaient une situation matérielle stabilisée avant la crise. Le confinement les prive de revenus, parfois de logement, et déstabilise leur organisation domestique. Comme M.J. (document 19, 20, 21), certains appellent ainsi le numéro d'urgence après avoir perdu leur travail. Cet Espagnol travaillait dans un "restaurant", à l'instar de sa compatriote, quinquagenaire elle aussi, "chef cuisinière" en CDI, désormais au chômage. Un autre, M. Vieru, s'embauchait dans le "bâtiment". Un de ses compatriotes roumains, "auto-entrepreneur, [...] travaille de façon déclarée (vélo, taxi) mais emploi mis à mal ac [avec] l'épidémie. Pr se dépanner en attendant, travaille à droite [à gauche] de façon non déclarée" (17 mars, premier appel). Un couple, originaire d'un pays "hors UE", fraîchement arrivé en France après avoir vécu en Italie, "travaillait dans le magasin de son amie, puis le soir il dormait dans le magasin. Elle les a hébergé 3 jours puis leur a dit de partir car elle a fermé son magasin". D'autres personnes vraisemblablement privées de ressources liées au travail durant le confinement appellent le Samusocial : ce Togolais de 28 ans qui devait commencer une "formation [...] débouchant sur un emploi", cet homme, de nationalité inconnue, qui "a essayé de trouver un contrat de travail ms [mais] n'y est pas encore parvenu", ou cette personne transsexuelle orientée par une association d'aide aux homosexuels rejetés par leur famille, qui arrivaient depuis plusieurs mois à se payer une chambre d'hôtel, mais qui "actuellement [...] n'a plus de ressources".

A deux exceptions près examinées plus bas, aucun de ces chômeurs forcés ne se voit proposer un hébergement. Alors qu'ils correspondent bien au profil des "nouveaux publics" préoccupant les responsables d'association, signalés de façon inquiète aux guichets de l'aide alimentaire, et caractérisés dans ce rapport comme des travailleurs étrangers fauchés par la crise (cf 3.2.2. et 3.2.3.), ils n'ont vraisemblablement aucun privilège en matière d'hébergement. Il faut dire que les permanenciers ont, par rapport au nombre d'appelants ou à ceux qui parmi eux sont enregistrés comme des demandeurs d'hébergement, moins de places à distribuer que jamais¹⁴². Les places disponibles sont allouées au compte-gouttes, à

¹⁴¹ Ce qui semble être le cas pour les familles, voir Amandine Lebugle et al., *Les familles...*, op. cit.

¹⁴² La situation des familles, qui ne tardaient jamais à trouver un hébergement après avoir appelé le 115 entre 1999 et 2010, est particulièrement évocatrice. Charlotte Dion, Elsa Garcin, Amandine Lebugle et Emilie Segol documentent ainsi avec précision l'augmentation récente des "demandes non pourvues" (des demandes fondées, justifiant une mise à l'abri, mais aboutissant à une fin de non recevoir, faute de place). Alors que même que le nombre d'hébergement pour les familles augmente, notamment l'hiver venu avec l'ouverture de places en centres collectifs, depuis 2018, il n'est plus aucun moment de l'année, période hivernale comprise, où le 115

des ménages jugés particulièrement en détresse, dont la détresse se jauge aussi à l'insistance, et qui appellent au bon moment (ie quand il reste des places)¹⁴³. Quoiqu'ils soient forcés au chômage, ces nouveaux appelants sont manifestement employables, ce qui ne plaide certainement pas en leur faveur pour obtenir un hébergement. Du reste, ces chômeurs du Covid ne demandent pas leur reste : premier appel inclus, ils ne joignent le 115 qu'une ou deux fois, à l'exception de M.J. L'ouvrier est pris quatre fois au standard en quelques jours, il mise sur ses problèmes de santé pour réclamer un toit après une brève hospitalisation, mais il n'obtient pas gain de cause et "*très en colère*", il ne rappellera plus le 115.

Parmi ces requérants, deux obtiennent tout de même un hébergement, la personne transsexuelle orientée par une association et la cuisinière en CDI et ses deux enfants. La demande de cette dernière est appuyée par un appel puis par une évaluation écrite, transmise par mail, puis inscrite dans la note des permanenciers, émanant d'une conseillère en économie sociale et familiale de secteur, qui suit la famille depuis la fin de l'année dernière dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance. La travailleuse sociale se fend d'un mail long de 20 lignes, témoignant des difficultés nombreuses de la famille et de certains de ses membres en particulier, et de l'effet délétère de la crise sanitaire. Non seulement, la chargée de famille est au chômage, mais toute la maisonnée va être à la rue, mise à la porte de l'hôtel où elle réside, qui ferme à cause de l'épidémie. L'échange montre bien qu'il n'y a aucun passe-droit pour des travailleurs sociaux dans l'accès à l'hébergement – sinon leur référent social ne défendrait pas si âprement leur cas. Ce qui ne veut pas dire que l'appui d'un travailleur social, d'un confrère ne compte pas dans l'évaluation faite par l'écoutant, et la décision d'hébergement prise en concertation avec le coordinateur. Mais lorsqu'un tel soutien existe, cela signifie déjà que ceux qui demandent un hébergement sont en contact avec l'assistance. Une hypothèse peut être ainsi formulée – et pourrait être testée à plus large échelle : la crise sanitaire force à l'inactivité, appauvrit et met à la rue des ménages qui ne faisaient pas appel au 115 et qui témoignaient d'une certaine autonomie et indépendance sur le plan matériel, mais tous ne sont pas logés à la même enseigne : être déjà dans les files actives d'associations de solidarité ou des services sociaux pourrait constituer une recommandation décisive pour obtenir un des rares hébergements disponibles.

Cette exploration rapide des premiers appels décrochés au 115 le 17 et le 18 mars met en lumière les rapports qu'entretiennent le confinement et le recours au numéro d'urgence¹⁴⁴. La ligne mise en place pour "ceux qui n'ont plus personne à appeler", comme l'on pouvait le

parvient à héberger promptement les familles qui le sollicitent (voir *Les familles ayant appelé le 115...*, *op. cit.*, partie 1).

¹⁴³ Voir *Ibid.*, et Odile Macchi, *A la recherche...*, *op. cit.*

¹⁴⁴ Les observations auraient peut-être été différentes dans les semaines suivantes qui se sont traduites par une très forte hausse de la capacité d'hébergement

lire sur les panneaux publicitaires de la mairie dès l'hiver 1995¹⁴⁵, est contactée dans des circonstances assez variées, qui concernent des ménages aux profils – ou à des moments de leur carrière – assez différents semble-t-il.

1. Des sans abri de longue date, qui ne sont pourtant pas enregistrés dans la base des usagers du 115, tentent d'obtenir un hébergement de qualité, comme en écho des annonces du président de la République puis du ministre du Logement. Ils ne l'obtiennent pas, du moins au début du confinement. Pour ce que l'on sait de ceux qui se tiennent durablement à l'écart de l'hébergement social¹⁴⁶, et ce que l'on suppose raisonnablement des motivations conduisant à y recourir finalement (tenant à des conditions de vie devenues insupportables, à une souffrance ou un état de santé désormais incompatibles avec une vie dehors), ces appels interpellent l'observateur. Est-ce que ces anciens de la rue bluffent au nez et à la barbe des permanenciers ? Est-ce qu'ils envisagent vraiment le confinement comme une parenthèse entre quatre murs ? Ou est-ce qu'une évaluation plus poussée pourrait révéler une dégradation de leur mode de vie – dont on pourrait d'ailleurs se demander ce qu'elle a à voir avec le confinement ?

2. D'autres personnes, elles aussi sans domicile, rapportent un état d'intense détresse au confinement. Certains demandent de l'aide pour se loger, mais aussi pour manger ou se laver, en bref, pour survivre. D'autres (qui sont parfois les mêmes) s'inquiètent des suspensions de leurs démarches administratives, par exemple de l'annulation de rendez-vous pour l'enregistrement de leur demande d'asile. Le confinement exerce des effets qui désorientent ou démunissent des ménages qui bataillent déjà pour maintenir le cap d'existences malmenées. Est-ce qu'avec la réorganisation et la mobilisation exceptionnelle des services d'aide et au fur et à mesure du confinement, ces formes de détresse se seront atténuées ? Auront-elles au contraire perduré ?

3. A l'entrée en confinement, des logeurs mettent à la porte des hôtes en galère, ou refusent l'emménagement qu'ils leur auraient autrement accordé (du moins aux dires de ces derniers). A la rue, ces expulsés du confinement appellent le numéro des sans abri. Ils semblent avoir fait le tour de leurs connaissances, vidé leur portefeuille, mais cet épisode ne pourrait être qu'une galère de plus et pas un tournant décisif. En théorie, ils entrent dans la cible du Samusocial, mais en pratique, c'est-à-dire au vu de la saturation extrême du parc d'hébergement, ils n'apparaissent pas prioritaires. Leurs compétences avérées à se débrouiller au quotidien ne plaident sans doute pas pour eux.

4. Dans un autre registre, déjà abordé dans ce rapport (voir parties 3.2.2. et 3.2.3.), l'employabilité d'individus contraints à l'inactivité par le confinement ne joue sans doute pas

¹⁴⁵ Mairie de Paris, "SAMU SOCIAL 05.306.306 le numéro de ceux qui n'ont plus personne à appeler", affichage public, Mairie de Paris, Paris, hiver 1995-1996 [Archives personnelles d'Odile Gaslonde, *Samu Social de Paris. Un outil de sauvetage au service de la grande exclusion*, Livret imprimé, mars 1996, p. 12].

¹⁴⁶ L'enquête de référence sur ces questions est d'Edouard Gardella et Amandine Arnaud, *Le sans-abrisme comme épreuves d'habiter. Caractériser statistiquement et expliquer qualitativement le non-recours aux hébergements sociaux*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, 2018, 214 p.

en leur faveur au moment de solliciter une place d'hébergement. Il semblerait toutefois que le soutien de travailleurs sociaux puisse s'avérer déterminant à l'appui de leur demande. Cette hypothèse conduit à une autre, plus générale, sur l'invisibilité paradoxale des nouveaux publics, explorée tout au long de ce rapport.

Dans certaines configurations, il y aurait un possible effet de trappe, voire de sélection adverse, comme disent les économistes, lorsqu'une "offre" (ici : le besoin d'aide de ces "nouveaux publics") ne trouve pas preneur (assistance), en raison d'une asymétrie d'information (les pauvres ne disent pas tout de leur misère, les associations ne disent pas qu'elles privilégient certains groupes)¹⁴⁷. On peut souhaiter que ce rapport et les enquêtes qui suivront, comme les évaluations circonstanciées des travailleurs sociaux remises à leurs collaborateurs du 115, apportent un surcroît d'information utile à une meilleure prise en compte des difficultés effectives de ces ménages qui, au motif de l'équité¹⁴⁸ mais au risque d'une disqualification sociale accélérée, passent entre les mailles de l'assistance.

¹⁴⁷ Pour étayer cette hypothèse il faudrait prendre en compte le recours à d'autres guichets, y compris en matière d'hébergement, et la base de gestion du 115 est en cela limitée.

¹⁴⁸ Voir Erwan Le Méner, "Évaluer les demandes...", op. cit., Daniel Cefai et Édouard Gardella, *L'urgence sociale...*, op. cit., et dans un cadre de réflexion plus large sur le traitement des problèmes sociaux comme des "urgences" : Michael Lipsky, Steven Rathgeb Smith, "When social problems are treated as emergencies", *Social Service Review*, vol. n° 63, 1989 p. 5-25.

Conclusion

Ce rapport répond à une commande : qui sont les “nouveaux publics” des services d’aide alimentaire, à Paris, durant le confinement de la population (17 mars - 11 mai 2020) ? Cette commande provient de la direction générale du Samusocial de Paris mais exprime des préoccupations publiquement partagées par les patrons d’associations et les responsables des administrations locales en charge de la pauvreté. Au lendemain de la commande mais à la fin du confinement, du 29 avril au 14 mai, deux ethnographes ont conduit une série d’observations directes, dans une dizaine de distributions alimentaires ouvertes à Paris, gérées par des organisations phares de l’assistance (le centre d’action sociale de la Ville, des associations et en particulier Aurore, le Samusocial de Paris, des paroisses coordonnées par le diocèse), ainsi qu’une distribution destinée aux étudiants de l’université Paris 8, à Saint-Denis. Sur place, elles ont cherché ces nouveaux publics.

Les enquêtrices ont d’abord interrogé les guichetiers sur le profil de leurs bénéficiaires. Les nombreux réponses rassemblées dressent un panorama sans doute assez complet des groupes qui sollicitent cette aide. Il s’agit d’un panorama extrêmement large qui renvoie au contexte de crise et à ses effets sur l’organisation de l’aide alimentaire. Avec le confinement, la plupart des services où il était possible de trouver de quoi se restaurer, sur place ou à emporter, ont fermé. L’aide alimentaire d’urgence se concentre en quelques points névralgiques, vers lesquels se reportent des habitués d’autres guichets et entre lesquels circulent les usagers. Quoiqu’avec quelque décalage dans le temps, dans tous ces endroits, les intervenants rapportent un afflux massif à leurs portes, d’ampleur inédite. En entretien, les professionnels soulignent la présence de bénéficiaires inattendus : des étudiants, des mal logés, des familles en hôtel, la liste est plus longue encore. Mais ces nouvelles têtes qui se détachent du lot ne permettent pas de dresser des portraits types de “nouveaux publics” ; ce ne sont pas les mêmes ici et là, et à un même endroit, tous les guichetiers ne font pas état des mêmes troubles, des mêmes étonnements, des mêmes inquiétudes. Il faut dire que pour les néophytes de l’aide alimentaire, plutôt recrutés durant le confinement dans des milieux sociaux favorisés, la découverte de la pauvreté ne prend pas un visage en particulier. Elle se fait plutôt comme une prise de conscience des difficultés d’une large frange de nos concitoyens. Pour des agents aguerris, l’identification de profils inattendus se fait sur le fond de leur expérience professionnelle et de groupes de référence, aux contours flous, mais dont les membres sont reconnaissables en situation, à l’instar des “grands exclus” au Samusocial. Sauf que ces fonds d’expérience ne sont pas communs ou entièrement partagés entre les membres des différentes organisations. D’un site à l’autre, il n’est pas donc pas surprenant que les guichetiers ne voient pas le même public ni ne notent les mêmes contrastes avec la période antérieure au confinement. Autre paramètre important pour situer les énoncés des guichetiers : leur poste sur la chaîne de la distribution. A l’entrée face à la foule, à la table de

distribution face aux indigents se présentant un à un à bonne cadence, ou encore en courives, dans des arrières-boutiques où l'on prépare les colis, derrière des portes dérobées où l'on donne à des familles à qui l'on veut épargner de faire la queue au milieu de sans-abri mal froqués, ou dans des bureaux où l'on reçoit en colloque singulier, on ne voit pas la même chose. On ne voit pas la même chose, mais d'où que l'on se place, on est peu enclin à prêter attention aux nouveaux venus.

C'est que le problème n'est pas là, mais dans l'organisation expresse de distributions de grande ampleur qui se veulent ouvertes au tout venant, ou qui du moins, pour celles qui fonctionnaient déjà, abaissent ou suspendent leurs conditions d'éligibilité. En première ligne, les nouveaux venus ne reçoivent aucun traitement spécial, ils tiennent leur rang, suivent la queue, prennent leur colis et repartent fissa, à moins d'être interpellés par un guichetier. Mais cette situation peu fréquente : les guichetiers engagent plus aisément la conversation avec des gens qu'ils connaissent, ou qui entrent dans leur périmètre habituel d'intervention¹⁴⁹. En outre, chaque espace de distribution semble organisé en fonction de certains publics visés, entrant dans la cible habituelle des gestionnaires. Chaque équipe s'évertue ainsi à servir le quidam mais surtout à ne pas manquer ceux qu'elles jugent prioritaires. Cela peut conduire à limiter l'accès à la distribution des ménages qui n'apparaissent pas prioritaires ou qui semblent carrément profiter de l'aubaine – il vaut ainsi mieux venir avec des chaussures trouées qu'en soulier vernis pour obtenir une nouvelle paire au Carreau du Temple. Il ne s'agit aucunement d'accabler les professionnels, ou de contester leur sens de l'observation – l'évaluation se joue souvent en un coup d'oeil –, mais de souligner combien l'allocation des biens dépend de l'organisation locale et de la priorité donnée, explicitement ou implicitement, à certains groupes. Ces priorités sont indissociables de certains aménagements de l'espace d'accueil. En situation, elles sont descriptibles comme des marques de convivialité, d'attention ou d'égard plus directes, répondant à une connaissance préalable ou une activité de reconnaissance fondée sur l'observation de stigmates, entre autres signes probants des formes de pauvreté dont on se donne la charge. A l'arrière-plan des publics visés, les autres groupes s'effacent donc, parmi lesquels de nouveaux usagers de l'assistance.

En suivant les étonnements et les inquiétudes des intervenants, nous nous sommes penchés sur des personnes et individus répondant aux descriptions locales des nouveaux publics. D'un côté, nous avons interrogé des ménages qui avaient déjà l'habitude de solliciter l'aide alimentaire – des "faux positifs" si l'on veut. Parmi eux, certains s'adaptent avec une certaine aisance aux modifications de l'organisation des guichets, substituent des fournisseurs à d'autres, et trouvent dans les lieux ouverts des denrées et des moments de sociabilité qui font partie de leur vie quotidienne en temps normal. D'autres pâtissent davantage de la situation, aussi bien sur le plan économique que social. Le confinement renchérit le coût de la vie, prive des ressources du travail, suspend des projets, et déstabilise les individus. On peut logiquement craindre que les effets potentiellement durables de cette crise, comme ceux de

¹⁴⁹ Yohanna Andriamanisa et al., *A la rue...*, *op. cit.*

la récession du début des années 1980, accélèrent des processus certes réversibles mais déjà entamés de “disqualification sociale” – où les derniers filets d’assistance secourraient des ménages moins protégés par l’État social que leur prédécesseurs¹⁵⁰.

D’un autre côté, les pistes données par les guichetiers ont conduit à interroger des individus faisant nouvellement appel à l’aide alimentaire, et à cerner des groupes qui pourraient devenir des publics cibles de l’assistance. Le confinement a plongé des étudiants du supérieur, plutôt originaires de pays pauvres, travaillant pour payer leurs études et leur titre de séjour, dans des situations économiques parfois très difficiles, et dans un désarroi qui interroge leurs projets de vie. D’autres groupes d’étrangers, de travailleurs, font aussi leur apparition aux guichets. Il s’agit d’abord de saisonniers, ou d’individus arrivés depuis peu en France pour s’embaucher. Leur situation matérielle tenait au fil des rémunérations perçues et le confinement qui force au chômage et une immobilité coûteuse, ponctionne sérieusement leurs réserves. Il s’agit aussi de ménages installés de plus longue date, dont les ressources, plus élevées que celles des autres groupes, permettent de répondre à des charges elles aussi plus importantes, notamment des responsabilités familiales, qui ne se limitent pas forcément à la maisonnée et peuvent dépasser les frontières. Dans ces trois situations, le confinement ébranle le cours d’existences aspirant à des formes d’indépendance économiques par le travail, par des engagements à compte propre ou à compte d’autrui, mais dans des secteurs peu protégés, recrutant au noir ou employant par des contrats précaires.

Ces analyses reposent sur un nombre limité d’observations mais surtout sur des observations qui ne nous ont pas permis de suivre les bénéficiaires de l’aide alimentaires au long cours, d’examiner en détail leurs histoires, leurs modes de vie et leurs aspirations, et de décrire leur engagement dans une carrière d’assisté - ou leur dégagement. C’est dans cette direction couplant ethnographie économique et histoires de vie que nous voudrions poursuivre l’enquête.

¹⁵⁰ Serge Paugam, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1991.

Bibliographie

Andriamanisa Yohanna, Cavalin Catherine, Le Méner Erwan, Segol Émilie, avec la collaboration de Stéphane Baciocchi, *À la rue. L'Enquête de la Coordination des maraudes (Paris, fin de l'été 2018)*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris (2 tomes), 2019 [à par., 2020]

Arnal Caroline, "Professionnaliser ses émotions : une injonction qui divise", *La Nouvelle Revue du Travail*, n°6, 2015

Arènes Jean-François, Pierre-Marie Emmanuelle, Galois Géraldine, *Les dispositifs d'hébergement et de logement adapté dans la métropole du Grand Paris*, Étude de l'APUR, produite en partenariat avec la DRIHL, mai 2018

Baciocchi Stéphane, Cottureau Alain, Hille Marie-Paule, "Présentation, pratiques d'enquête et sens de la réalité sociale", introduction au *Pouvoir des gouvernés. Ethnographie de savoir-faire politiques sur quatre continents*, Bruxelles, Peter Lang, 2018

Bernard Sophie, *Le nouvel esprit du salariat : rémunérations, autonomie, inégalités*, Paris, PUF, 2020

Beyne Lo Polly, Molinier Marie et Pierre-Marie Emmanuelle, *Les personnes en situation de rue à Paris la nuit du 7-8 février 2019. Analyse des données issues du décompte de la 2^e édition de la Nuit de la Solidarité*, rapport de l'APUR, décembre 2019, p. 27.

Blavier Pierre, "Un couple espagnol dans la récession de 2008. Composition et évaluation des revenus alternatifs", *Revue des politiques sociales et familiales*, n°123, 2016, p. 27-40

Blavier Pierre, *Les manifestations socio-économiques du chômage de masse et les réaménagements des budgets des ménages pour y faire face. Le cas de la Grande Récession espagnoles (2008-2015)*, thèse de sociologie, sous la direction de Jérôme Bourdieu et Frédéric Lebaron, EHESS, Paris, 2017

Bories Claudine, Chagnard Patrice (réal.), *Les arrivants*, produit par Les Films d'ici, 113 min, 2010.

Boukhris-Ferré Yacine, "Aux marges de l'Etat-providence : enquête auprès du Secours Populaire à Bordeaux", communication à l'Atelier d'ethnocomptabilité, co-animé par Pierre Blavier, Erwan Le Méner, Odile Macchi et Geneviève Pruvost, EHESS, Paris, 9 mai 2019.

Breviglieri Marc, Stavo-Debaugé Joan, "Sous les conventions. Accompagnement social à l'insertion : entre sollicitude et sollicitation", François Eymard-Duvernay (dir.), *L'économie des conventions, méthodes et résultats. Tome 2 : Développements*, La Découverte, Paris, 2006, p. 129-144.

Bruneteaux Patrick, *Les mondes rêvés de Georges. Fabrications identitaires et alternative à la domination*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2016

Bruneteaux Patrick, Lanzarini Corinne, "Les entretiens informels", *Sociétés contemporaines*, n°30, 1998, p. 157-180.

Cefaï Daniel, Gardella Edouard, *L'urgence sociale en action. Une ethnographie du Samusocial*, Paris, La Découverte, 2011

Cefaï Daniel, Gardella Edouard, Le Méner Erwan, "Enquête sur un dispositif d'urgence sociale. Les maraudes auprès des sans-abri", in Fabrizio Cantelli, Luca Pattaroni, Marta Roca i Escoda, Joan Stavo-Debaugé (dir.), *Sensibilités pragmatiques. Enquêter sur l'action publique*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p. 39-53

Cefaï Daniel, Terzi Cédric, Présentation, in *L'expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012, p. 9-47

Cefaï Daniel, Gayet-Viaud Carole (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Peter Lang, Bruxelles, 2011 [2003], p. 355-400

César Christine, *Comportements alimentaires et situations de pauvreté. Aspects socio-anthropologiques de l'alimentation des personnes recourant à l'aide alimentaire en France*, Paris, Institut de veille sanitaire, 2007, 104 p.

Choppin Katia, Gardella Edouard, *Les sciences sociales et le sans abrisme. Recension bibliographique en langue française 1987-2012*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, Saint-Etienne, 2013

Cottureau Alain, Marzok Mokhtar, *Une famille andalouse, ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Editions Bouchène, Saint-Denis, 2012

Damon Julien, *La question SDF. Critique d'une action publique*, Paris, PUF, 2012 [2001]

Dion Charlotte, Les usagers du 115. *État des lieux et évolution des profils et de l'hébergement de 2015 à 2018*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, 2019.

Dubois Vincent, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Economica, Paris, 2010 [1999]

Ducourant Hélène, "Le crédit revolving, un succès populaire", *Sociétés contemporaines*, n°76, 2009, p. 41-65

Ducourant Hélène, Rousseau Sandrine, "Editorial. Le développement du prêt étudiant, pierre indispensable à la construction du marché des "services d'enseignement supérieur"', *Revue Française de Socio-économie*, n°4, 2009, p. 3-8

Duran Patrice, Thoenig Jean-Claude, "L'Etat et la gestion publique territoriale", *Revue française de science politique*, vol. 46, n°4, 1996, p. 580-623

Eberhard Mireille, Segol Emilie, Guyavarch Emmanuelle, *Monoparentalité et précarité. La situation des familles sans logement en Ile-de-France*, Dossier d'études, Collection des documents de travail de la CNAF, n°209, 2019

Eberhard Mireille, Mengotti Marie, *Expulsions locatives et sans-abrisme : un éclairage à partir des données du 115*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris pour l'ONPES, 2016, introduction et partie 1.

Eliasoph Nina, Lichterman Paul, "Culture en interaction : une ethnographie des styles de groupe de deux organisations civiques en Californie", in Mathieu Berger, Daniel Cefaï, Carole Gayet-Viaud, *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Peter Lang, Bruxelles, 2011, p. 355-400

Fassin Didier, "La supplique. Stratégies rhétoriques et constructions identitaires dans les demandes d'aide d'urgence", *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 55, n°5, 2000, p. 955-981

Firdion Jean-Marie, Marpsat Maryse, "Les ressources des jeunes sans domicile et en situation précaires", *Politiques sociales et familiales*, 2001, n°65, p. 91-112

Gardella Edouard et Arnaud Amandine, *Le sans-abrisme comme épreuves d'habiter. Caractériser statistiquement et expliquer qualitativement le non-recours aux hébergements sociaux*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, 2018, 214 p.

INSEE, *Population présente sur le territoire avant et après le début du confinement. Premiers résultats*, Communiqué de presse, 8 avril 2020, 6 p.

Lavayssière Julie, *Aux portes du camp. Campements d'exilés, agents d'exécution et solidarités à la Porte de la Chapelle*, mémoire de master 2 de sociologie, sous la direction d'Agnès Deboulet, Université Paris 8, octobre 2018

Lebugle Amandine, Segol Emilie, Garcin Elsa et Dion Charlotte, *Les familles ayant appelé le 115 de Paris au cours de la période hivernale de 2019-2020*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, juillet 2020

Le Crom Jean-Pierre, Retière Jean-Noël, "Nourrir les pauvres : assister et/ou entreprendre", in Lionel Prouteau (dir.), *Les associations entre bénévolat et logique d'entreprise*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2003, p. 67-84

Le Méner Erwan, "L'hôtellerie sociale : un nouveau marché de la misère ? Le cas de l'Île-de-France", *Politiques sociales et familiales*, 114, p. 7-18

Le Méner Erwan, "Au nom du fils. Ethnocomptabilité d'une famille de sans-papiers hébergée en hôtel social", *Revue des politiques sociales et familiales*, n°123, p. 41-55

Le Méner (dir.), *Joindre les deux bouts. Enquêtes d'ethnocomptabilité*, *Revue des politiques sociales et familiales*, n°123, 2016

Le Méner Erwan, "Évaluer des demandes, ou la justesse comme travail invisible. Le cas du 115 de Paris", *Ethnographiques.org* n°23.

Le Play Frédéric (coll.), *Les ouvriers européens. Études sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe*, Imprimerie impériale, Paris, 1855

Levinson David (dir.) *Encyclopedia of Homelessness* (2 vol.), Sage, Londres, 2005

Lipsky Mickaël, Rathgeb Smith Steven, "When social problems are treated as emergencies", *Social Service Review*, vol. n° 63, 1989, p. 5-25

Macchi Odile, *A la recherche des familles sans-abri. L'extension du domaine de la survie (Paris, hiver 2019-2020)*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, avril 2020

Macchi Odile, *Les sans-abri présents dans le métro parisien. Parcours, usages, interactions*, rapport de l'Observatoire du Samusocial de Paris, 2019, 145 p.

M'Hammedi Mouna, "Quartiers bourgeois, quartiers populaires. Les ambiances dans ces quartiers comme facteur de sociabilité ou de ségrégation sociospatiale. L'exemple du Souissi et de El Youssoufia à Rabat-Maroc", *Ambiances, tomorrow. Proceedings of 3rd International Congress on Ambiances*. Septembre 2016, Volos, Grèce. p. 805 - 810. hal-01409178

Orwell George, *Dans la dèche à Paris et à Londres*, 10/18, Paris, 2003 [1933]

Paugam Serge, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF, 1991

Perrin-Heredia Ana, "Les logiques sociales de l'endettement: gestion des comptes domestiques en milieux populaires", *Sociétés contemporaines*, n°76, 2009, p. 95-119

Ramel Magali, Boissonnat Pelsy Huguette, Sibué-De-Caigny Chantal, Zimmer Marie-France, *Se nourrir lorsqu'on est pauvre. Analyse et ressenti de personnes en situation de précarité*, *Revue Quart Monde. Dossier et documents*, n°25, 2016

Retière Jean-Noël, « Vivre sa foi, nourrir les pauvres. Sociohistoire de l'aide alimentaire confessionnelle à Nantes des années trente à nos jours », *Genèses*, 2002, vol. 3, n° 48, p. 4-29

Retière Jean-Noël, Le Crom Jean-Pierre, *Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2018

Roi Claire-Sophie, « Vivre le manque en Picardie. Les campagnes de la pauvreté », *Communications*, 2016, vol. 1, n° 98, p. 37-51

Siblot Yasmine, « « Je suis la secrétaire de la famille ! » La prise en charge féminine des tâches administratives entre subordination et ressource », *Genèses*, 2006, vol. 3, n° 64, p. 46-66. URL : <https://www.cairn.info/revue-geneses-2006-3-page-46.htm>

Générique de l'enquête

Enquête ethnographique (29 avril-19 mai 2020)

Accès aux terrains d'enquête : Léonore Belghiti, sous-directrice de l'insertion et de la solidarité, Ville de Paris ; François Deprez, délégué de l'Archevêque de Paris pour la solidarité diocésaine ; Abdelsem Ghazi, secrétaire Général de la Fédération de Paris du Secours Populaire ; Emmanuelle Jouanguy et Sébastien Fouquet, Restos du Coeur, Christine Laconde, directrice générale du Samusocial du Paris ; Julie Lavayssière, coordinatrice de l'antenne parisienne, Utopia 56 ; Isabelle Thibault Leblond, responsable du projet fraternité, Aux Captifs, la libération, Isabelle Medou-Marere, directrice régionale Ile-de-France, Fédération des acteurs de la solidarité ; Cécile Miné, pôle urgence sociale, DASES ; François Morillon, directeur du développement et de l'insertion chez Aurore ; Lofti Ouanezar, directeur de cabinet de Dominique Versini, adjointe au maire de Paris, chargée de toutes les questions relatives aux solidarités, lutte contre l'exclusion, accueil des réfugiés et protection de l'enfance ; Albert Quenum, chef du Bureau de l'Urgence sociale et de l'Insertion, Centre d'action sociale de la Ville de Paris ; Corinne Taïeb, responsable de la Coordination des maraudes, Samusocial de Paris ; Marion Tillous et Hélène Nicolas, maîtresses de conférence à l'université Paris 8

Enquête de terrain et rédaction du Journal d'enquête : Lorraine Guénée, sociologue vacataire, Observatoire du Samusocial de Paris et CEMS, EHESS ; Odile Macchi, sociologue, Observatoire du Samusocial de Paris et CEMS, EHESS

Compléments d'enquête (24 avril- 1er juin 2020) : Lorraine Guénée (analyse de la revue de presse, entretiens complémentaires), Odile Macchi (entretiens complémentaires), Erwan Le Méner, sociologue, Observatoire du Samusocial de Paris et CEMS, EHESS (compilation et analyse des dossiers du 115 de Paris).

Rédaction du rapport (29 mai- 8 juin 2020)

Rédaction : Lorraine Guénée, Erwan Le Méner, Odile Macchi

Relecture de la première version : Pierre Blavier, sociologue, CNRS, Clersé, UMR 8019, Université de Lille ; Catherine Cavalin, sociologue, CNRS, Irisso - UMR 7170-1427, Université Paris Dauphine ; Anne Lhuissier, sociologue, INRA, CMH-ENS

Financement : Groupement d'intérêt public Samusocial de Paris

Annexe

Annexe 1. Le contenu et la provenance des dons alimentaires par lieu

Lieu	Activité habituelle	Choix de la composition du panier	Contenu du don alimentaire	autres ressources	Provenance
Carreau du Temple	Espace culturel et sportif	NON	“Panier - repas” : salade composée (ex: surimi-pommes de terre en barquette), fromage individuel, pain individuel, boîte de sardines ou thon, yaourt ou compote, fruit	Vêtements (tous les jours, puis le jeudi seulement, jusqu’au 30 avril). Entretien social. Produits d’hygiène	Aurore assemble les denrées provenant de la société Dupont Restauration
Grands Voisins, au 74	Multiplex socioculturel, restaurant, hébergement d’urgence, dispositif d’insertion	NON	Idem	Lieu de halte. Produits d’hygiène. Dans le bâtiment voisin, au 82 de l’Avenue Denfert-Rochereau : douches, ordinateurs.	Idem
70 bd Barbès	Lieu inoccupé	NON	Idem		Idem
Paroisse Ste-Jeanne-de-Chantal		NON	“Panier-repas” : salade composée haricots rouges maïs pois chiches en barquette, boîte de thon, pamplemousse, yaourt + compote, grand morceau de pain frais, bouteille de thé glacé	Présence de l’association Aux Captifs la libération	Composition au Lycée Franklin. Le diocèse assemble les denrées provenant de divers dons
Paroisse Notre-Dame-des-Champs		NON, sauf les denrées apportées par les paroissiens	Même panier-repas + don selon les goûts de gâteaux apportés par les paroissiens	Vestiaire de l’association Montparnasse Entraide en face, commande de vêtements sur demande	Composition au lycée Franklin + initiatives des paroissiens
Epicerie sociale Secours Populaire	Epicerie sociale : des denrées sont disposées en libre-service	OUI, sauf kits d’urgence pour ménages non inscrits	Denrées à cuisiner (pâtes, riz, céréales, viande...), nourriture de petit déjeuner (céréales, pain de mie, confiture, lait, etc), produits laitiers		Les bénévoles vont chercher dans les rayons les denrées demandées

Esplanade devant CAP 18, porte d'Aubervilliers	Petits déjeuners	NON	un panier "petit déj", composé d'une salade, un petit pain, un laitage ou fromage, un ou deux fruits, une compote, un paquet de gateau, une bouteille d'eau + un panier "déjeuner", préparé par un traiteur, qui contient un sandwich ou burger maison, une salade, un fruit et un plus (yaourt ou gâteau ou compote, etc)	Conseils et repères sur la vie en exil à Paris. Produits d'hygiène. Vêtements.	Fondation Armée du Salut (pas de changement de contenu, mais depuis le début du confinement c'est Utopia 56 qui gère la distribution)
Esplanade de l'Université Paris VIII		NON, sauf fruits et légumes	Colis "sec" : deux briques de lait, huile, céréales chocolatées, farine, paquet de café moulu, conserve de poisson, et apparemment (inventaire d'après coup d'oeil rapide) : une conserve, un paquet de gâteau, de la confiture, de la purée en poudre A disposition : oignons, pommes de terre, courgettes, aubergines, tomates, et pommes en provenance de Rungis Kit hygiène avec liquide vaisselle, savon, shampoing brosse à dent dentifrice, gel hygiène intime et protection périodiques éventuellement Lait et nourriture infantiles au besoin.	Présence d'une gynécologue bénévole. Bons d'achat et système de marrainage/parrainage pour les étudiant.e.s en grande difficulté Report vers l'aide de l'université (plafonnée à 1000€, versés sur le compte de l'étudiant.e)	Secours Populaire, et cagnotte pour les produits d'hygiène

Annexe 2. L'aide alimentaire à Paris durant le confinement

Le tableau 1 ci-dessous dresse un inventaire des services d'aide alimentaires ouverts pendant le confinement, d'après des listes publiques, mises à jour à plusieurs reprises au moins depuis mi-avril par la mairie de Paris, la Préfecture de région la Fédération des acteurs de la solidarité :

- Ville de Paris, Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France, *Où manger à Paris ?*, plaquette mise à jour le 20 avril 2020, 4 p.
- Ville de Paris, Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France, *Où trouver des produits alimentaires à Paris ?*, plaquette mise à jour le 20 avril 2020, 4 p.
- Ville de Paris, Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France, *Où manger à Paris ?*, plaquette mise à jour le 4 mai 2020, 4 p.
- Ville de Paris, Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France, *Où manger à Paris ?*, plaquette mise à jour le 19 mai 2020, 4 p.
- Ville de Paris, Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France, *Où trouver des produits alimentaires gratuits ou à bas coût ?*, plaquette mise à jour le 19 mai 2020, 4 p.
- Ville de Paris, Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France, *Où manger à Paris ?*, plaquette mise à jour le 3 juin 2020, 4 p.
- Ville de Paris, Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, Fédération des acteurs de la solidarité Ile-de-France, *Où trouver des produits alimentaires gratuits ou à bas coût ?*, plaquette mise à jour le 4 juin 2020, 4 p.

La première série, *Où manger à Paris ?*, répertorie les "points de distribution alimentaire de rue ouverts pendant la crise du Covid-19", la seconde, *Où trouver des produits... ?*, les "points de distribution de produits alimentaires", à couvert d'ordinaire entend-on. Dans chaque annuaire, un point de distribution correspond à un nom, une organisation référente, des conditions d'accès, des horaires d'ouverture et une adresse (aucune des listes n'inclut les distributions mobiles qu'effectuent certaines équipes de maraude). Ces services d'aide peuvent être gérés par les services sociaux de la Ville, par de grosses associations mandatées et financées par la municipalité ou le Logement, par de petites associations de quartier voire des commerçants (par exemple le restaurant le Quartier rouge, rue de Bagnolet). Les paroisses ont une place prépondérante dans ces listes, témoignant d'une capacité de mobilisation considérable, et d'infrastructures nombreuses, aux quatre coins de Paris.

Les termes employés pour caractériser l'offre diffèrent en partie d'une série à l'autre. Par exemple on parle ici de "colis alimentaire", là de "panier repas". Dans la série *Où manger... ?*, on distingue

les points de distributions selon qu'ils distribuent des "paniers-repas", des "petits-déjeuners" ou des "repas chauds", dans l'autre le type de guichet : point de retrait de "colis", ou "épicerie sociale". C'est un indice, parmi d'autres, que les agents chargés du recensement et de compilation des deux listes ne sont sans doute pas tout à fait les mêmes, ce qui pourrait expliquer qu'il n'y ait pas de rapprochement établi entre deux services similaires, logés à la même enseigne, sur le même trottoir, mais à deux numéros d'intervalle (une incongruité relevé à deux reprises). L'établissement des listes repose probablement sur des informateurs au sein des distributions concernées ou des organisations référentes, et pour les services ouverts et recensés avant le confinement sur des renseignements préalablement compilés (ce qui expliquerait que l'assouplissement des conditions d'accès à certaines distributions durant le confinement ne soit pas notifié).

Le paysage de l'aide alimentaire à Paris avant le confinement est dressé à partir d'un autre répertoire officiel, réalisé au terme des cinq ans du *Pacte parisien de lutte contre la grande exclusion 2015-2020*, cet engagement municipal pris peu après son élection en 2014 par la maire de Paris, ainsi que le Préfet. Il s'agit d'un recensement des services à destination des plus démunis, rendu public en octobre 2019, *Paris Ville Solidaire*¹⁵¹. Y sont entre autres localisés des hébergements d'urgence, des accueils de jour, des lieux de soin, et l'"aide alimentaire" ; sous cette dernière rubrique, deux entrées : les "points de distribution alimentaire" (n=120) et les "restaurants solidaires" (n=12). Chaque point est placé à l'adresse, et caractérisé par un intitulé (souvent celui de l'association mère), sans plus d'informations.

Avant le confinement donc, ou plus exactement en octobre 2019, l'aide alimentaire correspond à 132 services, répartis à 122 adresses dans la capitale. La plupart sont fermées début avril (97 sur 122, soit 80 %). Un peu plus de la moitié des adresses (64 sur 122) sont encore fermées le 19 mai.

Pendant le confinement, 45 services d'aide alimentaire pourraient avoir ouvert leurs portes (du moins figurent-ils dans une des listes d'avril ou de mai, sans figurer dans celle d'octobre 2019).

Tableau 1. L'aide alimentaire à Paris, avant, pendant et juste après le confinement, d'après les annuaires officiels

¹⁵¹ Voir l'interface publique du système d'information géographique correspondant, qui constitue à proprement parler notre source : <https://capgeo.sig.paris.fr/Apps/LieuxAidePersonnesSansAbri/> [dernière consultation le 15 juin 2020].

S_Nom	Adresse	Arr on dis se me nt	Par is Vill e Sol idai re Oct obr e 20 19	Où ma ng er.. 20 avr il 20 20	Où tro uve r... 20 avri l 20 20	Où ma ng er.. 4 ma i 20 20	Où ma ng er.. 19 ma i 20 20	Où tro uv er.. 19 ma i 20 20	Où ma ng er.. 3 jui n 20 20	Où tro uv er.. jui n 20 20	Organisation mère
A.C.R.J Paris Toussaint 2004	24 rue Saint Roch	75 00 1	1	1	0	0	0	0	0	0	Restos du Coeur (durant le confinement)
Emmaüs Solidarité	4 place du Louvre	75 00 1	1	0	0	0	0	0	0	0	Emmaüs Solidarité
Les Restos du Coeur	place Colette	75 00 1	0	0	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
Paroisse Saint- Eustache	1 rue Montmartre	75 00 1	0	1	0	1	1	0	1	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint- Eustache
Paroisse Saint- Eustache	2 impasse Saint Eustache	75 00 1	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint- Eustache
Paroisse Saint-Leu	92 rue Saint Denis	75 00 1	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint-Leu
Café Ozanam Eglise Saint Nicolas des Champs	254 rue Saint Martin	75 00 3	1	0	0	0	0	0	0	0	Eglise Saint Nicolas des Champs
Distribution Carreau du Temple	1 rue Dupetit Thouars	75 00 3	0	1	1	1	1	1	0	0	Samusocial, Aurore
La Chorba	2 rue Eugène Spuller	75 00 3	1	0	0	0	0	0	0	0	La Chorba
Ordre de Malte	195 rue du Temple	75 00 3	1	0	0	0	0	0	0	0	Ordre de Malte

Les compagnons de la Tour Saint-Jacques	14 avenue Victoria	75 00 4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	Les compagnons de la Tour Saint-Jacques
Mairie du 4ème arrondissement	2 place Baudoyer	75 00 4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	La Chorba
Notre-Dame-de-Paris	4 parvis Notre Dame	75 00 4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	NC
Paroisse Saint Jacques	252 rue Saint-Jacques	75 00 5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, paroisse Saint Jacques
Paroisse Saint-Médard	39-41 rue Daubenton	75 00 5	0	1	0	1	1	0	0	0	0	Diocèse de Paris, paroisse Saint Médard
Paroisse Saint-Séverin Saint-Nicolas	5 rue Saint-Jacques (face au)	75 00 5	0	1	0	1	1	0	0	0	0	Diocèse de Paris, paroisse Saint Séverine Saint Nicolas
Restaurant social Santeuil	8 rue Santeuil	75 00 5	1	1	0	1	1	0	1	0	0	Aurore
Restaurant Solidaire Boutebrie	3 rue Boutebrie	75 00 5	1	1	0	1	1	0	1	0	0	CASVP
Montparnasse Rencontres, Paroisse Notre Dame des Champs	92 boulevard du Montparnasse (face au)	75 00 6	0	0	1	0	0	1	0	1	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame des Champs
Secours Catholique, Paroisse Notre Dame des Champs	92 boulevard du Montparnasse	75 00 6	1	1	0	1	1	0	1	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame des Champs, Secours Populaire
Soupe populaire du 6è	4 rue Clément	75 00 6	1	1	0	1	1	0	1			Oeuvre de la soupe populaire
Les Restos du Coeur	9 rue Fabert	75 00 7	1	0	0	0	0	0	0	0	0	Les Restos du Coeur
Les Restos du Coeur - Camion Invalides	45 quai d'Orsay	75 00 7	0	1	0	1	1	0	1	0	0	Les Restos du Coeur

Ordre de Malte	92 rue Saint-Dominique	75 00 7	1	0	0	0	0	0	0	0	Ordre de Malte
Paroisse Saint François Xavier	7 place du président Mithouard	75 00 7	1	0	1	0	0	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Saint François Xavier
Paroisse Saint Thomas d'Aquin	3 place Saint Thomas d'Aquin	75 00 7	1	0	1	0	0	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Thomas d'Aquin
Accueil solidarité Saint-Augustin	46 bis boulevard Malesherbes	75 00 8	1	0	1	0	0	1	0	1	Diocèse de Paris, paroisse Saint Augustin
Restaurant Solidaire Europe	11 rue Maleville	75 00 8	1	1	0	1	1	0	1	0	CASVP
Camion Saint-Lazare	Rue Joubert	75 00 9	0	1	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
La Soupe Trinité Solidarité	3 rue de la Trinité	75 00 9	1	1	0	1	1	0	1	0	Trinité - Solidarité
Les Restos du Coeur	Place de Budapest	75 00 9	1	0	0	0	0	0	0	0	Les Restos du Coeur
Paroisse Notre-Dame-de-Lorette	18 bis rue de Châteaudun	75 00 9	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre-Dame-de-Lorette
Août Secours	214 rue de la Fayette	75 01 0	1	0	0	0	0	0	0	0	Août Secours
Camion Gare de l'Est	1 avenue de Verdun	75 01 0	1	1	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
Centre d'Accueil et de Médiation Relationnelle Educative et Sociale	11 passage Dubail	75 01 0	1	0	0	0	0	0	0	0	Centre d'Accueil et de Médiation Relationnelle Educative et Sociale
Distribution gare de l'Est Autremonde	Place Madelein Braun	75 01 0	0	0	0	1	1	0	0	0	Autremonde

Les Restos du Coeur	18 rue Boy-Zelenski	75 01 0	1	0	1	0	0	1	0	1	Les Restos du Coeur
Mission évangélique	22 rue Saint Marthe	75 01 0	1	1	0	1	1	0	1	0	Entraide et partage avec les sans-logis
Paroisse Saint Vincent de Paul	17 rue Fénelon	75 01 0	0	1	0	1	1	0	1	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Vincent de Paul
Restaurant Solidaire Vellefaux	66 avenue Claude Vellefaux	75 01 0	1	1	0	1	1	0	1	0	CASVP
Soupe de nuit de l'Armée du Salut	11 rue Léon Jouhaux	75 01 0	1	1	0	1	1	0	1	0	Fondation Armée du Salut
Camion Bréguet	16-18 boulevard Richard Lenoir	75 01 1	1	1	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
Centre d'accueil et de distribution alimentaire	3-5 rue Cesselin	75 01 1	1	0	1	0	0	1	0	0	Les Restos du Coeur
Centre Israélité de Montmartre	21 rue Paul Bert	75 01 1	1	0	0	0	0	0	0	0	CIM
Diocèse de Paris	1 bis rue Lacharrière	75 01 1	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris
Epicerie solidaire Croix Rouge 11è	13 rue Saint Maur	75 01 1	0	0	1	0	0	1	0	0	Croix Rouge Française
La Boutique de Vincent - Saint Ambroise	73 rue Saint Maur	75 01 1	1	0	1	0	0	1	0	0	Diocèse de Paris, Société Saint Vincent de Paul
Les Restos du Coeur	Place de la République	75 01 1	1	1	0	0	0	0	0	0	Les Restos du Coeur
Ordre de Malte	8 rue Deguerry	75 01 1	1	0	0	0	0	0	0	0	Ordre de Malte
Paroisse Saint Ambroise	61 boulevard Voltaire	75 01 1	0	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, paroisse Saint Ambroise

Restaurant Solidaire Chanzy	6 rue de Chanzy	75 01 1	1	1	0	1	1	0	1	0	CASVP
Sainte Marguerite	40 rue Saint-Bernard	75 01 1	1	0	0	0	0	0	0	0	Sainte Marguerite
Soeurs missionnaires de la Charité	60 rue de la Folie Méricourt	75 01 1	1	0	0	0	0	0	0	0	Soeurs missionnaires de la Charité
A I D E	29 rue Traversière	75 01 2	1	0	0	0	0	0	0	0	A I D E
Aurore	9-11 rue Henri-Desgranges	75 01 2	1	0	0	0	0	0	0	0	Aurore
Aurore	16-18 passage Raguinot	75 01 2	1	0	0	0	0	0	0	0	Aurore
Camion Nation	42 cours de Vincennes	75 01 2	1	1	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
Epicerie solidaire Croix Rouge 12è	18-20 rue Edouard Robert	75 01 2	1	0	1	0	0	1	0	1	Croix Rouge Française
ESI La Maison dans la rue	18 rue de Picpus	75 01 2	0	1	0	1	1	0	1	0	CASVP
La Chorba	87 boulevard Poniatowski	75 01 2	1	0	1	0	0	1	0	1	La Chorba
Le Cellier	39 rue de Picpus	75 01 2	0	0	0	0	0	0	0	1	Société Saint Vincent de Paul
Les Petites Soeurs des pauvres	71 rue de Picpus	75 01 2	1	0	0	0	0	0	0	0	Les Petites Soeurs des pauvres
Paroisse Notre-Dame de Picpus	11 rue de la Nativité	75 01 2	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame de Picpus
Paroisse St-Antoine des Quinze Vingts	66 avenue Ledru Rollin	75 01 2	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse St-Antoine des Quinze Vingts

Relais Ozanam - Saint Eloi	7 place Maurice de Fontenay	75 01 2	1	0	1	0	0	1	0	0	Société Saint Vincent de Paul
Restaurant solidaire Saint-Eloi	10 rue Eugénie Eboué	75 01 2	1	0	0	0	0	0	0	1	CASVP
Camion Salpêtrière	47 (ou 29) boulevard de l'hôpital	75 01 3	1	1	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
Centre d'aide alimentaire Paris Sud	66 rue de la Colonie	75 01 3	1	0	0	0	0	0	0	0	Centre d'aide alimentaire Paris Sud
Epicerie sociale AGORA Paris	3 allée Paris-Ivry	75 01 3	1	0	0	0	0	1	0	1	AGORA
Paroisse Saint Pierre de Chaillot	122 rue de la Glacière	75 01 3	0	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Albert le Grand
Paroisse Saint-Hippolyte	27 avenue de choisy	75 01 3	1	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint-Hippolyte
Paroisse Sainte Anne de la Butte aux Cailles	188 rue de Tolbiac	75 01 3	1	1	1	1	1	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Sainte Anne de la Butte aux Cailles colis, Société Saint Vincent de Paul
Paroisse Sainte-Rosalie	50 boulevard Auguste Blanqui	75 01 3	0	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Sainte-Rosalie
Porte ouverte et solidarité	27 avenue de la porte de Vitry	75 01 3	1	0	0	0	0	0	0	1	Porte ouverte et solidarité
Réfectoire Bédier	6 avenue Joseph Bédier	75 01 3	1	1	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
Restaurant Solidaire Baudricourt	15 rue Baudricourt	75 01 3	1	1	0	1	1	0	1	0	CASVP
Restauration Le Refuge	18 rue Charles Fourier	75 01 3	1	1	0	1	1	0	1	0	Œuvre de la mie de pain - Le Refuge

Aide alimentaire	5 rue du Moulin Vert	75 01 4	1	0	1	0	0	1	0	1	Paroisse Saint Pierre de Montrouge
Camion Denfert Rochereau	85 boulevard Arago	75 01 4	1	1	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
Centre d'accueil et de distribution alimentaire	20 rue Julia Bartet	75 01 4	0	0	1	0	0	1	0	1	Les Restos du Coeur
Distribution Denfert Rochereau	74 avenue Denfert Rochereau	75 01 4	0	1	0	1	1	0	1	0	Aurore
F-E-M-D-H	96 rue Didot	75 01 4	1	0	0	0	0	0	0	0	FEMDH
Fondation Armée du Salut (BA)	9 Villa Coeur de Vey	75 01 4	1	0	0	0	0	0	0	0	Fondation Armée du Salut
Le marché solidaire	12 rue de l'Eure	75 01 4	1	0	0	0	0	0	0	1	Le marché solidaire
Le Pain partagé Saint Dominique	18 rue de la Tombe Issoire	75 01 4	1	0	1	0	0	1	0	1	Diocèse de Paris, paroisse Saint Dominique, Société Saint Vincent de Paul
Les Restos du Coeur	30 rue de Gergovie	75 01 4	1	0	0	0	0	0	0	0	Les Restos du Coeur
Montparnasse rencontres	92 bis boulevard du Montparnasse	75 01 4	1	0	0	0	0	0	0	0	Montparnasse rencontres
Paris Tout P'tits	15 rue des Mariniers	75 01 4	1	0	0	0	0	0	0	0	Paris Tout P'tits
Restaurant Solidaire Artistes	55-57 rue du Montparnasse	75 01 4	1	1	0	1	1	0	1	0	CASVP
Accueil 15 St Vincent de Paul	20 allée des frères Voisin	75 01 5	0	1	0	1	1	0	1	0	NC

Août Secours	2 rue Gerbert	75 01 5	1	0	0	0	0	0	0	0	Août Secours
Août Secours	11 Place du Cardinal-Amette	75 01 5	1	0	0	0	0	0	0	0	Août Secours
Centre d'accueil et de distribution alimentaire	15-17 rue d'Alleray	75 01 5	1	0	1	0	0	1	0	1	Les Restos du Coeur
Epicerie solidaire Croix Rouge 15è	63-71 rue de l'Amiral Roussin	75 01 5	1	0	1	0	0	1	0	1	Croix Rouge Française
Foyer de Grenelle	17 avenue de l'Avre	75 01 5	1	1	0	1	1	0	1	0	Foyer de Grenelle (centre social)
Les Soeurs de Saint-Vincent	41 rue des Périchaux	75 01 5	1	0	0	0	0	0	0	0	Les Soeurs de Saint-Vincent
Les Soeurs de Saint-Vincent	12 rue Léontine	75 01 5	1	0	0	0	0	0	0	0	Les Soeurs de St- Vincent
Paroisse Notre Dame de la Salette	29 rue de Dantzig	75 01 5	0	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame de la Salette
Paroisse Notre Dame de Nazareth	351 rue Lecourbe	75 01 5	0	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame de Nazareth
Paroisse St Léon	1 Place du Cardinal-Amette	75 01 5	0	1	1	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Léon
Relais Frémicourt	68-70 rue Falguière	75 01 5	1	0	0	1	1	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Jean Baptiste de la Salle
Restaurant Chevaleret	12 rue George Citerne	75 01 5	1	1	0	1	1	0	1	0	Aurore
Centre Corot	4 rue Corot	75 01 6	1	0	1	0	0	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame d'Auteuil
Epicerie sociale Passy	8-10 rue de l'annonciation	75 01 6	1	0	1	0	0	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame de Grâce de Passy

L'Entraide	19 rue de Cortambert	75 01 6	1	0	1	0	0	1	0	1	Eglise Protestante Unie de l'Annonciation
Le Relais Copernic - Saint Honoré d'Eyraud	32 rue Copernic	75 01 6	1	0	1	0	0	1	0	1	Société Saint Vincent de Paul
Paroisse Notre Dame de l'Assomption	90 rue de l'Assomption	75 01 6	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame de l'Assomption
Paroisse Saint Pierre de Chaillot	31/33 avenue Marceau	75 01 6	1	0	1	0	0	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Pierre de Chaillot
Sainte Jeanne de Chantal	96 boulevard Murat	75 01 6	1	1	1	1	1	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Sainte Jeanne de Chantal colis, Société Saint Vincent de Paul
Class 17	16 rue des Batignolles	75 01 7	1	0	0	0	0	0	0	0	Class 17
Paroisse Saint Ferdinand des Ternes	27 rue d'Armaille	75 01 7	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Ferdinand des Ternes
Paroisse Saint François de Sales	38 rue des Apennins	75 01 7	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint François de Sales
Paroisse Saint François de Sales	15-17 rue Ampère	75 01 7	1	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint François de Sales
Paroisse Saint Joseph des Epinettes	40 rue Pouchet	75 01 7	0	0	0	0	0	0	1	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Joseph des Epinettes
Paroisse Saint-Michel	Place Saint-Jean	75 01 7	0	1	0	1	1	0	1	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Michel
Paroisse Saint-Odile	2 avenue Stéphane Mallarmé	75 01 7	0	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Sainte Odile

Restaurant solidaire Epinettes	Les 51 rue des Epinettes	75 01 7	1	0	0	0	0	0	0	0	CASVP
Temple protestant	44 boulevard des Batignolles	75 01 7	1	0	0	0	0	0	1	0	Eglise Réformée Batignolles
Août Secours, Notre Dame de Clignancourt	36 rue Hermel	75 01 8	1	0	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris
Association Clément Myonnet	140 rue de Clignancourt	75 01 8	1	0	0	0	0	0	0	1	Association Clément Myonnet
Association Saint Bernard Goutte d'or	6 rue Saint-Luc	75 01 8	1	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Bernard de la Chapelle
Camion Rosa Parks	187 rue d'Aubervilliers	75 01 8	1	1	0	1	1	0	1	0	Les Restos du Coeur
Cantine sociale	21 rue Paul Labert	75 01 8	0	1	0	1	1	0	1	0	CIM
Case sociale antillaise	62 rue de la Chapelle	75 01 8	1	0	0	0	0	0	0	0	Case sociale antillaise
Centre d'accueil et de distribution alimentaire	4bis rue Coustou	75 01 8	1	0	1	0	0	1	0	1	Les Restos du Coeur
Distribution Barbès	70 boulevard Barbès	75 01 8	1	1	0	1	1	0	1	0	Aurore
Distribution petits déjeuners	213 rue d'Aubervilliers	75 01 8	1	1	0	1	1	0	1	0	Fondation Armée du Salut (distribution assurée par Utopia 56 pendant et après le confinement)
Epicerie solidaire du Secours Populaire	10 rue Montcalm	75 01 8	1	1	0	0	0	1	0	1	Secours Populaire
Mission du Tabernacle	163 rue Belliard	75 01 8	1	0	0	0	0	0	0	0	Mission du Tabernacle

Paris Tout P'tits	38 rue Charles Hermite	75 01 8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	Paris Tout P'tits
Paroisse Saint Hélène	6 rue de Esclangon	75 01 8	0	1	0	1	1	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Hélène
Paroisse Saint-Denys de la Chapelle	52 place de Torcy	75 01 8	0	1	0	1	1	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint-Denys de la Chapelle
Relais Pierre l'Ermite	5 rue Pierre l'Ermite	75 01 8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	Relais Pierre l'Ermite
Restaurant solidaire Joseph de Maistre	86-88 rue Joseph Maistre	75 01 8	1	1	0	1	1	0	1	0	0	CASVP
Saint-Vincent de Paul	46 rue Hermel	75 01 8	1	0	0	0	0	0	0	0	0	Société Saint Vincent de Paul
Table ouverte	18-19 rue Léon	75 01 8	0	1	0	1	1	0	1	0	0	NC
Distribution Stalingrad	6-8 Place de la bataille de Stalingrad	75 01 9	0	0	0	1	1	0	0	0	0	Autremonde
Epicerie Solidaire	6 Place de Bitche	75 01 9	0	0	1	0	0	1	0	1	0	Paroisse St Jacques - St Christophe
Epicerie solidaire Crimée	166 rue de Crimée	75 01 9	0	0	0	0	0	0	0	0	1	CASVP
Epicerie solidaire La Courte Echelle	8 rue Gaston Tessier	75 01 9	1	0	0	0	0	0	0	0	1	Epicerie solidaire La Courte Echelle
Gamelle de Jaurès	Rue de la Porte d'Aubervilliers	75 01 9	0	1	0	1	1	0	1	0	0	NC
La Cantine des Pyrénées	77 rue de la Marne	75 01 9	0	1	0	1	1	0	0	0	0	La Cantine des Pyrénées
La Chorba	7-15 avenue de la porte de la Villette	75 01 9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	Les Restos du Coeur (colis), L'un est l'autre (repas

											chauds), La Chorba (repas chauds)
P'tit dèj solidaires	Jardins d'Eole	75 01 9	0	1	0	1	1	0	1	0	Quartiers Solidaires & P'tits Dèj' à Flandre
Paroisse Notre-Dame des Foyers	18 rue de Tanger	75 01 9	0	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre-Dame des Foyers
Paroisse Sainte-Claire d'Assise	179 boulevard Sérurier	75 01 9	0	1	0	1	1	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Sainte-Claire d'Assise
Restaurant Solidaire Meaux	72 rue de Meaux	75 01 9	1	1	0	1	1	0	1	0	CASVP
Restaurant Solidaire Meaux	3 place de Joinville	75 01 9	1	0	0	0	0	0	0	0	Amitié Villette
Solidarité Wilson	Porte d'Aubervilliers	75 01 9	0	1	0	1	0	0	0	0	Solidarité Wilson
Une chorba pour tous	108 rue Curial	75 01 9	1	1	1	1	1	1	1	1	La Chorba
Accueil et Partage Charonne	4 place Saint-Blaise	75 02 0	0	0	0	0	0	0	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Germain de Charonne
Amatullah	15 boulevard de Ménilmontant	75 02 0	0	0	0	1	1	0	1	0	Amatullah
Août Secours	4 rue d'Eupatoria	75 02 0	1	0	0	0	0	0	0	0	Août Secours
Armée du Salut	60 rue des Frères Flavien	75 02 0	1	0	0	0	0	0	0	0	Fondation Armée du Salut
CASIP COJASOR	8 rue de Pali Kao	75 02 0	1	0	0	0	0	0	0	0	CASIP COJASOR
L'Entraide, Notre Dame de Lourdes	113 rue Pelleport	75 02 0	0	0	1	0	0	1	0	1	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame de Lourdes

Le Panier Salutaire	Allée Jean Monnet	75 02 0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	Fondation Armée du Salut
Le Passage	24 rue Ramponeau	75 02 0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	Le Passage
Le Quartier Rouge	52 rue de Bagnolet	75 02 0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	Restaurant Le Quartier Rouge
Les Marmoulins de Ménil	10 rue Sorbier	75 02 0	1	0	1	0	0	1	0	1	1	Les Marmoulins de Ménil
Les Restos du Coeur	29 rue du Soleil	75 02 0	1	1	1	1	1	1	1	1	1	Les Restos du Coeur
Magaliménil	4-6 rue d'Eupatoria	75 02 0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	Magaliménil
Paroisse Notre Dame de la Croix	3 place Ménilmontant	75 02 0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame de la Croix
Paroisse Notre Dame de Lourdes	120 rue Pelleport	75 02 0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Notre Dame de Lourdes
Paroisse Saint Gabriel	5 rue de Pyrénées	75 02 0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saint Gabriel
Paroisse Saints Cyrille et Méthode	124 rue de Bagnolet	75 02 0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	Diocèse de Paris, Paroisse Saints Cyrille et Méthode
Restaurant Saint Blaise	2-4 rue du Clos	75 02 0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	NC
Restaurant solidaire Pali Kao	11-15 rue de Pali Kao	75 02 0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	CASVP
Restaurant solidaire Réservoir	2-4 rue de la Justice	75 02 0	1	1	0	1	1	0	1	1	0	CASVP

Note de lecture (de la dernière ligne) : Le “restaurant solidaire Réservoir”, sis 2-4 rue de la Justice, Paris 20^e, était ouvert déjà en octobre 2019. Il fait partie des points de distribution alimentaire ouverts le 20 avril, le 19 mai et début juin (mais pas le 4 mai). Le restaurant est géré par le CASVP, le Centre d’action sociale de la Ville de Paris.

Annexe 3. Sur l'abondance et son pendant, l'effet d'aubaine, avec des écarts sur la façon de le penser et de l'éviter

On a décrit comment l'offre d'aide alimentaire se concentre pendant le confinement (1.2), d'où il découle que les ressources sont présentes en abondance dans les lieux investigués. En général, malgré les pénuries intervenant parfois en fin de distribution, il semble que les sans-abri aient accès à davantage de ressources que d'ordinaire¹⁵². Une bénévole, star de la télé-réalité, croisée rue Montcalm fait ainsi en sorte d'encourager les dons et le bénévolat au Secours Populaire via les réseaux sociaux¹⁵³. Or, l'abondance se sait. Pour prendre l'exemple du public par excellence de l'aide alimentaire, les "grands exclus", on s'aperçoit que certains multiplient les guichets. Cela contribue à l'impression d'afflux, sans que cela soit toujours signalé par les intervenants sociaux. Le nouveau circuit favorise le fait de manger à plusieurs râteliers¹⁵⁴. Un agent du Carreau du Temple le souligne : *"Il y a aussi ceux qui font la tournée, qui ramassent dans toutes les paroisses, donc on fait partie du circuit. Il y en a qui arrivent avec des sacs pleins, tant mieux pour eux. On a beaucoup de grands débrouillards, ça c'est très bien."* Pour signifier cette circulation de l'information sur l'abondance, un groupe de sans-abri rencontrés au Carreau du Temple parle de *"téléphone arabe"*. Ce groupe relate les tournées de personnes qu'ils voient comme des profiteurs et requiert de l'enquêtrice qui les interroge de filer à la paroisse Saint-Ambroise après avoir passé la matinée au Carreau pour constater des doublons. Sans procéder à cet exercice, il nous est arrivé de voir quelques personnes tantôt aux Grands Voisins tantôt aux paroisses, ou au Carreau du Temple... dont un homme nous ayant annoncé qu'il n'irait plus jamais dans l'ancienne halle, où l'on jugerait sa présence illégitime (*"si vous n'êtes pas déglingués, vous n'avez rien !"*), et qui y retournait tout de même pour se renseigner sur les points de distributions plus élaborés que les repas en sac qu'il récupère aux Grands Voisins¹⁵⁵.

L'information circule aussi par le biais des affichages. Ainsi, à la distribution de la paroisse Notre-Dame-Des-Champs, un retraité touchant 1000€ par mois vivant à Auteuil dans 9m2

¹⁵² « *Il y a beaucoup à manger, même plus qu'avant* », estime Aaron (son prénom a été modifié), septuagénaire installé près du Bon Marché, qui bénéficie des colis déposés par les maraudeurs. [...] A l'autre bout de Paris, Alexandre, 36 ans, ne passe pas inaperçu boulevard de Sébastopol avec sa pancarte « *le Covid-19 rend radin* ». Mais il l'avoue volontiers : c'est surtout pour attirer l'œil. En réalité, les passants, certes moins nombreux, ont été plus généreux pendant le confinement." Augustin Le Gall, « [« Je n'en peux plus de manger tout seul » : le confinement, l'épreuve de plus pour les personnes sans abri](#) », Le Monde, 22 mai 2020, consulté le 4 juin 2020.

¹⁵³ Voir l'émission YouTube : [Alix apporte son aide au secours populaire](#), postée le 15 avril 2020, tournée à l'espace épicerie du 10 rue Montcalm. "Moi je vais faire un don financier, je vais donner des vêtements et je viens donner de ma personne, parce que c'est important", dit la jeune personne marseillaise.

¹⁵⁴ L'occasion fait le larron, mais cette pratique est une combine pour certains foyers impécunieux. Voir l'investigation budgétaire minutieuse entamée par Yacine Boukhris-Ferré, dans "Aux marges de l'Etat-providence : enquête auprès du Secours Populaire à Bordeaux", communication à l'Atelier d'ethnocomptabilité, co-animé par Pierre Blavier, Erwan Le Méner, Odile Macchi et Geneviève Pruvost, EHESS, Paris, 9 mai 2019.

¹⁵⁵ Comme on le voit dans un article portant sur le milieu rural, frauder, ruser, c'est aussi faire son chemin dans un univers où on est vu, et mal vu comme bénéficiaire de l'aide alimentaire. Dans ce cadre, les fraudeurs sont d'ailleurs des fraudeuses, intermédiaires entre les familles et l'assistance, ce qui rejoint notre observation sur les "dames à caddie". Voir Claire-Sophie Roi, « Vivre le manque en Picardie. Les campagnes de la pauvreté », *Communications*, 2016, vol. 1, n° 98, p. 37-51.

au 6ème étage nous indique “C’est affiché partout qu’on peut avoir un panier alimentaire, sur les magasins”. Enfin, les annonces gouvernementales incitent des personnes à appeler le Centre d’action sociale de la Ville de Paris pour savoir si elles relèvent des aides exceptionnelles mises en place en raison du confinement.

L’abondance est particulièrement difficile à gérer pour les ressources d’ordinaire rares comme les vêtements au Carreau du Temple. La difficulté éprouvée pour installer un climat serein tient au grand bouleversement du milieu des distributions vestimentaires : quelques vestiaires sont ouverts sur rendez-vous, la plupart des laveries - buanderies sont fermées. Le Carreau du Temple apparaît donc comme un point névralgique. C’est le seul espace où la distribution vestimentaire soit clairement annoncée comme un service offert parmi les lieux investigués, quoiqu’il soit possible de bénéficier de vêtements de change en cas d’extrême nécessité aux Grands Voisins ou sur commande à Notre-Dame-Des-Champs puisqu’un vestiaire fermé (de l’association Montparnasse Entraide) est situé en face de la distribution.



Document 19 - Stock de vêtements au Carreau du Temple, au premier plan des joggings et hoodies neufs prêts à distribuer le lendemain, “tout va disparaître” dixit la responsable. Paris, 4 mai 2020 © Lorraine Guénée

Cette centralité vaut aussi pour la réception de dons. Des gens du quartier se présentent pour proposer quelques affaires, parfois avec des quantités importantes. Le premier jour d’observation, deux intervenants sociaux montrent à une enquêtrice quelques cartons de tee-shirts et de chaussures de ville correspondant à ce qui reste du don d’un voisin ayant fait des emplettes à Monoprix, pour une valeur estimée de 1 000€. Les entreprises ne sont pas en reste. La responsable du service mécénat du Samusocial se trouve ainsi au

Carreau du Temple le 7 mai pour la réception des 2 944 pantalons et 3 000 tee-shirts livrés par l'entreprise Primark, représentée par une poignée de salariés qui repartiront avec de nombreux *selfies*. La semaine passée, il a pourtant été décidé de stopper la distribution de vêtements, générant trop de frustration. L'abondance n'est pas gage de sérénité. Pour comprendre cette décision, il faut revenir sur les modalités de distribution. Elle a d'abord lieu tous les jours, mais cela devient "*trop dur*", comme le souligne Movses, salarié de l'ESI Saint-Michel, en ce qui concerne le rythme et le réapprovisionnement nécessaire de la distribution. On maintient donc le jeudi comme jour de distribution vestimentaire jusqu'à fin avril. Si le public des "grands exclus" ne semble pas difficile à contenter au départ, voire heureux des options offertes, Charlotte, salariée de l'Observatoire du Samusocial en mission de volontariat au Carreau, peut constater que ce n'est pas le cas des mieux lotis. Après avoir recueilli leurs besoins à l'entrée, notés à la main sur un bon, les gens sont servis. Là, des intervenants sociaux sont plus ou moins à l'aise avec une évaluation des besoins vestimentaires qui doit se faire en un coup d'oeil. Il faut ensuite se montrer ferme face aux crises de colère de ceux qui se montrent trop exigeants ou constatent une fois servis que d'autres ont eu quelque chose qu'ils auraient voulu. On retrouve la frontière parmi les guichetiers entre néophytes et experts de l'assistance. Quand Charlotte, bénévole qui n'a jamais eu l'occasion de distribuer ainsi des vêtements évoque sa perplexité pour évaluer en particulier l'état des chaussures et sa difficulté à faire comprendre que ce bien précieux soit réservé aux plus démunis, d'autres tranchent immédiatement la question du renouvellement de cet item. Devant une enquêtrice, un homme aux cheveux rasés, chaussures de sport bleues à l'apparence correcte, passe et demande: "*Vous donnez des baskets?*". L'agent d'accueil réplique, voix douce mais ferme: "*Les vôtres sont très bien, là ce serait du luxe !*"

L'effet d'aubaine est très visible à 9h le 7 mai. La file d'attente se rabougrit quand l'annonce est donnée qu'on ne distribue plus de vêtements. Clairement, certains venaient pour cela. L'irritation est palpable. Un homme se met dans tous ses états, un autre se plaint au point café d'avoir un pantalon sale. Au briefing, il a été précisé qu'il faudrait éviter absolument le cas par cas pour donner les vêtements ou "*il y aura de l'émeute*", et servir les items dans des sacs pour les quelques cas urgents. Les stocks visibles de loin la semaine passée ont été cachés par des paravents de fortune (document 20).



Document 20 - Le 7 mai, une ligne de paravents dérobe au regard du public les stocks de vêtements disponibles, dont l'importante livraison Primark, qui n'est pas destinée au seuls bénéficiaires du Carreau et doit être répartie entre plusieurs sites. © Odile Macchi.

Un homme pieds nus se voit distribuer une paire de chaussettes, l'heure est au rationnement après la prodigalité. Les intervenants sociaux étaient plus ou moins gênés par l'éventuelle revente de vêtements. La volontaire de l'Observatoire du Samusocial déjà mentionnée n'a eu l'occasion de servir que des gens qui demandaient leur taille et n'a donc rien identifié qui s'apparente à une acquisition pour la revente. Le premier jour d'observation, Corinne suppose tout de même, face à la pile photographiée ci-dessus (cf *supra*, document 19), *"sans doute qu'il y a de la revente. je te le file pour 10€" et les mecs reviennent la semaine d'après, c'est le jeu*". N'ayant pas *"la vocation de nourrir les puces de Saint-Ouen"*, ceux qui ont pu voir des scènes de revente à l'extérieur sont moins relativistes, et c'est le cas de sans-abri, excédés par *"le business"* de certains. Le groupe précité qui boit son café à quelque distance de la file d'attente égrène à une enquêtrice des lieux et des prix de revente (5€ la trousse hygiène de l'Armée du Salut, 1€ la boîte de sardine) et considère le fait que *"tout le monde se mette à prendre des trucs partout tous les jours"* comme un facteur d'injustice. L'un est bénévole à l'Eglise Saint-Joseph le dimanche et constate qu'ici ou ailleurs, même avant le confinement, une distribution ouverte de vêtements est toujours source de difficultés. Son expérience lui montre qu'il faut des limites claires sans quoi des gens sont là à 5h30 et dévalisent les porte-manteaux. Le point de vue est unanime : si elle est peut-être amplifiée par le confinement, la resquille n'a rien de nouveau. Il faut également faire attention à ne penser que si on donne plus de vêtements c'est forcément lié à un *"effet d'aubaine"* général. A Nation, une bénévole des Restos du Coeur a bien vu arriver de nouvelles têtes, et des requêtes différentes. *"On ne nous a jamais demandé autant de sacs de couchage, de manteaux, même les K-Way moches qu'on donne jamais sont partis"*. Elle a pourtant une hypothèse, confirmée par certains, pour expliquer les nombreux vols de duvets qu'on lui a rapportés : les agents municipaux qui laissent d'ordinaire les affaires où dorment des sans-abri, avec des accords tacites, auraient reçu des directives strictes et procédé à des nettoyages intempestifs des voies publiques. La crise sanitaire, en plus de désorganiser la distribution de vêtements, serait ainsi génératrice de besoins supplémentaires.

Paradoxalement, une certaine souplesse est possible là où il n'y a pas de pénuries en fin de créneau de distribution mais l'abondance soumet les intervenants sociaux à l'enjeu de la lutte contre les resquilleurs. L'abondance s'offre comme une possibilité pour certain.e.s de constituer des stocks. C'est ainsi que la "gruge" apparaît comme un enjeu aux Grands-Voisins alors que le lieu ne filtre pas les bénéficiaires. Il s'agit de ne pas distribuer trop ou en double aux même personnes. Ainsi on requiert le livret de familles pour avoir une certitude sur le nombre d'enfants. La triche est surtout un problème au point hygiène, comme l'indique d'abord l'intérimaire en charge de ce poste. Lors du briefing du 4 mai, l'ordre du jour porte sur ce point : *"les gens qui grugent"*. Certains s'engagent dans la discussion en déclarant que ce sont toujours les mêmes qui prennent plusieurs kits hygiène, d'autres ne sont pas d'accord. Pour les paniers alimentaires aussi, Clémence Dumanoir, responsable de distribution enjoint l'équipe à se concentrer : *"il faut réussir à ne pas donner plusieurs tickets. Après on n'a pas de trombinoscope, et ce n'est pas la police, je vous demande juste de faire le maximum d'effort de physionomie."* Pour le stand hygiène elle ajoute : *"si on voulait être au top, on ferait aussi des tickets mais bon..."*. Dans les distributions réservées, comme à Paris 8, destinée aux étudiants de l'université, il est possible d'obtenir quelque chose même quand on n'entre pas dans le public cible, mais plutôt en fin de distribution. Ainsi, pendant plusieurs heures les personnes non étudiant.e.s qui tentent leur chance pour avoir un colis alimentaire sont refoulées. En revanche, en fin de matinée quelques personnes - une sexagénaire d'Afrique de l'Ouest, une Maghrébine d'une quarantaine d'année accompagnée de trois enfants, un homme, la soixantaine, maghrébin qui dit avoir deux fils étudiants ... - obtiennent un colis, avec pour seule condition de déclarer nom et prénom. Le Secours Populaire a demandé d'être *"un peu rigoureux"*, d'où ce pointage, mais la véracité du nom n'est pas posée comme un enjeu. *"C'est délicat de dire quelque chose"* quand ils s'annoncent comme parents d'étudiants (dixit une enseignante), et il y a du rab, une dizaine d'étudiants attendus ne se sont pas présentés. Comme la cible n'est pas atteinte, cela permet une certaine souplesse : *"il nous reste des colis, vous avez des enfants, pourquoi pas vous?"*, dit Sophie de Solidaires Etudiant.e.s à l'une des bénéficiaires.

Quand on veut garder en quantité suffisante des denrées pour des publics précis, comme à Notre-Dame-Des-Champs, une inquiétude vis-à-vis de l'absorption de paniers par des profils jugés moins légitimes peut apparaître. Il y avait très peu de monde devant l'Église au départ (donc des paniers en abondance) et les paroissiens sont allés en maraude, chercher les sans-abri alentour, livrer à ceux qui ont du mal à prendre l'initiative de se déplacer. On cherche à s'occuper des plus abîmés, par rapport auxquels les "femmes à caddie" (invisibles le jour de notre observation) sont hors critères. On traque *"ceux qui ont moins besoin"*, dixit un coresponsable de distribution, qui explique : *"C'est mon rôle pas simple dans la queue d'essayer d'identifier les resquilleurs. De nous retrouver en rupture alors qu'on a donné à des gens qui ont moins besoin que d'autres, cela ne va pas. Enfin nous on n'est pas dans le métier."* Thibault Leblond des Captifs, référent pour les paroissiens, parle également des publics qui se font concurrence : *"il y a des femmes qui prennent cinq paniers, des sans-abri qui repartent certains jours avec rien puisque tous les sacs alimentaires ont été emportés"*. Le professionnel a cependant une vision panoramique de l'aide parisienne, et

cherche à réorienter ce public fragile. Là seulement réapparaît la question des “nouveaux publics”, qui apparaissent sous cet angle comme des individus à réorienter.